

Aux nouveaux gouverneurs

Bonne chance !

PAR GERVAIS RUBANGO

«L'abeille est honorée parce qu'elle travaille, non pour elle seule, mais pour tous».

St. Jean Chrysostome

Il y a une semaine se livraient aux chefs-lieux des nouvelles pro-

vinces réunifiées une «bataille», courte mais chaude. Pour question de prestige ou de vengeance, des groupes s'étaient hâtivement formés pour faire la campagne en faveur ou contre un tel ancien gouverneur candidat au nouveau gouvernement.

Heureusement, cette campagne n'a pas duré. Pratiquement, elle s'est intensifiée seulement une journée et une nuit.

Après la «bataille», comme d'habitude, certains en sont sortis têtes basses, d'autres têtes hautes.

Mais, au fond, y a-t-il eu vainqueurs et vaincus ? Sûrement, il y a eu des vaincus, mais pas totalement. Car même ceux qui ne voyaient pas leur candidat élu gouverneur, se consolait du fait que ceux qui croyaient trouver en l'élection du gouverneur un moyen de vengeance ou de sauvegarder leurs intérêts égoïstes matériels, devaient être immédiatement déçus par le fait que le gouverneur élu devait les quitter et aller servir la République ailleurs. Cette consolation se justifiait encore beaucoup plus par une deuxième évidence : les «vaincus» ne devaient pas vivre dans l'inquiétude de savoir ce qui allait leur arriver après, celui qu'ils avaient combattu une fois au pouvoir.

Enfin, tous ces jeux politiques appartenant maintenant au passé, voyons ce qui reste à faire pour nos nouveaux gouverneurs permutés et pour nous également leurs nouveaux gouvernés.

(Suite en page 3)

Bonne chance

(Suite de la page 1)

POUR NOS GOUVERNEURS...

Si nos nouveaux gouverneurs veulent réussir dans leurs actuels postes, il y a une évidence qu'ils ne peuvent méconnaître pour orienter leur comportement : leur puissance politique, puissance que certains ne faisaient que prévaloir ou brandir, étant maintenant si pas anéantie, du moins fortement affaiblie par leur permutation, ils devront désormais compter sur eux-mêmes, car, pour l'emporter là où ils sont désignés, ce ne sera plus que grâce à leur esprit et à leur charme, et non plus grâce à des coups de feu. Il faut qu'ils sachent également que la force qu'ils puisaient dans leur popularité pour s'imposer ou pour se faire obéir massivement et facilement quand il s'agissait d'une éventuelle réconciliation ou d'un appel à l'opposition aux prises d'armes pour défendre les régions attaquées par des ennemis de la paix, dans les milieux qui les avaient vu grandir, n'existera plus. Cela uniquement parce qu'ils vont être « inconnus » là où ils sont permutés, ou parce que les tout premiers jours ils seront considérés comme « étrangers » par les habitants parfois méfiants envers ceux qu'ils ne connaissent pas très bien ou qui sont sortis d'autres milieux que les leurs.

Un autre ennui se présente devant nos nouveaux chefs des provinces. Il ne sera pas, en effet, facile pour eux de se convertir brusquement, mais parfaitement, d'hommes politiques en agents administratifs, c'est-à-dire hommes dont les actes et les décisions n'auront plus à subir inévitablement d'influences de groupes d'intérêt déterminés, mais dont la sagesse individuelle, le bon jugement et

les qualités d'un chef dont ils disposent, auront à jouer un grand rôle dans la réussite de leur mission.

Nos nouveaux gouverneurs n'auront pas la vie facile dans les nouveaux milieux où ils sont envoyés. Ils ne peuvent pas s'en faire d'illusion ! Le culte de personne est désormais exclu pour eux. Ils auront peut-être à faire à des populations aux mentalités différentes aux leurs, au monde probablement indifférent à leur personne.

De tout cela il ressort alors que c'est à partir de maintenant, de maintenant seulement, que nous pourrons juger, avec iniquité, les gouverneurs pour lesquels les bêtes « oppositions » qui les contrecarriaient dans la réalisation ou dans la poursuite de leur programme n'auront plus raison d'être. C'est à partir de maintenant que nous saurons ce dont chacun de nos gouverneurs est capable. Car « s'ils ne pouvaient pas se vanter de savoir danser quand le tam-tam bruait à côté », ils ont maintenant l'occasion d'agir plus librement sans crainte de pouvoir « léser les intérêts de certains groupes ou personnes grâce auxquels ils étaient parvenus au pouvoir.

... IL FAUDRA PLUS DE PRUDENCE

La prudence devra être de rigueur pour les nouveaux chefs des provinces. Là où ils arrivent, ils y rencontreront de nouveaux et d'anciens problèmes, peut-être compliqués et difficilement solubles. Ils y trouveront des groupes d'intérêts déjà constitués et pratiquement indéfaisables, groupes dont les membres qui croient que « pour réussir, il faut être malin et

non honnête », feront tout pour les entraîner vers eux, de sorte que, finalement, les nouveaux chefs qui devaient rester normalement neutres, ne tardent pas à devenir leurs instruments, leurs hommes dont ils deviennent la tête et l'âme.

Ecouter avant de parler, s'informer avant de juger, comprendre avant de décider, et garder toujours présent à l'esprit que dans chaque homme se trouvent ensemble les ressources des meilleures actions et des pires. Ce seront là, pour nos nouveaux gouverneurs, les dispositions fondamentales de la sagesse.

... ET DE DIPLOMATIE

Enfin, comme nos nouveaux gouverneurs devront travailler avec comme collaborateurs immédiats les commissaires provinciaux, qui ne sont autres que d'anciens gouverneurs comme eux, et peut-être, dans certains cas, plus méritants mais moins chanceux qu'eux, ces premiers devront user grandement de diplomatie et exploiter, dans le maximum possible, l'expérience et le savoir des commissaires provinciaux. Autrement, ridiculiser ou minimiser ces derniers, c'est se créer inévitablement des ennuis et dresser eux-mêmes des embûches dans l'accomplissement de leurs fonctions.

POUR LES POPULATIONS

Si nous avons acclamé la victoire lors de l'élection de nos gouverneurs « préférés », si nous avons accablé les « vaincus » de tous les maux du monde, n'oublions pas toutefois que « l'on n'accuse jamais sans quelque fois mentir », comme disent les Chinois. Les défauts ne sont-ils pas semblables à une colline : vous escladez les vôtres et de là, vous ne voyez que ceux des autres ?

Si la permutation des gouverneurs est un bien général, après tout, pour nos anciens hommes politiques ainsi neutralisés, cette permutation ne reste pas néanmoins un coup négligeable - et qui sait - un coup moins dur pour la plupart de nos conseillers provinciaux, pour les éternellement insatisfaits avides de la destruction, pour ces individus qui avaient la hantise de s'arranger, dans chaque circonstance, du côté de l'opposition, avec une position négative.

(Suite en page 6)

Bonne chance !

(suite de la page 3)

Fini pour les conseillers qui ne savaient pas distinguer entre les conflits personnels ou familiaux et d'opposition purement politique dans la réalisation d'un programme général gouvernemental. Ces conseillers ou ces fonctionnaires de l'Etat que voilaient leur propre ignorance, leur propre cupidité et leur propre égoïsme dans une opposition éternelle et destructive, ne trouveront plus que très difficilement des bases pour cacher leur propre défaillance en la personne d'un gouverneur qu'ils haïssaient, devenu donc bouc émissaire parce qu'il leur était impossible de le vaincre sans avoir appris à le haïr de toute leur âme.

Maintenant que nous serons dirigés par les gouverneurs étrangers à nos provinces respectives, notre bonheur et notre bien-être ne dépendront que très relativement de la volonté du nouveau chef. Ce sont nous qui ferons, qui construirons, en grande partie, ce

bonheur, ce bien-être, en entendant tout d'abord notre vieil homme, en évitant d'entraîner nos nouveaux chefs dans nos mesquins conflits éternels, en facilitant la tâche à ces chefs qui ne connaissent pas suffisamment les milieux dans lesquels ils sont appelés à gouverner, en leur apportant donc une collaboration franche et désintéressée, au lieu de les enfoncer dans des erreurs comme plusieurs d'entre nous l'ont toujours fait, pour leurs intérêts personnels et égoïstes.

CELA DIT...

Cela dit, nous souhaitons bonne chance à nos nouveaux gouverneurs et leur rassurons qu'ils sauvegarderont leur prestige et celui du chef de l'Etat en se comportant sagement et dignement, en ne perdant pas de vue que « l'abeille est honorée parce qu'elle travaille, non pour elle seule, mais pour tous ».

Gervais RUBANGO

Dans une interview exclusive à "La Presse Africaine", le Gouverneur L. Engulu déclare :

"Je ne suis pas venu combattre les anciens gouverneurs"

Avant que le gouverneur de la province du Kivu, M. Léon Engulu, ne reçoive les membres de la presse jeudi comme annoncé par la Radio-Bukavu, «La Presse Africaine» a eu le privilège de pouvoir l'interviewer, en exclusivité, dans son cabinet de travail mercredi, dans l'après-midi.

Les premières impressions que nous a faites le nouveau gouverneur, c'est qu'il comprend l'im-

portance et le rôle de la presse. Car, en dépit des ordres formels donnés de ne recevoir aucune audience, dès qu'il a appris notre présence, c'est-à-dire de M. Mala et de moi-même, il nous a fait immédiatement entrer pour nous accorder l'interview demandée.

● BONNES IMPRESSIONS

Notre curiosité sur les premières impressions du gouverneur

Engulu à Bukavu nous a amenés à entamer l'interview par la question suivante :

«Monsieur le Gouverneur, en vous basant sur la connaissance que vous avez faite avec des personnalités ressortissantes du Kivu et les habitants de cette province, et maintenant, en tenant compte de l'accueil qui vous a été réservé par les habitants de la Ville de Bukavu, quelles sont vos impressions **anciennes** et **présentes** sur le Kivu et sur ses populations ?

Répondant à cette question, le Gouverneur Engulu nous a déclaré que ses impressions qui étaient déjà auparavant favorables sur le Kivu et les Kivutiens ont été encore beaucoup confirmées par l'accueil très enthousiaste dont il a été objet de la part des habitants de la province du Kivu dont il n'était pas d'ailleurs originaire. «Cela prouve que réellement la population est, par essence-même, nationale», a-t-il précisé en ajoutant que les Congolais n'étaient pas tellement tribalistes comme on a toujours voulu le faire croire.

(Suite en page 8)

"Je ne suis pas venu combattre..."

(Suite de la page 1)

● GOUVERNER PAR METHODES PUREMENT ADMINISTRATIVES

La deuxième question fut celle-ci :

«Avez-vous un programme spécial ou une méthode particulière de travail pour gouverner le Kivu?»

— «Il faut d'abord étudier la situation, surtout du point de vue économique et social. Et alors, après, je vais établir mon programme de travail. Mais ce sera dans les tout prochains jours.» nous a révélé le Gouverneur de la Province qui a enchaîné : «Quant à ma méthode particulière de travail c'est celle préconisée par le Président de la République, donc la méthode purement administrative. Etant moi-même un ancien agent de l'Administration, je vais tout simplement remettre en vigueur les instructions administratives pour la gestion de la chose publique».

● COMMENCER A ZERO

C'est alors que nous lui demandâmes «s'il allait poursuivre les programmes des gouverneurs précédents ou commencer à zéro?»

—«D'abord je vous répondrai que j'ignore totalement les programmes des gouverneurs précédents. Mais est-il toujours que je ne suis pas venu ici pour combattre les anciens gouverneurs. Mais je suis venu évidemment pour travailler avec la population dans le sens souhaité par tout le monde, c'est-à-dire dans le sens de la sauvegarde des intérêts majeurs, des intérêts vitaux de la population.»

Et le Gouverneur de se reprendre :

«Il est un fait que je commencerai à zéro en quelque sorte parce que je ne vais pas m'occuper des litiges financiers antérieurs à la date du 1er janvier 1967. Tout ce que nous allons faire, c'est d'établir un dossier des litiges financiers que nous allons transmettre au Gouvernement Central pour liquidation tandis que nous allons, à partir de cette année, rationaliser la gestion financière pour éviter le retour à la situation que tout le monde déplore, c'est-à-dire à la situation des arriérés... D'ailleurs des mesures sont prises au Gouvernement Central pour éviter de nouvelles mauvaises gestions des finances des provinces.»

● REDUCTION DE LA PLETHORE ACTUELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE

Ensuite nous avons demandé au gouverneur «comment espérait-il résoudre les problèmes des sous-contrat et des chefferies, problèmes qui constituent une préoccupation dominante dans la province ?

— «Au sujet des sous-contrat, répondit le Gouverneur de la Province, il est un fait que la province ne peut pas supporter cette pléthore actuelle de main-d'œuvre. Il faudra nécessairement rationaliser les effectifs, c'est-à-dire réduire les effectifs proportionnellement aux nécessités du moment et aux possibilités financières de la province.»

● SUPPRESSION DES CHEFFERIES D'APRES L'INDEPENDANCE

«Au sujet des chefferies, poursuit-il, le Président de la République voudrait qu'on revienne à la situation du 30 juin 1960. Donc tout changement intervenu après

le 30 juin 1960 sera annulé. Il en est de même pour les territoires et les districts ».

● PROCHAINE TOURNEE D'INSPECTION DU GOUVERNEUR

Comme nous voulions savoir «s'il comptait faire une tournée d'inspection dans la province tout prochainement?», le Gouverneur nous a répondu affirmativement en précisant qu'il le fera dès qu'il aura fini d'examiner avec les chefs de services les problèmes qui se posent ici.

● MISE EN PLACE PROVISOIRE DES CADRES

La dernière question consistait à savoir comment la mise en place des fonctionnaires allait s'effectuer.

Suivant les déclarations du Gouverneur, une Commission du Gouvernement Central va arriver pour faire une mise en place. Mais en attendant, comme il devait travailler, il compte commencer provisoirement avec les directeurs actuels en prenant, pour chaque service, le plus gradé ou le plus ancien au service. C'est ainsi que tous les bureaux de direction de Goma doivent être immédiatement fermés, tandis que leurs agents doivent rejoindre Bukavu le plus vite possible et au plus tard le 20 janvier prochain.

Avec cette dernière réponse, nous primes congé du Gouverneur, qui nous paraissait toujours sympathique, avec une promesse que nous serons toujours les bienvenus chez lui quand nous aurons chaque fois besoin de certaines explications de sa part

**INTERVIEW RECUEILLIE PAR
GERVAIS RUBANGO**

Samedi, le 14 janvier 1967

Pas de préalable pour la participation à la "Gécomin"

Par GERVAIS RUBANGO

A la demande du chef de l'Etat, le Général Mobutu, un Consortium international composé de six à sept groupes financiers devait se réunir, lundi 30 janvier, à Bruxelles, pour réunir les 40% de parts dans la nouvelle société minière congolaise, la « Gécomin », que le Congo avait réservées aux capitaux étrangers.

De fait, des conversations relatives au Consortium international ont eu lieu lundi dernier à Bruxelles entre les représentants de « Rhodesian Selection Trust » (R.S.T.) et ceux de diverses sociétés minières, dont notamment la « Banque Rothschild de Paris », « The American Copper Compagny » et la « Newport Mining ».

« LA CAMPAGNE DE L'UNION MINIERE... »

Par ailleurs, à Bruxelles, trois des principaux actionnaires de l'Union Minière du Haut-Katanga ne dormaient plus sur les deux oreilles pour presser ouvertement les groupes financiers qui seraient disposés à s'associer à la « Gécomin ».

C'est ainsi que trois des principaux actionnaires de l'Union Minière du Haut-Katanga, qui sont : la « Tanganyika Concessions », la

« Société Générale de Belgique » et la « Compagnie Financière du Katanga », ont alors mis en garde les investisseurs étrangers contre toute coopération avec le gouvernement du Congo afin d'aider ce même gouvernement à exploiter ses mines de cuivre. Les trois gros actionnaires de l'Union Minière maintenaient que quiconque s'associait au Consortium international, envisagé pour l'exploitation des mines congolaises, appuierait l'acte de confiscation.

...DONNENT SES FRUITS POURRIS

Certes, la campagne orchestrée menée par l'ex-Union Minière du Haut-Katanga n'a pas tardé à produire ses fruits pourris.

En effet, tous les groupes étrangers sollicités par le groupe belge qui avait pris l'initiative de constituer ce Consortium international, ont fait connaître leur position nettement négative.

D'une part tant le « New York Mining » que « Penarroya » (Groupe Rothschild) et le « Roan Selection Trust » qui entretiennent depuis longtemps des relations cordiales avec l'Union Minière ont fait savoir qu'ils n'accepteraient pas de prendre des participations dans la « Gécomin » ni faire quoi que ce soit qui puisse gêner le gouvernement belge ou l'Union Minière ».

D'autre part la Compagnie Lambert pour l'Industrie et la Finance faisait connaître sa position nettement négative dans un communiqué dont voici l'essentiel :

« Le 20 janvier 1967, la Compagnie Lambert a reçu un appel du gouvernement congolais à l'effet de remplir un mandat portant sur trois points :

a) la recherche des possibilités d'une coopération technique en vue d'assurer la poursuite des activités des mines du Katanga ;

b) la recherche d'une coopération en vue de la commercialisation des produits de la Société générale congolaise des minerais ;

c) la recherche d'une participation, à concurrence des 40%, dans le capital de cette société.

(Suite en page 4)

Pas de préalable...

(Suite de la page 1)

« Dès l'abord, en ce qui concerne ce troisième point, la Compagnie Lambert a fait savoir au gouvernement congolais que cette question ne lui semblait pas d'actualité.

» Quant aux deux autres points, la Compagnie Lambert a subordonné l'acceptation éventuelle du mandat et toute démarche, même exploratoire, aux deux conditions suivantes :

1) la reconnaissance par le gouvernement congolais du principe de l'indemnisation équitable pour nationalisation ;

2) l'acceptation par le gouvernement congolais du principe de la coopération de l'Union Minière du Haut-Katanga à un éventuel consortium international, qui aurait fourni l'assistance technique nécessaire pour poursuivre l'exploration et la commercialisation des minerais ».

De leurs côtés, deux groupes, la « Newmont Mining », compagnie minière américaine, et la société minière française, la « Penarroya », se retiraient en déclarant, pour la « Newmont Mining » que celle-ci « ne ferait rien », c'est-à-dire qu'elle ne participerait pas au Consortium international visant à aider le Gouvernement congolais à prendre la relève de l'Union Minière, « en raison du litige concernant la situation du cuivre au Congo » ; tandis que pour la « Penarroya », on enregistrait également une position négative, cette société déclarant qu'elle estimait ne devoir prendre aucune initiative de nature à contrarier la recherche d'un apaisement entre les parties en cause au Congo ».

VIVE REACTION CONGOLAISE

Comme l'on devait s'y attendre, la déception du Congo a été grande, très grande.

Réagissant contre cette attitude négative de la part des groupes financiers réunis à Bruxelles, le Congo qui a démontré et condamné la mauvaise volonté de la Belgique et de l'Union Minière qu'on ne pouvait plus dissocier, a fait savoir, dans un communiqué publié par le Haut Commissariat à l'Information, que la République Démocratique du Congo n'acceptait aucun préalable pour admettre la participation des capitaux étrangers qui devaient grouper les 40% du capital de la « Gécomin », le Congo étant seulement disposé à accepter les capitaux investis par des « amis » de confiance et honnêtes.

Pour sa part, l'ambassade de la République Démocratique du Congo à Bruxelles communiquait :

« En raison de la dégradation de la situation entre la République démocratique du Congo et le royaume de Belgique, l'ambassadeur de Belgique au Congo, M. Bihin, a été convoqué ce jour par le chef de l'Etat congolais, le général Mobutu.

» Le président de la République congolaise a attiré l'attention spéciale de M. Bihin sur les conséquences que pourrait avoir l'attitude ambiguë du gouvernement belge dans le conflit qui oppose la République démocratique du Congo à l'ex-Union minière du Haut-Katanga ».

A partir de ce moment, le ton de langage entre la Belgique et le Congo a brusquement changé.

C'est ainsi que la Radio-Nationale de Kinshasa devait consacrer son éditorial de jeudi-vendredi aux problèmes de l'Union Minière.

Elle disait en effet :

« FAUX BILLETS POUR DISCREDITER LE CONGO

« Après avoir échoué dans leur entreprise capitaliste au dépens du Peuple Congolais, les requins de la haute-finance internationale ont passé maintenant, chacun le sait, aux chantages.

« Ces rapaces viennent d'inaugurer une nouvelle méthode qui consiste à lâcher sur le Congo une

meute d'aventuriers et des fauteurs de troubles qui utilisent tous les moyens à leur disposition. Le dernier en date, et celui qu'ils croient sans doute le plus ingénieux, est de jeter, sur le marché congolais, des tonnes de faux billets de banque, afin d'affaiblir encore davantage le pouvoir d'achat des Congolais et de leur créer un mécontentement général.

» Nous apprenons, en effet, que des planches avec clichés servant à la confection de faux billets de banque congolais ont été découvertes mardi dans une automobile au cours d'un contrôle routier effectué à Corbècle dans la banlieue parisienne.

» Les planches semblent ne pas avoir été utilisées. Le conducteur du véhicule, M. Van Jole, de nationalité hollandaise, demeurant Leuville sur Orge, a été détérré au parking.

M. Van Jole travaillait dans une imprimerie de Viry Chatillon.

Une enquête est en cours. Il est vraisemblable que cette affaire de billets congolais aurait des répercussions internationales. Il semble impossible, en effet, aux enquêteurs, que Van Jole ait pu agir seul. Le chauffeur a été arrêté et sa voiture fouillée puisqu'il ne pouvait présenter aux gendarmes des récépissés d'assurance de sa voiture.

UN COMMUNIQUE DE L'AMBASSADE CONGOLAISE A BRUXELLES

» Pour la troisième fois, en moins d'un mois, M. Pierre Harmel, ministre belge des Affaires Etrangères, a demandé l'intervention personnelle du Général Mobutu, en vue de régler certains problèmes considérés par le gouvernement belge comme de nature à compromettre les bonnes relations entre la République Démocratique du Congo et la Belgique. Ces problèmes qui se résument en trois points sont les suivants : l'élargissement des hommes d'affaires belges impliqués dans le complot économique, le départ du personnel technique de l'ex-Union Minière du Haut-Katanga qui avait été conditionné par un préavis d'un an et enfin, la levée de la mesure d'expulsion frappant le directeur en Afrique de l'Union Minière du Haut-Katanga.

» Le Chef de l'Etat a répondu favorablement, ceci en vue de conserver le climat d'entente et le climat d'amitié qui doit exister entre nos deux Etats.

Mais, cependant, le Gouvernement congolais constate, avec amertume, que cette preuve d'amitié et de bonne entente soit considérée par la presse rétrograde belge comme un recul du Président de la République. Et devant l'incompréhension de tels milieux de l'opinion belge concernant les actes de bonne volonté posés par le Chef de l'Etat, le Gouvernement congolais met en garde l'opinion publique belge contre les conséquences néfastes qui découleraient de cette attitude négative. Le gouvernement congolais regrette vivement ces campagnes de dénigrement et d'humiliation de cette presse dont les attaches avec les autorités belges ne sont pas inconnues et le Gouvernement de Bruxelles n'a pas tenté de poser une explication claire établissant la véracité de fait.

» Le gouvernement estime que la bonne solution dans la recherche de positions au problème belgo-congolais ne doit pas être unilatérale et qu'à l'avenir, si cet état devait persister, il se verrait obligé de fermer la porte à toute intervention lui adressée émanant du ministère belge des Affaires Etrangères ».

Cette position contre les campagnes de dénigrement et d'humiliation de notre chef de l'Etat déclenchée par la presse belge a fait l'objet d'un communiqué public publié jeudi par notre ambassade à Bruxelles.

De nouveaux martyrs!

« Quand le poisson-scie coupe un autre poisson, on ne voit jamais la queue de la victime » (Proverbe de la Côte d'Ivoire).

Depuis quelques jours, les bureaux de la Province ainsi que ceux des Finances, à Bukavu, sont envahis tous les jours par les anciens membres du gouvernement provincial du Sud-Kivu et plus particulièrement par les anciens membres des cabinets politiques. Tous crient faim, réclament le paiement de leurs indemnités de sortie, pour qu'ils aient de quoi manger, de quoi payer le logement, les médicaments ou les tickets pour eux et pour leurs familles.

(suite en page 5)

De nouveaux martyrs ?

(Suite de la page 1)

Mais, aux Finances, tout comme à la Province, rien ne semble bouger ! Tantôt ce sont des promesses d'un paiement immédiat par la Banque Nationale. Puis, en dernier lieu, plus question de paiement par la Province : ils n'ont qu'à courir... C'est Kinshasa qui réglera les comptes..

Pourtant, les victimes savent que plus d'une fois, le Chef de l'Etat a ordonné que les indemnités de sortie soient payées aux «ayant droit.» Il n'y avait pas d'équivoque.

Les ordres du Chef de l'Etat ont été exécutés partout ailleurs, sauf au Kivu.

Enfin ! Mais le Kivu s'est toutefois fait distinguer d'une autre manière : il a mis du zèle jamais vu pour chasser brutalement les anciens membres du gouvernement et certains membres de leurs cabinets des maisons de l'Etat. A partir du jour où il a été connu qu'il n'était plus question de « cinq ans » pour les « provinciaux », il n'était plus nécessaire que les « congédiés » bénéficient encore des soins médicaux gratuits comme agents de l'Etat. Ridiculiser les anciens « Excellences » et « Honorables », voilà un autre genre d'amusement et de distraction qu'avaient découvert beaucoup d'agents de l'Administration.

Mais leur payer leur dû, à quoi bon ? Il fallait que cette fois, ces enfants « gâtés », eux aussi, souffrent. N'est-ce pas que « tromper un trompeur n'est pas faute » ?

Pis encore, les agents de l'ex-Assemblée provinciale du Sud-Kivu eux, ont été payés. Pourquoi faire souffrir ces « innocents » fonctionnaires qui n'avaient jamais fait la « politique » ? Pour eux d'ailleurs, il n'y avait pas tellement de problèmes !

Ce n'est pas encore fini : dans l'établissement des listes de paie, listes qu'on se demande maintenant si elles seront jamais payées, la Justice a été dure, durement dure uniquement pour les anciens du Kivu-Central. Seuls, ces derniers, étaient débiteurs de l'Etat, auxquels il fallait tout retenir, absolument tout. Les autres membres de l'ancien Maniema, et peut-être demain aussi ceux de l'ancien Nord-Kivu, ne devaient rien à l'Etat. Bonne comptabilité !

Soyons francs et compréhensifs !

Déjà l'incertitude quant à leur avenir dans la vie congolaise de plus en plus compliquée et le chômage peut

être indéfini qui menacent ces anciens membres des cabinets politiques, pèsent déjà assez lourdement sur les épaules de ces malheureux chefs de famille. Pourquoi alourdir encore leur croix ? Pourquoi tellement de complications pour eux seuls dans toute la République Démocratique du Congo ? Pourquoi c'est toujours le Kivu qui doit être victime des instructions dont on ne connaît l'origine ?

Dans les autres provinces, tout cela a été réglé. Et pourtant, nulle part ailleurs dans ce Congo, l'on ne payait assez faiblement les politiciens comme cela se faisait depuis l'Indépendance dans ce Kivu de Bukavu.

Seulement - ce sont les victimes qui le croient ainsi - il s'agirait d'une mauvaise volonté. L'argent ne manque pas, disent-ils. Des rumeurs courent même à Bukavu selon lesquelles le montant destiné à payer les indemnités de sortie des anciens membres du gouvernement du Sud-Kivu ainsi que de leurs anciens membres de cabinets serait depuis un certain temps parvenu à Bukavu.

Mais à qui attribuer cette mauvaise volonté, si mauvaise volonté il y a ? Nous l'ignorons !

D'ailleurs ce n'est pas cela qui intéresse ceux qui réclament leur argent, lesquels, après tant de déboires, concluent que « quand le poisson-scie coupe un autre poisson, on ne voit jamais la queue de la victime ».

Inutile de créer de nouveaux agris ! Or, faire attendre encore trop longtemps les « Ex » sans leur payer leurs indemnités auxquelles ils ont pleinement droit, c'est chercher à compliquer leur existence et les décevoir, eux, qui croyaient que ce serait le même entrain qui avait été mis pour les chasser des maisons de l'Etat, les priver de tous les avantages sociaux dont bénéficient les agents de l'Etat, les ridiculiser dans certains cas, car ils avaient mené une vie de privilégiés, etc... ce serait le même entrain que l'Etat emploierait également dans le paiement des indemnités de sortie. Ce qui ne fut malheureusement pas le cas.

Mais espérons que le gouverneur Engulu, auquel on prétend à Bukavu avoir préalablement réglé ce problème dans l'ancienne province de l'Equateur qu'il gouvernait, aura pitié des « ex-ministres et anciens membres de cabinets devenus ainsi subitement des chômeurs désespérés !

Gervais RUBANGO

Détente et espoir d'arrangement

dans la "bataille de minerais", que se livrent l'ex-Union Minière et la Gécomin?

Au cours de ses émissions de mardi et mercredi, Radio-Kinshasa diffusait :

« Trois délégués belges de la défunte Union Minière du Haut-Katanga, on le sait, séjournent depuis quel que temps à Kinshasa. Leur arrivée comme leur séjour dans la capitale congolaise suscitent pas mal de commentaires. La semaine dernière, dans leur climat habituel, les publicitaires des agences étrangères ont distribué de fausses nouvelles à propos de l'arrivée à Kinshasa de ces trois délégués belges de l'ex-Union Minière du Haut-Katanga. Ces rumeurs ont d'ailleurs été l'objet d'un démenti catégorique du Haut-Commissaire à l'Information au cours d'une conférence de presse tenue samedi dernier dans son cabinet. Malgré ce démenti des commentaires en sens divers ne cessent de courir dans la capitale.

» Le Haut-Commissaire à l'Infor-

Par GERVAIS RUBANGO

mation, M. Jean-Jacques Kande, vient de faire encore une longue mise au point. Il a encore diffusé que les trois personnalités belges ne sont pas ici en qualité de représentants de la défense de l'Union Minière du Haut-Katanga mais comme émissaires du gouvernement belge ».

« Autre précision : ces messieurs séjournent à Kinshasa en tant que techniciens de la reprise du dialogue entre le gouvernement belge et la Société congolaise des Minerais « Gécomin ». Bruxelles a demandé ce dialogue pour sauvegarder les relations entre la Belgique et le Congo, relations qui risquent de se détériorer par les manœuvres sordides des dirigeants de la défunte UMHK ».

QUID DE LA MISSION BELGE ?

En effet, trois personnalités de l'ex-Union Minière du Haut Katanga étaient discrètement arrivées, vendredi 3 février, à Kinshasa, venant de Bruxelles.

Il s'agit de MM. Spirlet, qui est l'un des représentants du groupe bri-

tannique «Tanganyika Concessions Ltd» au sein de la société minière du Haut Katanga; Henri Fortemps, ancien directeur général de l'ex-Union Minière à Lubumbashi; et Gilet, ancien directeur technique des installations de Kolwezi.

Les trois hommes s'étaient montrés fort discrets sur l'objet de leur voyage, indiquant simplement qu'ils venaient «voir des amis».

Comme on leur demandait si leur visite avait un lien quelconque avec la situation d'un consortium international en vue d'une prise de participation dans la Société Générale des Minerais formée par le Gouvernement de Kinshasa, l'un d'eux s'était borné à répondre : «d'après les journaux belges, le consortium n'existe pas encore et surtout nous ne sommes pas la Banque Lambert pour vous répondre».

VERS LE REGLEMENT DE LA CRISE ?

Le même mardi 7 février, Radio-Kinshasa annonçait par ailleurs qu'un règlement de la crise de l'ex-Union Minière du Haut Katanga pourrait intervenir bientôt.

(Suite en page 4)

Détente et espoir d'arrangement . . .

(Suite de la page 1)

Les discussions d'ordre technique actuellement en cours entre responsables congolais et une délégation de l'Union Minière du Haut-Katanga devraient se clôturer d'ici un jour ou deux, a précisé la radio.

Les quatre membres de la délégation, émissaires du gouvernement belge ont eu plusieurs entretiens avec MM. Ndele, gouverneur de la Banque nationale congolaise, et Kibwe, président du Conseil d'administration de la Congolaise générale des minerais (Gecom) depuis leur arrivée vendredi dernier à Kinshasa.

Selon la radio congolaise, les discussions ont porté sur trois problèmes essentiels Et tout d'abord sur la production de minerais katangais « qui nécessite la présence et le maintien d'un personnel qualifié ».

De source digne de foi, on assure que deux des questions restant à régler à ce sujet concernent les moyens de paiements des techniciens étrangers et la durée de leur contrat avec la « Gecom ». Radio-Kinshasa a déclaré qu'une solution pourrait être trouvée dans le dépôt chaque mois par la « Gecom » à la Société générale des minerais de Belgique, des salaires de son personnel européen et africain.

Concernant l'exportation des minerais, on croit savoir à Kinshasa que la compagnie maritime belge pourrait être chargée du transport du cuivre et des autres minerais katangais. Le président de cette compagnie, M. André de Spirlet, dirige la délégation de quatre membres actuellement à Kinshasa.

Quant à la commercialisation et le traitement des minerais, Radio-Kinshasa a déclaré que la Société générale des minerais de Belgique pourrait s'en charger comme elle le faisait avant l'interruption des ventes de cuivre du Congo il y a sept semaines.

Le président Mobutu a reçu personnellement M. de Spirlet et il a eu deux entretiens avec M. Edouard Derwichian, de la banque Lambert, à qui il avait demandé de constituer un consortium international qui, une fois créé, souscrirait 40 p.c. des actions encore disponibles de la Gecom.

APRES L'IMPASSE

Comme on se le rappelle bien, après la réunion à Bruxelles des éventuels partenaires du consortium international, l'on s'était trouvé devant une impasse, les groupes contactés ayant posé des préalables que le Congo n'a pas voulu accepter.

Dans quel sens allait-on alors s'orienter pour sortir de l'impasse ? C'est ce que les observateurs se demandaient quand ils ont appris les dernières nouvelles selon lesquelles des contacts directs auraient été pris entre des représentants du futur consortium et les dirigeants de l'ex-Union Minière, afin d'examiner les moyens d'associer celle-ci aux activités du consortium tout en ne lésant en aucune manière les intérêts majeurs du Congo.

Les observateurs à Bruxelles ajoutaient que la présence à Bruxelles de M. Sorensen, l'avocat américain du Président congolais, permettrait de croire que Kinshasa espère toujours de l'ex-Union Minière une compréhension appropriée.

Les observateurs faisaient aussi remarquer que le ministre belge des Affaires étrangères, bien qu'il s'agisse en fait d'affaires privées, ne négligeait rien pour qu'une entente entre les interlocuteurs se réalise.

DURCISSEMENT DE L'EX-UNION MINIERE VIS-A-VIS DU CONSORTIUM

Mais, d'autre part, l'on apprenait, par après, que selon des renseignements dignes de foi, il apparaissait que l'ex-Union Minière aurait dur-

ci sa position vis-à-vis du Consortium international aux activités duquel elle ne désire nullement prendre part.

On affirmait, en outre, que d'ailleurs, à aucun moment, l'ex-Union Minière n'avait jamais envisagé de s'associer à ce Consortium international que le groupe Lambert se proposait de constituer. Car elle estimait, en effet, qu'elle est seule concernée et que, par conséquent, elle n'avait pas à admettre une ingérence quelconque des sociétés internationales, qui n'ont rien à voir dans le conflit... L'ex-Union Minière juge, en effet, inopportune l'intervention de tiers, puisque cela ne peut avoir pour conséquence, selon le raisonnement de l'ex-Union Minière, qu'une « coupure du fil » entre elle et les autorités de Kinshasa.

UN COMMUNIQUE DE L'AMBASSADE DU CONGO A BRUXELLES

Dans un communiqué, l'ambassade de la République démocratique du Congo à Bruxelles déclare que, contrairement à certains commentaires, la constitution du Consortium international appelé à souscrire les 40 p.c. des participations dans la Gecom, reste d'actualité.

Le gouvernement congolais annonce à l'opinion publique que le consortium se réunira dans les tout prochains jours à Kinshasa. Il informe également que les commentaires de presse, qui ont affirmé que les délégués de l'ex-Union Minière sont partis au Congo à la demande du gouvernement congolais, sont dénués de tout fondement.

Le gouvernement congolais déclare enfin que, seul le gouvernement belge a souhaité la rencontre entre la Gecom et les délégués de la Société Générale.

En conséquence, aucun membre du gouvernement, ni le président de la République ne négociera avec eux sur un problème quelconque.

Gervais RUBANGO

Prudence et Vigilance

Par Gervais Rubango

« L'isolement ne sert à rien, et, dans tous les cas, ne protège pas. Les grands ne s'isolent pas : seuls les petits et les faibles essaient quelques fois de le faire. L'histoire montre que c'est en vain ».

(Paul Henri SPAAK)

Si les déclarations ci-haut de Paul Henri Spaak, personnalité politique internationale belge, concernaient l'Europe, elles ne recèlent pas moins de vérité pour tout le reste du monde.

Et parmi les pays Africains, le Congo de 66-67 semble avoir le plus saisi la signification de ces paroles. Car, on voit aujourd'hui, plus que jamais auparavant, le Congo multiplier ses démarches, entreprendre plusieurs contacts, négocier dans tous les sens, tant avec les grandes puissances qu'avec les pays du Tiers-Monde, et

plus particulièrement avec les pays Africains.

A notre avis, nous croyons que le Congo se débat pour chercher des amitiés, consolider celles déjà existantes et détruire tous les mauvais préjugés qui seraient nés à son sujet. Toutes ces amitiés-là, ces soutiens fraternels, ces estimes dues à sa grandeur, etc... lui sont indispensables pour qu'il puisse répondre efficacement à sa particulière vocation d'une grande nation au cœur de l'Afrique.

(Suite en page 3)

Prudence et Vigilance

(Suite de la page 1)

L'expérience a prouvé que personne dans ce monde et aucune nation sur ce globe terrestre ne peuvent se suffire à elles-mêmes, surtout au cours de ce XX^{ème} siècle où la vie devient de plus en plus complexe.

Ainsi, au jour le jour, voyons-nous naître des alliances, des amitiés, mais qui sait si celles-ci ne sont pas toujours d'intérêts tantôt économiques tantôt politiques, tantôt sociaux ?

Le Congo, qui est engagé dans une lutte presque interminable sur plusieurs fronts à la fois, sent, plus que jamais, la nécessité d'un soutien moral des autres pays, des pays-frères en premier lieu, pour mener courageusement à bien cette lutte dont il est convaincu sortir victorieux.

Favorisé par la nature, le Congo observe des puissances, des pays, grands et petits, qui se débattent, qui s'empresment pour tenter de gagner ses sympathies. Ces débats, ces empressements, ne sont pas tous les jours sincères, mais presque chaque fois ils sont intéressés. Le Congo le sait.

C'est ainsi que nous voyons certains pays Africains ou non africains, auxquels nous devons tant de difficultés que le Congo a singulièrement connues durant la rébellion congolaise soutenue de l'extérieur, venir courtiser aujourd'hui le Congo en se présentant comme ses meilleurs et fidèles amis.

Ce changement — qui est d'ailleurs commun à l'histoire — qui nous offre de nouvelles amitiés et des soutiens supplémentaires, il n'appartiendrait pas au Congo de le repousser. Au contraire, il doit le considérer comme une victoire congolaise, une victoire du Nouveau Régime pour lequel tous ces pays ont plus intérêt à se créer une amitié au lieu de chercher à provoquer des querelles, des conflits.

VIGILANCE ET PRUDENCE

Mais la double victoire du Congo, tout en étant une cause plausible pour sa fierté, doit aussi susciter une certaine méfiance, et surtout, une prudence vigilante.

N'avons-nous pas dit, en effet, que l'empressement de tous ces pays à

nouer l'« amitié » avec le Congo n'est pas toujours nécessairement sincère ? Il ne faut pas oublier que le Congo, ce riche pays exceptionnellement favorisé par la nature, continuera à avoir des ennemis, qui, dans la plupart des cas, se serviront toujours des pays considérés, comme « frères ».

Si l'Afrique a parfois été trahie, ne l'a-t-elle pas été souvent par les siens, par les Africains eux-mêmes ?

On ne nous taxera pas de pessimistes — nous l'espérons du moins — si nous disons que le Congo doit, tout en se réjouissant de l'enthousiasme que lui manifestent tous ces pays Africains ou non, garder une certaine réserve. Ne dit-on pas que la « prudence vaut mieux que les fétiches » ? Il peut se faire que quelques-uns de ces pays ne diffèrent pas des femmes, lesquelles sont comme le crocodile : pour prendre l'homme, celles-là pleurent, et une fois pris, elles le dévorent.

Dans les gestes de certains pays, il n'existe parfois que le seul verbiage, verbiage hypocrite et propre aux « professionnels conseillers qui conseillent la fourmi ailée, conseillent celui-là même qui l'attrape ».

TENIR COMPTE DE REALITES

Dans le regroupement africain dans lequel nous nous engageons, nous devons donc éviter de ne pas perdre inutilement le temps comme le font souvent les hommes politiques, qui, de conférences en conférences, passent la plupart de leur temps en l'air ou autour des tapis verts pour des « parlottes » stériles...

C'est plutôt les réalités africaines qui doivent nous préoccuper au cours des conférences ou des « sommets » africains.

Or ces réalités, Léopold Sédar Senghor nous les présente très clairement : « ... Les pays développés, les pays riches, les pays capitalistes — qu'il s'agisse d'un capitalisme privé ou d'un capitalisme de l'Etat — sont de plus en plus riches et les pays sous-développés que nous sommes de plus en plus pauvres. Et parce que nous sommes de plus en plus pauvres, l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme se renforcent en dépit de nos slogans vengeurs... ».

PROCEDER AVEC METHODES

Certes, la lutte que nous menons contre le colonialisme, contre le néo-colonialisme, l'impérialisme, le capitalisme, etc., nous pourrions la gagner ou la perdre. Cela dépendra peut-être de nous-mêmes.

Nous sommes convaincus que nous la gagnerons si nous y allons méthodiquement et si nos dirigeants s'inspirent, dans ce domaine, de la politique de Staline, lequel, « plutôt que de s'attaquer à des moulins avec une longue lance, mettait du sable dans le mécanisme et, au fur et à mesure que des occasions favorables se présentaient, démolissait le moulin pièce par pièce ».

Mais au contraire — et nous ne souhaitons pas que ce soit le cas pour notre Congo au cœur de cette Afrique, qui cherche, outre son indépendance politique, son indépendance économique — au contraire, cette lutte ne peut s'attendre qu'à un échec cuisant, si on s'y lance gauchement, maladroitement, parce que « la soif de posséder a toujours précipité dans le malheur coupables et victimes » et surtout, parce que « tout le mal des hommes vient de ce que leur impatience, leur vanité ou leur ignorance les poussent à accomplir des actes qui pourraient être bons en des temps qui rendent ces actes inutiles ou funestes. Ainsi les pièges se referment sur ceux qui les ont tendus, les couronnes tombent sur d'autres têtes que celles destinées à les recevoir ».

SOUTIEN PRATIQUE

Enfin, espérons que les chefs d'Etat et les délégations des Etats de l'Afrique Centrale qui se sont réunis à Kinshasa ne se contenteront pas uniquement à faire des déclarations sensationnelles sans effets ultérieurs. Mais, qu'au contraire, ils accompagneront leurs paroles d'actes concrets et que le soutien qu'ils confirmeront, par exemple, au Général Mobutu et au Congo dans leur lutte pour acquérir l'indépendance économique, ne sera pas un soutien comique, mais bien un soutien réel, qui fera que ces pays qui se disent « frères » cesseront de saboter sournoisement l'économie et la monnaie congolaises.

Gervais RUBANGO

UNE AMELIORATION

dans les relations Gécomin-ex- "Union Minière" ?

Par Gervais Rubango

Comme les observateurs ont pu le remarquer, le ton entre la Belgique et le Congo d'une part, et entre la Générale Congolaise des Minerais et l'ex-Union Minière d'autre part, s'est adouci ces derniers jours.

Comme nous le lirons dans les informations suivantes, le Congo a fait un geste généreux en débloquant les comptes des filiales de l'ex-Union Minière du Haut-Katanga.

Mais, entretemps, des pourpar-

lers entre les groupes intéressés dans le Consortium international pour regrouper les 40% du capital qui doit constituer la « Gécomin », ont repris intensivement avec une nouvelle allure.

L'IDEE DU « CONSORTIUM INTERNATIONAL » N'EST PAS MORTE

Déjà une dépêche datée du 13 février de Kinshasa de l'A.F.P. annonçait que M. Paul Meyer, directeur de la société française « Penarroya », dont le nom avait été cité à propos de la création éventuelle d'un Consortium international

(Suite en Page 4)

Une amélioration...

(Suite de la page 1)

associé à la Société Générale Congolaise des Minerais (Gécomin) était arrivé lundi 13 février à Kinshasa, venant de Paris.

La même dépêche de l'A.F.P., toujours datée de Kinshasa, ajoute que M. Meyer, qui avait été accueilli à sa descente d'avion par un représentant local du groupe Lambert, devait rencontrer un peu plus tard l'un des dirigeants de ce groupe, M. Edouard Dervichian, séjournant à Kinshasa depuis une huitaine de jours.

Certaines rumeurs persistantes dont il est difficile de recevoir confirmation font état, d'autre part, de l'arrivée discrète à Kinshasa, vendredi dernier, de deux représentants du groupe « Anglo-American Corporation », qui possède de gros intérêts dans les mines de cuivre zambiennes, MM. Fraser et Relly.

Le groupe britannique, «Roan Selection Trust », également intéressé à l'exploitation du cuivre zambien, quatrième partenaire éventuel du consortium, a annoncé de son côté l'arrivée dans les prochains jours à Kinshasa d'un représentant, qui serait Sir Ronald Prim et qui arriverait de Zambie.

Le projet de constitution du consortium, dont la création avait été annoncée un peu prématurément, semble ainsi plus que jamais à l'ordre du jour. La question se pose cependant toujours de savoir quelle part serait susceptible d'y prendre la Société Générale de Belgique, dont plusieurs représentants poursuivent depuis une semaine à Kinshasa des conversations ayant pour objet de régler les problèmes de la « congolisation » de l'Union Minière du Haut-Katanga ».

Certes on ignore les résultats des contacts pris à Kinshasa par tous ces délégués parmi lesquels M. Paul Meyer, représentant de la « Penarroya » avait été reçu par M. Justin-Marie Bomboko, ministre congolais des Affaires étrangères.

Les représentants de ces sociétés anglo-saxonnes, anglo-américaines ou françaises ont déjà quitté Kinshasa ou s'appêtent à le faire pour rentrer chez eux.

M. BOMBOKO A PARIS

Dans une dépêche datée de Kinshasa, nous apprenons que M.

Justin Bomboko, ministre congolais des Affaires étrangères, a quitté Kinshasa jeudi 16 février pour Paris où il allait remettre une lettre personnelle du Général Mobutu, président de la République Démocratique du Congo au Général de Gaulle.

Aucune précision n'avait pu être obtenue sur l'objet de ce message que M. Bomboko comptait remettre vendredi 17 février au Général De Gaulle.

Cependant, certains observateurs estimaient qu'il pourrait être lié d'une façon ou d'une autre aux mesures prises par le Gouvernement congolais à l'encontre de l'Union Minière du Haut Katanga et à leurs conséquences.

DEBLOCAGE DES COMPTES BANCAIRES DES FILIALES DE L'UNION MINIERE

M. Jean Manzikala, gouverneur de la province du Katanga, a réuni mercredi 8 février sur ordre du président de la République les représentants des sociétés filiales de l'ex-Union Minière du Haut-Katanga, pour leur signifier que les comptes bancaires de ces sociétés étaient débloqués.

Il s'agit des sociétés Sogefor, Sogelec, Sogechim, Cofoka, Minoteries du Katanga, Metalkat, Charbonnages de Luena, Afridex, Elevages de Luilu et Congochim.

Le gouverneur a notamment annoncé aux industriels que dorénavant tous les documents relatifs aux opérations à effectuer sur leurs comptes devront être contre-signées par lui.

M. Henri Fortemps, ancien directeur général de l'Union Minière

du Haut-Katanga pour l'Afrique qui se trouvait alors à Kinshasa où il participait aux discussions techniques sur un éventuel accord pour la revente du cuivre et le maintien des techniciens européens au Katanga, devait partir pour entreprendre un voyage dans les sièges de la «Général congolaise des Minerais» (Gécomin) au Katanga.

M. Jean Foster Manzikala, gouverneur du Katanga, avait déclaré que le voyage de M. Fortemps avait un but d'apaisement. L'ancien directeur général de l'Union Minière qui jouit en effet d'une certaine influence au Katanga, avait accepté d'aller inviter les agents européens de la «Gécomin» à poursuivre leur travail.

Dans les milieux généralement bien informés de Lubumbashi, on n'exclut pas la possibilité d'un accord qui permettrait aux agents européens de rester au Katanga sous forme d'une assistance technique accordée à la «Gécomin».

Mais le même mercredi 8 février s'est déroulée, à Lubumbashi, une manifestation des étudiants de l'Université officielle du Congo contre «les demi-mesures que le gouvernement congolais pourrait être amené à prendre dans son conflit avec l'Union Minière».

Près de deux cents étudiants se sont promenés en ville en scandant des slogans, notamment «Pas de pitié pour la haute finance» et «Les vautours au potera».

Gervais RUBANGO

NUM

Que se passe-t-il dans les relations Congo - Rwanda?

Que se passe-t-il dans les relations entre le Rwanda et le Congo ?

C'est la question que l'on se pose anxieusement au Kivu, et plus particulièrement à Bukavu, où, pour certains Congolais, le Rwanda est toujours considéré, si pas comme un territoire faisant partie du Congo, du moins comme un territoire plus qu'ami : un territoire frère donc.

Cette anxiété est née du fait que l'amitié qui existait entre le Congo et le Rwanda semble tarir jour après jour. Par exemple, le sourire franc d'antan de nos amis de Cyangugu paraît maintenant mitigé et fade.

Dernièrement, à la Conférence des « Dix » à Kinshasa, le Président Kayibanda a jugé bon pour lui-même et pour des raisons qu'il doit connaître lui-même, de ne pas se rendre personnellement à Kinshasa et de ne dépêcher que son représentant personnel pour assister à une Conférence à laquelle étaient conviés des chefs d'Etat. La radio-Kigali, pour sa part, pour les observateurs avisés, n'a pas caché son indifférence « condamnable » : au cours de ses bulletins de nouvelles, elle a rarement fait allusion à cette importante Conférence au cours de laquelle le problème de la Sécurité en Afrique centrale et orientale était pourtant traité.

Tout cela, direz-vous peut-être, n'a pas d'importance !

C'est possible. Mais, pas en tout cas pour le montagnard du Kivu, pour l'habitant de Bukavu qui essaie, de toutes les façons imaginables, de percer les secrets, même des hauts milieux qui lui sont pourtant parfois inabordables ou insondables.

❦

Le Congo et le Rwanda se sont-ils chamaillés ?

(Suite en page 3)

Que se passe-t-il dans les relations Congo - Rwanda?

(Suite de la page 1)

Cette supposition doit être plus que probable, conclut fatalement l'habitant de Bukavu, parce qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

Mais quand ? Comment ? Et pourquoi ?

C'est là une autre histoire qui n'intéresse que seuls les «grands», dira encore ce même habitant de Bukavu, pour lequel, ce ne sont que les conséquences des conflits, incidents, des mésententes éventuels, etc... qui importent. Car, après tout, c'est lui qui les encasse, c'est dans sa vie courante qu'elles se font plus sentir.

Quand nous disons que c'est avec anxiété que les gens de Bukavu observent la froideur qui conduit vers l'inimitié si un changement bénéfique n'intervient pas dans les relations Rwanda-Congo, c'est parce que, de ces relations, dépend la sécurité politique, sociale et économique de l'habitant de Bukavu qui vit à la frontière séparant le Rwanda et le Congo.

En effet, sans parler de la plaine d'aviation congolaise de Kamembe située en plein territoire rwandais, nous avons vu combien de fois et comment Cyanguu, une préfecture rwandaise en face de Bukavu, a sauvé, par son intervention, par sa générosité, par son abnégation, etc..., la vie de tant de citoyens congolais à plusieurs occasions, que ce soit du temps de Kashamura, de Musoko et surtout, durant la rébellion dans la plaine de la Ruzizi, et plus précisément, pendant l'attaque de la Ville de Bukavu par les rebelles de Marandura.

C'est aussi le Rwanda qui ravitaille Bukavu, en viande, et quand il y a un peu d'arrêt dans ce ravitaillement, vous pouvez être convaincu que ce n'est pas du tout gai : la femme bukavienne proteste la première.

Et qui ignore que des milliers de Rwandais ont marié leurs filles ou sœurs aux Congolais, du Kivu surtout ?

Que voyons-nous alors dans cette froideur, dans ces accrocs dans les relations entre le Congo et le Rwanda ?

D'abord tout le monde convient avec nous que cela intéresse, du côté congolais, le Kivu, plus que d'autres régions de la République démocratique du Congo.

Ensuite, en admettant que deux pays voisins, jeunes, qui taonnent encore dans ses premières années d'indépendance et cherchent à se frayer leur place dans le concert des Nations, ne peuvent pas manquer de se cogner de temps en temps, l'on admettra également que l'important est qu'il faut alors éviter que ces chocs ne soient pas tellement forts pour se balancer, pour se tribucher l'un l'autre..., que ces chocs se passent comme entre amis, surtout comme entre frères dont le sort et l'avenir sont liés.

Cela dit, l'observateur de Bukavu qui connaît mieux que n'importe quel autre Congolais, le Munyarwanda, et encore suffisamment bien le Murundi, avec leurs mentalités opposées, leurs visées politiques qui avaient été, jusqu'il y a quelques mois, totalement différentes, découvre dans ce changement de climat entre le Rwanda et le Congo, les conséquences des qualités et les défauts de chacune de ces deux Nations.

Le Munyarwanda, homme pondéré, souvent naïf, enlarmé en lui-même, homme qu'on dirait condamné à mener seul, séparé-

ment, sa lutte contre les caprices de la nature et de la folie politique nationale, africaine qu'internationale, etc... le voilà en face du Murundi, cet homme souriant, malicieux et intrigant, vil et combinant, « diplomate » de naissance qui sait facilement s'adapter à toute sorte de changements politiques, homme se démenant avec succès, partout dans le pays, dans l'Afrique, dans le Monde, pour influencer l'opinion ou s'attirer l'amitié, etc... et tout cela, par au détriment du pauvre Rwandais

Ces deux pays, nous disons le Rwanda et le Burundi, même les, des conventions d'amitié, de collaboration étroite, etc... on sait que cela se limite encore, dans certains domaines, en formalités diplomatiques pour ne pas dire hypocrites. Car, si cela se fait officiellement, la lutte entre les deux pays se poursuit surnoisement, peut-être sous de différentes et nouvelles formes.

La lutte entre le Rwanda et le Burundi, malheureusement, a souvent produit des effets néfastes dans maints domaines dans lesquels le Congo se trouvait intéressé ou concerné.

Nous nous rappelons très bien combien de fois des plans gigantesques congolais, plus particulièrement au Kivu, ont échoué, quand le Rwanda et le Burundi y avaient un rôle à jouer à la fois, à cause de l'envenimement condamnable dans les relations entre les deux derniers pays.

On répliquera, bien entendu, que cela appartient au passé.

D'accord. Mais ce passé est malheureusement encore aussi vivant dans les esprits de la masse qui oublie les événements plus difficilement que ces « politiciens » occasionnels qui sont esclaves des folies passagères des ambitions.

C'est pour cela que le Congo, dans ses relations avec l'un de ces deux pays, doit rester éveillé et ne pas se laisser influencer naïvement et surtout à son détriment, par le degré de la température atteint dans les relations Rwanda-Burundi.

Pour déterminer l'orientation de nos relations entre le Rwanda et notre pays, il est plus profitable que ce problème soit examiné avec plus d'attention, en tenant compte des certaines réalités dont notamment :

— les services combien humanitaires rendus au Congo et au Kivu, par le Rwanda, plus particulièrement durant les moments difficiles des insurrections et des rébellions congolaises ;

— l'existence du conflit séculaire entre les Banyarwanda et Burundi dans les domaines politique, social et économique qui a souvent été à la base de la mésentente des deux Nations et de la lutte de destruction que se livrent mutuellement le Rwanda et le Burundi sur leur territoire aussi bien qu'à l'extérieur de leurs régions ;

— le Congo ne peut que perdre économiquement, socialement et politiquement s'il se laisse sentimentalement entraîner dans le banal conflit entre le Rwanda et le Burundi. (L'Etat le plus petit et le plus inoffensif est encore criminel dans ses rêves, nous dit Albert Camus).

En conclusion, pour déterminer l'orientation des relations entre le Congo et le Rwanda et le Burundi, l'attitude que le Congo doit adopter vis-à-vis des deux

pays, le Kivu économique, social, voire politique bien que la politique soit momentanément interdite, devrait être préalablement consulté pour émettre son avis. Car, c'est lui, surtout lui, qui pourra souffrir davantage du conflit éventuel qui naîtrait entre le Congo et le Rwanda, ou jouir de bénéfices qui proviennent de bonnes relations d'amitié, de fraternité et de voisinage.

Aussi, pour ce qui concerne le Rwanda, pourrions-nous conseiller nos amis et frères Banyarwanda, de ne pas se laisser entraîner bêtement dans une inimitié ou une froideur injustifiées par les pays étrangers qui les conseillent, dont principalement la Belgique, pays qui ont intérêt (comprenez bien : égoïste) à ce que le petit et pauvre Rwanda ne lasse toujours et en tout cause commune avec le grand et riche Congo.

Enfin, le Congo et le Rwanda ne peuvent se considérer comme chat et chien. Tout comme le Congo ne peut refroidir les sympathies qui semblent naître entre lui et le Burundi.

Tout cela, pour le seul avantage de l'un ou de l'autre de tous ces trois pays voisins.

Gervais RUBANGO

La guerre au Viet-nam

Tout espoir de négociations de paix désormais perdu?

Voilà plus de vingt ans que l'on se bat au Viet-nam. Plus de vingt ans que des vies humaines périssent innocemment. Plus de vingt ans que des économies qui pourraient, de part et d'autres, être utilisées pour améliorer le bien-être de l'homme, sont engouffrées dans la fabrication des armes meurtrières.

Les cris d'alarme ne cessent de venir de tous les coins du monde, pour implorer la cessation de la guerre au Viet-nam. Mais, toujours en vain ! Car, ni les Etats-Unis, ni la Chine communiste, deux puissances qui sont les artisans les plus importants de cette guerre, ne veulent se réconcilier sincèrement, et pire encore, ne

veulent céder.

Plus les appels à la paix se multiplient, appels qui sont devenus une chanson qu'on dirait monotone, plus on se rend compte, hélas ! que les chances d'une réconciliation pacifique deviennent moindres.

Il y a quelques jours, le Sénateur Robert Kennedy soumettait un plan à son pays. Ce plan, présenté jeudi, 2 mars, devant ses pairs, peut se résumer comme suit:

- 1) Les Etats-Unis s'assurent de la sincérité des autres parties intéressées au conflit vietnamien et arrêtent leurs bombardements au Nord-Viet-nam;

(Suite en page 3)

La guerre au Viet-nam

(Suite de la page 1)

2) Une Commission internationale est créée pour l'inspection des frontières et des ports du Viet-nam, aux fins de rendre compte de toute nouvelle «escalade» du conflit;

3) Sous les auspices des Nations-Unies, une présence internationale remplace peu à peu les troupes américaines au Sud-Viet-nam.

Certes, ce plan humanitaire de Robert Kennedy a ému l'opinion publique, dont une partie le soutient tandis que l'autre conseille une certaine méfiance.

La première partie, celle qui soutient le Sénateur américain, Robert Kennedy, dit, comme l'a précisé l'éditorialiste du «New York Times»: «Le discours du Sénateur Kennedy arrive à un moment où un choix crucial doit être fait, soit pour les négociations de la paix, soit pour une escalade de la guerre...»

Toutefois l'on trouve alors que, selon la conviction de cette première partie, la manière la plus rapide de mettre fin au conflit, sur une base honorable, est de mettre sincèrement à l'épreuve les recommandations faites par le Sénateur Kennedy et par de nombreux autres personnes dans ce pays et dans le monde entier.

La deuxième partie, celle qu'on dirait de l'Administration américaine, à commencer par le Président Johnson lui-même, exclut toute cessation de bombardements inconditionnelle.

D'abord, le Président Johnson, répondant à la proposition de Robert Kennedy, rappelle que la politique des bombardements est basée, en partie, sur un rapport soumis à son frère, l'ancien président Kennedy, par le Général Maxwell Taylor.

Et puis, plus net, le Président Johnson de poursuivre dans sa réponse: «Je voudrais, en ce moment, qu'amis, neutres et adversaires sachent que nous persistons à mener nos opérations dans le Sud, que nous persistons à mener nos opérations dans le Nord jusqu'à ce que ceux qui ont cherché

cette agression soient disposés à remettre en vigueur les accords dont la violation a apporté le fléau de la guerre au Sud-Est asiatique.

» Nous sommes en train, avec des pertes remarquablement limitées en vies humaines, de faire payer un prix élevé au Nord-Viet-nam pour la violation des accords internationaux».

De son côté, le Général Westmoreland, commandant en chef américain au Viet-nam, pour justifier la continuation des bombardements, a déclaré, à Saïgon, que la suspension des bombardements contre le Nord-Viet-nam coûteraient de nombreuses vies supplémentaires, et prolongerait probablement le conflit.

«J'estime que les bombardements et l'utilisation de l'artillerie navale contre le Nord-Viet-nam sont essentiels et vitaux pour notre stratégie militaire», a-t-il ajouté.

Le Général Westmoreland qui a tenu toutefois à s'expliquer, a continué qu'il comprenait pourquoi certains Américains aimeraient voir l'arrêt des bombardements. Qu'il comprenait ce qui les préoccupait. Mais ce qu'ils ne comprenaient pas, eux, les Américains, c'était le coût terrible en vies humaines que ses soldats, les courageux Sud-Viet-namiens, et leurs alliés du monde libre devraient payer pour un résultat nébuleux.

Les Américains s'obstinent-ils carrément à rejeter toute offre de réconciliation?

A les croire, l'on dirait que non. Seulement ils se disent déçus par des expériences déjà tentées.

C'est ainsi, qu'en plus de cette déclaration de principe, l'Administration a immédiatement opposé une réponse au discours de Robert Kennedy.

En effet, le secrétaire d'Etat américain, M. Dean Rusk, a déclaré que les propositions formulées par le Sénateur de l'Etat de New-York sont à peu près similaires à celles qui ont été avancées par l'Administration américaine avant, pendant et depuis la trêve du Têt.

«Pour toute réponse, a fait re-

marquer M. Rusk, nous nous sommes heurtés à une action hostile». C'est pourquoi M. Dean Rusk conclut qu'il n'y a donc aucune raison de croire qu'à l'heure actuelle Hanoi soit intéressé par une proposition quelconque en vue d'une «désescalade» réciproque telle que la propose le Sénateur Kennedy.

Si l'on tient donc compte de la position prise par la République Démocratique du Viet-nam, dont le ministre des Affaires étrangères a déclaré que c'est seulement après la cessation inconditionnelle des bombardements et de tous actes de guerre contre la République démocratique du Viet-nam qu'il pourrait y avoir des conversations entre la R.D.V. et les Etats-Unis, l'on voit clairement que les deux grandes puissances engagées dans la guerre au Viet-nam sont, plus que jamais décidées à mesurer leurs forces jusqu'au bout.

Le durcissement particulier de la position américaine ces jours-ci fait croire à ce que la Maison-Blanche est tout-à-fait résolue à accélérer les hostilités pour bousculer Hanoi et l'acculer à souscrire aux termes de la paix américaine avant que de nouvelles inconnues ne surgissent et ne brouillent l'équation de la Maison-Blanche.

Mais, hélas! de tout cela, que l'une ou l'autre des puissances opposées qui combattent au Viet-nam sorte victorieuse, la triste vérité reste que, de cette abominable guerre, qui caractérise la folle obstination de l'être humain à détruire, par ses caprices, son orgueil et sa cupidité, l'humanité, il résultera des conséquences des pertes en vies humaines et des dégâts matériels qui peseront encore longtemps, très longtemps, sur les dos des actuels Viet-namiens, qu'ils soient du Nord ou du Sud, et leur descendance, ces Viet-namiens impuissants, qui sont aujourd'hui broyés, sur leur sol, par les chocs que se donnent les puissances qui se prétendent chacune avoir droit à diriger seule la destinée du monde.

Gervais RUBANGO

M. Marcel Costier

à l'honneur

« Plutôt que d'ôter la vie aux hommes, apprends à couvrir leur nudité naturelle en leur causant des vêtements... ».

Cette enseigne de la mère de Tierno Bokar à ce dernier, qui, plus tard, allait devenir une grande personnalité dans le monde islamique, semble avoir guidé, dans toute sa vie, M. Marcel Costier,

que le Saint Pontife glorifie aujourd'hui et élève au rang des Chevaliers de l'ordre de Saint Grégoire le Grand. C'est à cette enseigne que M. Marcel Costier, à laquelle il a attaché une très grande importance, parce que, lui, en tant qu'une des personnalités éminentes qui avaient une place importante dans l'œuvre colonisatrice belge, a consacré ses activités et le reste de sa vie à l'amélioration du bien-être de l'Indigène, du Congolais, au lieu de se mêler, activement, dans la vie politique, comme l'ont fait tant d'autres de ses compatriotes.

En outre, M. Marcel Costier, mieux que tant d'autres personnes, a compris la signification de la citation de Voltaire qui a affirmé que « travailler est le lot et l'honneur d'un mortel ». Car, bien qu'honorablement pensionné à la B.C.K., M. Marcel Costier n'a pas choisi le repos qu'il méritait réellement, mais, au contraire, est « retourné à la terre », non pas à la terre belge, mais bien à la terre congolaise, où, malgré son âge avancé, on le voit se dépenser, tout comme tout autre agriculteur en plein bouillonnement de la jeunesse, pour améliorer ses champs, intensifier les récoltes et engraisser son bétail tant dans sa plantation que dans la Fondation Marcel Costier.

C'est ce Marcel Costier que le « Cercle Privé de la Fondation Marcel Costier de Kiniéziré » a fêté doublement et brillamment fêté, dimanche 12 mars, à Kiniéziré, localité située au bord du Lac-Kivu, dans le territoire de Kalehe, à 117 kilomètres sur la route Bukavu-Goma.

KINIEZIRE EN LIESSE

Les manifestations du dimanche 12 mars devaient avoir lieu une semaine avant. Mais comme une bonne partie d'invités devaient, à ce moment-là, se trouver à Kasongo, au sacre de Mgr Timothée Pirigisha, la fête avait été remise.

(Suite en page 3)

Gervais RUBANGO

(Suite de la page 1)

A cette fête, le Gouverneur Engulu qui regrettait fort bien son absence, parce qu'il était à Goma, s'est fait représenter par le Commissaire de District du Kivu, M. François Chimanku, qui est d'ailleurs aussi un des administrateurs de la Fondation Marcel Costier, en tant que représentant de l'Administration congolaise.

M. Marcel Costier à l'honneur

La réussite de la fête était presque sûre, s'il n'y avait pas eu cette pluie qui a commencé à pleuvoir depuis le matin jusqu'au soir, empêchant ainsi plusieurs jeux et danses folkloriques prévus sur le programme.

Néanmoins, les manifestations ont débuté par une messe solennelle célébrée par Mgr Joseph Busimba, évêque du Diocèse de Goma, dans lequel se trouve la région de Kinyézi, et MM. les abbés Gaspard Kajiga et François Habyarimana, respectivement inspecteur des écoles catholiques du Diocèse de Goma et curé de la Mission de Bobandana.

Après la messe, un buffet-froid fut offert aux invités par le « Cercle Privé de la Fondation Marcel Costier », organisateur de la fête. C'est au cours de ce buffet-froid que les discours de circonstance devaient être successivement prononcés par M. Alphonse Kanyabugoyi, président du Cercle par Mgr Busimba, chargé par le Saint Père pour remettre la décoration à M. Costier, par M. Costier pour exprimer sa gratitude et son émotion ; et enfin par M. Chimanku, au nom de l'Administration du Kivu.

Dans les deux premiers discours, les orateurs mirent l'accent sur les activités généreuses sociales de M. Marcel Costier et évoquèrent les principaux événements de la vie fructueuse du Chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand. Mgr Busimba ne manqua pas de souligner l'acte héroïque de M. Costier, qui, pendant les événements de Kashamura, et puis de la rébellion congolaise, avait tenu, en dépit de mille occasions qui lui étaient offertes pour partir ou fuir et quitter Kinyézi généralement menacé comme tant d'autres coins du Kivu a préféré mourir parmi ses hommes, à Kinyézi, car cette issue seule lui restait une consolation non négligeable.

M. Alphonse Kanyabugoyi, pour sa part, après avoir évoqué la vie combien fructueuse de M. Costier, devait accuser le gouvernement et l'administration congolais, qui, eux, semblent ignorer ou méconnaître les grands mérites de M. Costier, pour ne l'avoir pas, jusqu'à maintenant, gratifié de l'Ordre du Léopard pour tant d'œuvres sociales accomplies par ce grand bienfaiteur des habitants de Kinyézi.

C'est d'ailleurs cette accusa-

tion, partiellement fondée, que M. François Chimanku commissaire de District, réfutera en informant l'assistance que M. Boji, alors gouverneur de la Province du Sud-Kivu, avait introduit une requête, en faveur de M. Costier, auprès des autorités de Kinshasa, afin que ces dernières octroient une décoration à M. Costier pour honorer ses mérites.

COURONNEMENT DE TOUTE UNE CARRIERE AU CONGO

Pour ce qui concerne le discours de M. Costier, nous n'avons trouvé mieux que de vous le reproduire intégralement.

C'est à la fois pour moi un grand honneur et un grand plaisir de pouvoir saluer ici dans notre local de la Fondation, les hautes autorités et tous les amis qui ont répondu à l'invitation du Cercle Privé.

Cette manifestation, organisée par ce Cercle, est en quelque sorte, un couronnement de toute une carrière au Congo. Ainsi que vous

fêtez aujourd'hui, il y a 47 ans que j'ai passés au Congo. Dès le début de mon arrivée dans ce pays, je me suis intéressé à promouvoir le progrès des Indigènes. La manifestation d'aujourd'hui est pour moi une récompense de tout ce que j'ai réussi à réaliser dans ce but.

Permettez-moi de vous dire que ces contacts que j'ai eus avec les Congolais m'ont permis, d'une part, d'apprécier leurs qualités et de jouir de fréquentes et fidèles amitiés, mais aussi, d'autre part, de connaître leurs faiblesses et leurs défauts.

Parmi ces caractères, il faut ranger la disposition qu'ont les Congolais à manquer de persévérance dans l'action et de manquer d'entente entre eux. Peut-être faut-il trouver l'origine de ces déficiences dans l'ancienne éducation clanique. Il faut se rendre compte de la situation dans laquelle sont nés la plupart des Congolais actuellement adultes. Ils sont nés dans un monde économiquement dépourvu, dans lequel l'homme moyen n'avait jamais l'occasion de faire preuve d'initiative, où toute réflexion et initiative étaient réservées aux Chefs coutumiers.

(Suite en page 6)

M. Marcel Costier à l'honneur

(suite de la page 3)

Et alors, brusquement, avec l'ouverture de toutes sortes de nouvelles possibilités, les tentations sont trop fortes, les jalousies se développent et telles sont les causes de cette situation que nous nous efforçons de corriger ici à Kiniéziré.

Notre école de Kiniéziré doit, dans cette intention, être un jalon lumineux pour l'avenir. Mais la tâche est ardue et représente une lourde charge pour le Personnel enseignant. Si l'ancienne éducation clanique avait besoin d'évo-

luer, il faut reconnaître, hélas, qu'elle a, non évolué, mais disparu : sauf quelques rares exceptions, les parents se désintéressent de l'éducation des enfants et je citerai à ce propos l'avis d'un sociologue réputé, M. Houyoux : « Le jeune Congolais d'aujourd'hui a besoin de devenir adulte. Hier, la société l'y aidait, faut-il qu'aujourd'hui il le fasse seul ? » Nos moniteurs, quels que soient leur dévouement et leur volonté de réussir, possèdent-ils les données pédagogiques qu'il faudrait pour ajouter à leur rôle d'ensei-

gnant, celui d'éducateur et de formateur moral ?

Mon âge avançant, je sens de plus en plus la nécessité de réussir à former mes collaborateurs et à les amener à s'entendre et s'entraider entre eux aussi loyalement qu'il le font avec moi, afin d'assurer la survie de cette Fondation après que j'aurai quitté ce monde.

FONDATION MARCEL COSTIER

Si nous avons dit que la vie de M. Marcel Costier est fort chargée de bons actes, pour ce qui intéresse plus particulièrement le Congo, il y a cette Fondation Marcel Costier, fondée en 1953 et agréée par l'arrêté royal du 9 décembre 1953.

Cette Fondation a été créée principalement pour l'amélioration du bien-être matériel et moral des travailleurs indigènes affectés au service de M. Costier et de leur famille. Toutefois l'action de la Fondation a été étendue, comme prévu par ses Statuts, aux populations indigènes résidant dans les environs de la plantation de Kiniéziré. C'est ainsi que la Fondation a pu financer des institutions poursuivant des buts similaires et leur prêter concours et assistance.

Parmi les œuvres importantes de la Fondation, il y a notamment une école primaire complète de six ans, un dispensaire, une chapelle, un bureau des postes, plusieurs hectares des plantations de café et de thé ainsi que de pâturage pour l'élevage. Tout cela financé et entretenu par M. Marcel Costier, uniquement pour l'intérêt de la population de Kiniéziré et des environs.

C'est donc surtout cette générosité, cette marque de charité, de l'amour du prochain, que le Saint-Père a tenu à gratifier, en élevant donc M. Marcel Costier au rang des Chevaliers de l'Ordre de Saint Grégoire le Grand.

Qui est M. Marcel Costier ?

M. Marcel Costier naquit à Malines le 5 mars 1897. Son père était officier d'artillerie. Il fit ses études primaires à la maison par une régente. En 1914, il termina ses humanités à l'Athénée Royal de Malines avec un prix d'excellence. Il fut alors envoyé à l'Université d'Oxford pour commencer ses études supérieures.

Volontaire à l'armée depuis fin 1915, en 1918 il fut nommé successivement sous-lieutenant, lieutenant, et enfin Commandant de réserve.

Le 1er janvier 1920 il s'engage au B. C. K. En 1937 il en est nommé Directeur-adjoint. En 1939 il fonde le syndicat dénommé SINELOKA pour la promotion sociale des Congolais. Depuis janvier 1946 il s'est installé à Kiniéziré, comme planteur, où il crée la Fondation qui porte son nom, et qui est la véritable concrétisation du bien inestimable que sa présence continue à rendre au Congo depuis plus de 40 ans.

La Fondation Marcel Costier, institution d'utilité publique sans but lucratif, dont les statuts ont été approuvés par le décret royal du 9 décembre 1953, a pour objet l'amélioration du bien-être matériel et moral des travailleurs au service de M. Costier, de leurs familles et des populations résidant aux environs de Kiniéziré, siège social de la Fondation.

Après un début fort modeste et qui, comme dans toute œuvre humaine n'a pas manqué de difficultés; elle est devenue aujourd'hui un complexe remarquable qui offre aux habitants un dis-

pensaire bien équipé, un pavillon agréable de récréation, un café-terrace en plein rapport, un grand paturage pour le bétail des travailleurs, une école primaire complète, un stade de jeux et une chapelle de style moderne.

Même au plus fort de la crise congolaise, cette œuvre a continué à être florissante. Sa vitalité est due à l'activité intense de son infatigable Fondateur, homme apostolique, plein de charité pour le prochain.

De longues années, il a été membre très actif du Conseil du Gouvernement Général et des Conseils du Katanga et du Kivu.

M. Costier est aussi porteur de nombreuses distinctions de Belgique et du Congo ex-belge :

- Croix de Guerre avec citation
- Ordre du Jour de l'Armée (1918)
- Médaille commémorative de la Guerre 14-18 (1919)
- Médaille de la Victoire (1919)
- Médaille du Volontaire Combattant
- Chevalier de l'Ordre de la Couronne (1928)
- Chevalier de l'Ordre Royal du Lion (1932)
- Chevalier de l'Ordre de Léopold (1932)
- Officier de l'Ordre Royal du Lion (1948)
- Médaille de l'Effort de Guerre 40-45 (1949)
- Chevalier de l'Ordre de l'Etoile Africaine (1958)
- Chevalier de l'Ordre de St Grégoire le grand, 11 janvier 1967.

La Conférence tripartite de Goma

Un grand pas vers la réconciliation rwanda-burundaise

Par Gervais RUBANGO

Un événement important vient d'avoir lieu à Goma, chef-lieu du District du Nord-Kivu de la Province du Kivu.

Depuis samedi 18 mars jusqu'à lundi 20 mars, cette ville lacustre a abrité des éminentes per-

sonnalités africaines, les chefs d'Etat : le lieutenant Général Joseph Désiré Mobutu, M. Grégoire Kayibanda, le Colonel Michel Micombero, respectivement de la République Démocratique du Congo, de la République Rwandaise et de la République du Burundi.

Cet événement était important, d'autant plus qu'il allait offrir la première occasion aux trois chefs d'Etat de ressentir le besoin de leur solidarité ancienne, solidarité due à un passé commun, leurs trois pays ayant été administrés par une même puissance colonisatrice, la Belgique.

Événement important également, car, à cette occasion, allaient se rencontrer, pour la première fois, pour se considérer face à face, les chefs d'Etat du Rwanda et du Burundi et leurs délégations, lesquels, après leur avènement à l'Indépendance, s'étaient dès lors considérés comme des ennemis damnés, par le malheureux sort de la destinée, à se détruire mutuellement.

(Suite en page 3)

La Conférence tripartite de Goma

(suite de la page 1)

CLIMAT DETENDU

Evénement très important, nous disons, car la franchise dans les accusations et dans les défenses des parties opposées, loin d'aboutir à des incidents fâcheux et stériles, a amené les délégations et leurs chefs à reconnaître, silencieusement et intérieurement, le fait qu'ils se faisaient mutuellement, et à apprécier ainsi le juste avantage qu'ils avaient à retirer dans une réconciliation, puis dans une union des deux ou des trois pays intéressés dans cette «Conférence de Goma», chaque fois suivant le cas.

Evénement très important, nous le répétons, car, après tout, l'on peut espérer que le même courage, la même abnégation, le même réalisme, le même sacrifice qui ont favorisé la compréhension ouvrant ainsi la voie à la réconciliation, chez les chefs d'Etat réunis à Goma ainsi que chez leurs délégations ministérielles et diplomatiques, pourront également, de la même manière, influencer les attitudes ultérieures des populations du Rwanda et du Burundi dans leurs relations, pour que, désormais, celles-ci ne se considèrent plus comme des ennemis qui doivent se haïr et se combattre, mais plutôt comme un seul peuple, divisé seulement accidentellement par la puissance étrangère colonisatrice, en d'autres termes : comme un seul peuple dont les habitants sont tous disposés à mener ensemble et étroitement une vie harmonieuse dans un effacement total et la coopération sincère, sachant que leur sort est commun et admettant que le bonheur ou le malheur des uns ou des autres entraîne automatiquement des conséquences bénéfiques ou néfastes de chacun, suivant les circonstances.

Dès les premières heures de l'arrivée des différentes délégations à Goma, un climat détendu régnait au sein de la population, qui, d'ailleurs, en général, ignorait le sens et l'importance capitale de la rencontre. Pour elle, en effet, si l'on tient compte des pancartes et des différentes inscriptions sur les arcs de triomphe dressés dans différents endroits de la Ville de Goma, seule la présence du Général Mobutu leur signifiait quelque chose.

Seulement, par mesure de prudence et de sécurité, surtout pour les hôtes rwandais, quelques personnes qu'on croyait «suspectes» ou «hostiles au régime actuel rwandais», avaient été précocieusement mises quelques heures avant l'arrivée des délégations, à l'ombre, où elles seraient momentanément dans l'impossibilité de «nuire» ou de gêner les différentes manifestations amicales et fraternelles qui auraient lieu durant le séjour des conférenciers dans le chef-lieu de l'ancienne province du Nord-Kivu.

Certes, tout avait été prévu par les responsables congolais pour donner un climat de détente à cette rencontre historique, où les délégations auraient à s'affronter, non pas en duel comme l'on devait normalement le supposer, mais bien en frères d'un même père, d'une même mère, désireux tous d'aboutir à une solution, à une entente, à une réconciliation.

D'abord le Chef de l'Etat congolais, le Lieutenant Général Joseph Désiré Mobutu, qui avait précédé ses hôtes à Goma, après avoir accueilli à l'aérodrome de Goma le Président de la République du Burundi, est allé, en compagnie de ce dernier, accueillir à la frontière du Rwanda, le Président Kayibanda, afin que tous

les trois ensemble transportés en tipoy, le réconciliateur, le Général Mobutu, au milieu, aillent assister au défilé des troupes de l'A.N.C. de la Police, des écoliers et écolières et des différents mouvements de la Jeunesse de Goma.

C'est ainsi que l'ouverture de la Conférence prévue initialement pour 15 heures, samedi 18 mars, n'a eu lieu que le soir. Les chefs d'Etat et leurs délégations s'abordaient donc, non pas avec des esprits surchauffés, mais bien au contraire, avec la tête reposée. Ce qui a donné un caractère particulier à la rencontre, laquelle, au lieu de rester un véritable tribunal rigide et cassant, allait devenir un conseil familial au vrai sens du mot.

Il a été également significatif, réconfortant et combien émouvant de voir, lundi vers 11 heures, après la signature de la Résolution, les chefs d'Etat du Congo et du Burundi accompagner jusqu'au Rwanda, à Kisenyi, leur collègue, le Président Kayibanda. Celui-ci, avec fierté, offrit hâtivement, dans un hôtel de la place, un verre de champagne à ses éminents hôtes de quelques minutes, pour célébrer la réconciliation qui venait de se réaliser, et tout cela devant une foule curieuse des Banyarwanda qui paraissaient ne croire à leurs yeux.

LA SEANCE D'OUVERTURE

La Conférence des «Trois» qui allait tenir toutes ses séances à huis-clos, a commencé ses travaux dès samedi soir. Pendant que les trois chefs d'Etat entamaient à batons rompus, les entretiens, leurs trois délégations tenaient, dans une autre salle de la même Résidence, une première séance de travail. Celle-ci était présidée par M. Justin-Marie Bomboko, ministre des Affaires étrangères qui indiqua, dans une brève allocution inaugurale, que la Conférence allait examiner de nombreux problèmes d'intérêt commun aux trois pays, et de dégager «des solutions adéquates et des moyens de coopérer».

M. Thadée Bagaragaza répondait à ces propos au nom du Rwanda en affirmant que depuis que la décision avait été prise de tenir la Conférence, les relations entre le Rwanda et le Burundi s'étaient améliorées. «La situation s'est éclaircie», a-t-il déclaré. «On constate une ferme détermination de part et d'autre pour supprimer le différend».

Enfin, M. Arthéman Simbamanyi clôt la série des allocutions d'ouverture (qui furent toutes très courtes) en affirmant au nom du Burundi que la réunion était placée sous le signe de l'unité et destinée à consolider l'indépendance des trois pays.

D'ABORD INQUIETUDES...

Si la Conférence de Goma a été dominée par le climat de fraternité, elle ne l'a pas été moins aussi par le climat de franchise, souvent piquante, difficile à digérer, si l'on croit à quelques rares indiscretions sorties de la Conférence.

Tout au début, M. Bomboko, ministre congolais des Affaires étrangères, qui présidait la séance d'ouverture des délégations ministérielles, en s'adressant aux journalistes, leur avait prié de ne pas faire du «tapage» autour de cette Conférence. Ce sera peut-être, dans ce sens, que le mystère planera sur toutes les réunions, qui, au lieu de se clôturer dimanche, continueront jusque lundi matin.

Certes, l'on sait que tout n'a pas été rose ni les débats faciles à diriger, notamment pour ce qui concernait le sort des réfugiés. Le Rwanda, toujours selon les mêmes indiscretions, aurait été dur et très exigeant dans ses conditions. Tandis que le Burundi, de son côté,

n'aurait pas été facile dans sa conception de la coopération économique, sociale et surtout politique, avec le Rwanda.

Mais, enfin, tout est bien qui finit bien. De part et d'autre, il a été nécessaire de dominer la position, de sauvegarder les intérêts supérieurs des deux Nations et d'accepter humblement des concessions indispensables à une véritable et sincère réconciliation.

C'est ce qui expliquerait probablement le prolongement des entretiens jusque tard dans la nuit du dimanche, nuit pendant laquelle, tandis que les personnalités et les invités de Goma buvaient et dansaient dans les jardins de la Résidence pour fêter la clôture de cette Conférence, qui, pourtant, se poursuivait, à de certains moments, boiteusement, les chefs d'Etat et les délégations des trois pays s'isolaient toujours dans leurs salles de réunion, en vue de trouver des solutions acceptables par tous, mais aussi indispensables pour la survie des deux petites et jeunes Républiques, qui ne seraient fortes et puissantes que si elles sont unies et amies.

... PUIS, SOULAGEMENT

C'est pourquoi ce fut avec soulagement que l'on devait écouter la lecture de la Résolution, résolution dont se féliciteraient toutes les trois parties réunies à cette Conférence de Goma.

Comme on le constatera, cette Résolution, tout en étant, d'une certaine façon, une victoire individuelle pour chacun des chefs d'Etat, parce que réaliste et humanitaire, et surtout parce que, pour les réconciliés, la chose avait pu être possible grâce à l'avènement du Colonel Micombero au pouvoir, et aussi, pour le réconciliateur, parce qu'il a fallu un «Mobutu» pour parvenir à rapprocher le Burundi et le Rwanda, etc... comporte néanmoins beaucoup plus d'exigences de sacrifices réciproques que le reste.

Ces sacrifices se résument :
— en l'acceptation inévitable de la coopération des deux pays et des deux gouvernements antérieurement opposés et ayant adopté des politiques intérieures absolument différentes ;

— à l'abandon, ou plus exactement à la répression des activités des réfugiés que l'on soutenait la veille, en aidant et en facilitant maintenant le retour de ces derniers dans leurs régions respectives ;

— au sacrifice de l'amour propre, en oubliant le passé, passé qui est, hélas ! riche en tristes événements ;

— à l'abandon de l'animosité et de la méfiance qui ont toujours existé entre les peuples Munyarwanda et Murundi dont les tempéraments sont souvent différents, voire opposés.

Le soulagement a été grand,

en écoutant la lecture de la Résolution des «Trois» de Goma. Car les trois chefs d'Etat, après la signature majestueuse de cette Résolution, loin de se prendre mutuellement congé dans un climat qui laisserait comprendre que leur départ était pour eux une «déliance», avaient tenu, au contraire, à partager fraternellement et amicalement, à la Résidence de Goma, la coupe de champagne de réconciliation offerte par le réconciliateur, le Lieutenant Général Joseph Désiré Mobutu. En outre, ils se fixaient justement rendez-vous prochainement en mai à Gisenyi, et en août à Bujumbura, non plus, pour cette fois-ci pour des «mesquineries politiques» comme l'aurait laissé indiquer le Président Kayibanda, mais pour l'élaboration et la discussion d'un programme sérieux, réaliste et constructif dans les domaines économiques et sociaux intéressant communément les trois pays, à savoir le Burundi, le Rwanda et le Congo.

IL FAUT UNE RECONCILIATION CONCRETE

Il est indéniable que la rencontre de Goma des trois chefs d'Etat du Congo, du Rwanda et du Burundi constitue le premier grand pas réalisé pour la réconciliation rwanda-burundaise.

Certains esprits sceptiques, certes, n'ont pas manqué à conseiller une certaine méfiance, quant à l'avenir, dans le respect mutuel de la Résolution par les deux pays particulièrement concernés.

Toutefois ce courage particulier, cette marque de la bonne volonté de part et d'autre de la recherche de la paix et de l'ordre partout dans les trois pays, qu'on a pu facilement constater chez tous les chefs d'Etat font espérer que le Rwanda et le Burundi ne se contenteront pas simplement des paroles d'engagement, mais qu'ils tiendront à leurs paroles d'honneur.

Il reste donc, pour que cette œuvre judicieusement réalisée, aux responsables politiques et administratifs des deux pays réconciliés, le Rwanda et le Burundi, dès qu'ils rentrent dans leurs pays respectifs, d'entreprendre intensivement la rééducation des masses, qui, hélas ! avaient été déjà entraînés loin dans la haine et la destruction mutuelles. Il faudra maintenant faire comprendre à ces masses que la première voie empruntée était une mauvaise voie, et qu'il sied alors, pour l'intérêt supérieur de tous, d'entreprendre la réfection de leur avenir, de leur destinée, avec un esprit nouveau, avec un esprit de fraternité, avec un esprit de collaboration, et surtout avec un esprit d'abnégation et de tolérance réciproques.

Gervais RUBANGO

La Fondation Marcel Costier

pour le relèvement physique et spirituel
des "misérables" de la brousse

INTERVIEW RECUEILLIE PAR G. RUBANGO

Il y a quelques jours, Kiniéziré fêtait son bienfaiteur, M. Marcel Costier, planteur, à l'occasion de son 70^{me} anniversaire et de sa décoration de chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand. Profitant de notre participation à ces manifestations, nous avons demandé une interview à M. Costier qui, bien volontiers, bien que souffrant de la crise de malaria, a accepté de répondre à nos questions.

Q. — *Après avoir été pensionné à la B.C.K. à Elisabethville, actuellement Lubumbashi, pourquoi n'avez-vous pas songé à rentrer en Europe et vous y reposer, mais vous avez préféré devenir planteur dans le Kivu ?*

R. — Quand j'ai quitté la B.C.K., j'avais 48 ans, trop tôt encore pour songer à me « reposer ». J'avais déjà acheté le terrain de Kiniéziré.

Q. — *Quel idéal vous a-t-il poussé à créer la Fondation Marcel Costier ?*

R. — L'état misérable, aussi bien au point de vue physique que moral, des populations de cette région Muhavu.

Q. — *Et quels sont les buts de cette Fondation ?*

R. — Je désirais mettre en pratique, par mes propres moyens, les théories que je professais étant au ser-

vice de la B.C.K. et du Sineloka : théories de deux ordres : l'un relevant du domaine de l'agronomie : « amélioration du sol en supprimant le labour profond et en restituant de l'humus et en apportant des engrais » ; l'autre, relevant du domaine social : « relever le rendement », en relevant le bien-être, la consommation, la santé et la joie de vivre.

Q. — *Etes-vous satisfait ou non de l'œuvre déjà accompli par cette Fondation ?*

R. — Vous aurez pu remarquer vous-même les résultats obtenus lors de la fête du dimanche 12 mars, en analysant les différents discours prononcés à cette occasion.

Q. — *Comment voyez-vous son avenir, dans l'immédiat, et surtout après votre mort ?*

R. — L'avenir devient de plus en plus difficile à prévoir. La situation économique ne s'améliore pas, et les ressources financières manquent de plus en plus.

Après ma mort, il appartiendra à mon actuel Etat-Major de s'entendre et de servir le Conseil d'Administration avec la même collaboration qu'ils me témoignent à moi-même.

(Suite en page 7)

La Fondation Marcel Costier

(Suite de la page 2)

Q. — *Des gens qui ont entendu parler brièvement de vous, ont tous tendance à vous taxer du paternalisme. Comment peut-on expliquer ce paternalisme ?*

R. — Qu'entendez-vous par paternalisme ? Vous savez qu'un des défauts des Congolais est leur mendicité. Alors, j'essaye de mon mieux de résister à cette mendicité. Si parfois je succombe et accorde, par exemple une « deni », tout en sachant bien que la promesse qui est faite de rembourser ne sera pas tenue, est-ce cela du paternalisme ?

Q. — *Comment voyez-vous l'avenir de la région de Kiniéziré, du territoire de Kalehe, de la province du Kivu et du Congo ?*

R. — J'étais beaucoup plus optimiste au début de l'Indépendance. Les troubles dont le pays a souffert du fait du manque d'entente entre ses élites ont causé beaucoup de torts. L'espoir fait vivre ; il nous faut donc espérer que les Congolais vont se resaisir. Mais il faudrait surtout relever le niveau des gens de la brousse. Les villes donnent toujours l'impression de richesse et la brousse devient de plus en plus pauvre. Le programme que j'avais défini lorsque j'étais au Katanga, au Sineloka, et qui peut être résumé en une phrase : relever le niveau des habitants des campagnes ; organiser la production pour satisfaire la consommation et ne pas s'hypnotiser par les bénéfices de l'exportation. C'est le programme que j'ai publié en 1944 ou 45, et il reste toujours d'actualité.

Q. — *Etant planteur, quels sont vos principaux soucis ?*

R. — Mes principaux soucis sont d'améliorer le rendement des travailleurs afin d'augmenter leurs revenus.

Q. — *Quel est l'état actuel de votre plantation et des plantations dans le territoire de Kalehe ?*

R. — L'état actuel de ma plantation et des autres en général est moins bon qu'il n'était avant 1960. Ceci est dû aux difficultés — à l'impossibilité même — de s'approvisionner convenablement en engrais, produits divers et en pièces de rechange et machines.

Q. — *Avez-vous un programme spécial relatif à votre plantation ou aux plantations en général ?*

R. — Il n'est pas possible de faire un programme à longue échéance actuellement. Il faut attendre et profiter de toute circonstance favorable qui vient à se présenter.

Q. — *Et pour revenir à votre décoration de l'ordre de St Grégoire le Grand, vous sentez-vous fier de cette décoration ?*

R. — Evidemment, cette décoration représente une distinction dont j'ai le droit d'être fier.

Q. — *Avez-vous un message particulier à adresser aux hommes de Kiniéziré, de Kalehe, du Kivu, du Congo ?*

R. — Aux hommes de Kiniéziré et du Congo, je dis : « Entendez-vous ; aimez-vous les uns les autres ; travaillez ; ce n'est que par votre travail, de vos bras et de vos cerveaux, que vous améliorerez votre niveau de vie ».

Prochain Référendum

pour une
" *Constitution
révolutionnaire* "

Le Président de la République Démocratique du Congo, le Lieutenant Général Joseph Désiré Mobutu, qui devait présider la Conférence tripartite de réconciliation de Goma entre le Rwanda et le Burundi, conférence qui s'est tenue du samedi 18 mars au lundi 20 mars, avait entrepris en même temps une tournée à l'intérieur du pays. Cette tournée l'a conduit successivement à Mbuji-Mayi, Lubumbashi, Kolwezi, Likasi (Jadotville), Kalembe (Albertville), Bukavu, Goma, Kisangani, puis à Bandaka où il a inauguré le Congrès des Diplomates congolais.

Cette tournée, qui a été un triomphe éclatant personnel du Lieutenant Général Mobutu, selon les observateurs politiques, sert de sondage auprès des masses congolaises pour se rendre compte de la popularité que le Nouveau Régime avait déjà acquise dans tout le pays.

Partout où il est passé, le Chef de l'Etat, s'adressant à la population, a prêché et défendu la « Révolution » entreprise par son régime.

A Kisangani, le Chef de l'Etat a annoncé qu'il avait l'intention d'organiser un référendum national en vue d'adopter une nouvelle Constitution pour son pays. Il a, en effet, dénoncé la défaillance des élus actuels auxquels il avait demandé depuis plusieurs mois de remanier la Constitution congolaise actuelle qui ne répond plus à l'esprit révolutionnaire qui doit guider la Nation. Il a regretté que plusieurs « représentants du peuple » soient élus d'une façon anormale, de sorte que tout en étant élus, ils ne représentent qu'eux-mêmes. C'est à de tels élus que la prochaine Constitution essaiera de retirer les possibilités d'usurper la chance de « représenter » le peuple, alors qu'en réalité ils ne représentent que les intérêts des puissances étrangères.

Prochain Référendum...

(Suite de la page 1)

Le Lieutenant Général Joseph Désiré Mobutu n'a pas donné d'autres détails, mais, selon certaines dépêches, des observateurs politiques estiment qu'une nouvelle Constitution signifiera probablement un changement du système parlementaire actuel au Congo, qui dispose d'un Parlement de deux Chambres.

Il reste maintenant de savoir comment ce référendum sera pré-

paré. Car, comme on le sait, cette nouvelle n'a pas certainement enchanté tous les parlementaires actuels qui se sentent visés et menacés, pour la plupart, au chômage. Et aussi, parce que l'on peut déjà craindre que cela ne puisse pas redonner à la « politicaille » l'occasion de renaître, étant donné qu'une campagne devra normalement précéder le référendum envisagé.

Gervais RUBANGO

Dictature ou démocratie au Ngweshe?

Pour montrer que notre journal ne s'intéresse pas seulement aux citadins et ne se limite pas aux seuls problèmes qui se déroulent dans les grands centres, nous nous sommes rendus, le jour de l'Ascension, à Walungu, pour voir ce qui se passe là et entendre ce que les autorités coutumières de la région pensent de l'évolution et de la révolution dans le pays.

A Walungu, c'est le Mwami Pierre Ndatabaya qui nous a accueillis dans sa coquette résidence. Le Mwami Ndatabaya, qui règne sous le nom de Weza III, est déjà entré dans sa 29ème année. Fils du Mwami Ngweshe Birhenjira II Muhigirwa Bernardin, il est le quinzième Mwami des Bagweshe, investi coutumièrement en 1943 pour n'entrer effectivement en fonction qu'en 1965.

M. Pierre Ndatabaya sent la fleur de la jeunesse. Il est un Mwami coutumier, mais que ses études post-primaires, puis pré-universitaires à Kimuenza, et ensuite en France durant plus de cinq ans,

ont rendu plus révolutionnaire que coutumier.

Pendant notre conversation qui a duré de longues bonnes heures, des messagers viendront nous déranger à maintes reprises, soit pour lui annoncer une visite, soit pour communiquer les doléances des coutumiers venus se plaindre de tant de choses.

Et chaque fois, on le verra soupirer, pas par dégoût, mais seulement parce que quelque chose semblable à une lutte se dégage en lui : il a, en effet, connu pleinement les deux sortes de vies : la vie coutumière dans laquelle il exerce ses fonctions de chef, et surtout la vie urbaine, dans laquelle presque toute sa jeunesse s'est jusqu'à maintenant passée.

(Suite en Page 4)

Dictature ou démocratie au Ngweshe?

(Suite de la page 1)

« La mission de diriger les coutumiers n'est pas chaque jour amusante ! Elle est souvent ingrate et agaçante. Mais que voulez-vous ? Nous l'avons bien volontiers acceptée et nous y avons sacrifié notre vie, tout cela pour l'amour de nos terres sacrées, l'honneur et le prestige de nos ancêtres et le bonheur de nos ruraux... »

Au cours de notre long entretien, qui s'est déroulé en présence de sa mère la Mwami Astrida Mwa-Naluganda, du Régent Abraham Lwanwa, des membres du Collège Permanent et de quelques notables, le Mwami Pierre Ndatabaya soulignera, à plusieurs occasions, le caractère démocratique du système de la direction de la Chefferie et de la gestion des affaires du Bugweshe. Il régit avec les représentants valables élus de la population. Car, indique-t-il, il ne prend jamais aucune décision importante sans avoir préalablement consulté le Collège Permanent et, en avoir obtenu l'approbation. C'est tous les Bagweshe qui dirigent le Bugweshe et non le seul Pierre, à son caprice.

« C'est ce qui assure d'ailleurs l'enchantement de toute la population à l'exécution du programme tracé par nous, souligne-t-il. Car tout le monde s'y sent moralement et matériellement engagé et intéressé. C'est ce qui explique aussi que mon absence dans la région n'a pas tellement nui à la bonne marche des affaires dans la Chefferie. Car, ceux-là-mêmes qui ont participé à l'élaboration du programme tracé par la Chefferie, sont ceux-là aussi qui sont appelés et à surveiller son exécution et à exécuter même les mesures prises »

LES ABSENCES DU MWAMI NDATABAYE DANS LE BUGWESHE

Des commentaires et des confusions ayant entouré les deux absences prolongées du Mwami Pierre Ndatabaya dans le Bugweshe, nous avons été amenés à lui demander des éclaircissements à ce sujet.

« Je n'ai pas peur de « qu'en dira-t-on ». Mon seul guide dans ma vie, c'est ma conscience et mon devoir.

« Mais comme vous me demandez d'éclaircir l'opinion, je peux alors vous affirmer que mon premier voyage à Kinshasa (du 13 septembre 1965 au juin 1966), a été une mission officielle.

« J'avais été mandaté par la Chefferie pour aller réclamer les subsides dus à la Chefferie depuis 1960, et demander les subsides spéciaux destinés à des travaux extraordinaires pour l'organisation d'une coopérative de Thé contrôlée et dirigée par la Chefferie, la première coopérative dépendant seulement des producteurs indigènes du thé ayant échoué. J'avais aussi à demander l'indemnisation des pertes causées à la Chefferie par la rébellion. La Chefferie avait aussi entreprise une vaste plantation à Marani ; il fallait des crédits pour la continuation et le développement de la plantation qui a été d'ailleurs objet de l'admiration des diplomates des pays étrangers accrédités à Kinshasa, qui sont allés la visiter en août 1965. La question du maintien du Territoire de Walungu entre également dans le cadre de ma mission.

« Vous comprenez donc que tout cela exigeait tant de démarches auprès de multiples départements, tant administratifs que gouvernementaux.

« Le malheur — et c'est justement ce qui explique la prolongation obligatoire de mon séjour dans la capitale congolaise — est que les démarches entreprises du temps du gouvernement Tshombe, ont dû recommencer à zéro durant le court gouvernement de Kimba, puis reprendre, à nouveau, à zéro,

après l'avènement du Haut Commandement militaire au pouvoir. Or j'avais l'obligation de ne pas rentrer à Walungu sans argent. Les dossiers présentés totalisaient un chiffre de plus de 120.000.000 F.C. C'est seulement au mois de juin, c.à.d. après dix mois de vaines démarches, que je ne pus décrocher que 19.000.000 francs congolais, soit le montant dû par la République pour les subsides ordinaires de l'Etat à la Chefferie.

« Pour la question du Territoire l'on me rassurait qu'il n'y avait pas de problème : il ne restait que le rapport administratif pour régulariser le tout.

« Pour mon deuxième voyage en Belgique (13 août 1966 au 24 avril 1967), c'était pour des soins médicaux. Je suis parti avec toutes les autorisations voulues officielles et tout mon séjour a été employé pour des soins médicaux. Les certificats médicaux à ma possession en sont témoin ».

PROGRAMME ET PERSPECTIVES DE LA CHEFFERIE

Comme nous avons envie de connaître, en grandes lignes, le programme de la Chefferie, et les perspectives de la région, nous avons demandé au Mwami de nous en parler.

Le programme que s'est tracé le Mwami Pierre Ndatabaya se résume comme ceci :

a) dans le domaine social, il a prévu la construction de plusieurs dispensaires ruraux ; leur dotation d'une ambulance ; l'expansion et le développement de l'enseignement par l'octroi des bourses d'études aux enfants nécessiteux, désireux de poursuivre des études post-primaires, par la création des écoles financées entièrement par la Chefferie, la fourniture du matériel aux écoles primaires se trouvant dans la région, la reconstruction des écoles détruites par la rébellion ; et enfin, dans le cadre social, la création des foyers sociaux n'a pas été oubliée.

b) Une grande importance a été aussi attachée à l'agriculture. Le drainage des tous les marais du Bugweshe et leurs semences (4.000 hectares au total) ont été réalisés. Le reboisement des bords des certaines routes a été fait et l'expansion de la culture du thé est incontestable, le thé planté par les habitants couvrant actuellement plus de 400 hectares. Les semences ont été aussi distribuées aux habitants. Dans ce domaine, une réussite presque complète a été faite, car le Bwaki a été fortement combattu et les habitants ont tellement surproduit qu'ils se voient maintenant obligés d'écouler les produits agricoles vers Bukavu. Il est dans les intentions de la Chefferie d'introduire incessamment la culture du riz et du palmier dans certaines localités et de développer l'élevage et la culture des légumes maraichères.

Dans le domaine des Travaux Publics, de nouvelles routes internes ont été tracées (300 km des réseaux nouveaux), tandis que la Chefferie a été obligée d'entretenir, à ses propres frais, la plus grande partie des routes d'intérêt général ainsi que leurs ponts, l'Etat ayant accusé une défaillance incontestable dans ce domaine.

c) Pour ce qui est relatif à la politique, nous croyons que la Chefferie de Ngweshe est toujours restée exemplaire quant à la stabilité politique et à l'ordre qui règne dans les villages. Les dirigeants ainsi que les habitants ont toujours signé la sympathie et la confiance des étrangers. Car ses principes séculaires sont restés : le respect de l'autorité, des droits de chacun sans distinction ni de race, ni de tribu, ni de rang social ; en quelques mots : l'ordre, le travail et la paix.

UNE POPULATION CONSCIENTE

Après nous avoir affirmé qu'il a été très satisfait de l'état dans

lequel il a retrouvé sa chefferie en avril dernier lors de sa récente rentrée d'Europe, le Mwami Pierre Ndatabaya a ajouté qu'il était très fier de ses habitants, du Collège Permanent et de tous ses notables qui méritent sa confiance, car ils sont conscients de leurs devoirs et de leur vocation d'une ethnie grande et puissante, travailleuse et paisible. Le Mwami qui a toutefois reconnu qu'il restait encore beaucoup à faire dans certains domaines, n'a pas cependant caché son grand optimisme quant à l'avenir de la Chefferie. Car, rien ne vaincra la vaillance et l'abnégation des Bagweshe dont l'idéalisme sont l'épanouissement et la prospérité.

M. ABRAHAM LWANWA, DESPOTE ET OPPRESSEUR ?

Il fallait profiter de l'occasion pour parler aussi du Régent Abraham Lwanwa que certains écrits parus dans une certaine presse locale, avaient présenté comme despote, oppresseur et retardataire.

A ces mots, la réaction du Mwami Pierre Ndatabaya Pierre ne se fit pas attendre.

« Appeler Abraham Lwanwa despote, oppresseur, retardataire, celui qui a dirigé — je dirais correctement — la Chefferie durant 23 ans à travers toutes sortes de difficultés ;... Abraham qui a géré, à la satisfaction totale de l'Administration belge et des habitants, les affaires de la Chefferie durant tout le temps que les rênes du pouvoir sont restés entre ses mains ;... Abraham qui a toujours combattu, durant toute sa vie, l'injustice et la corruption, la paresse et le banditisme ;... Abraham qui, au moment où il avait tout le temps et toute la possibilité de régner à sa guise, mais qui a toujours sacrifié ses ambitions personnelles à la démocratie ;... Abraham qui a introduit dans la Chefferie le système des titres fonciers coutumiers individuels ; etc... voilà ce que je ne peux comprendre.

« De toute façon, je suis persuadé que les auteurs de ces écrits sont peu sérieux et inconscients et visent un but qui ne peut, en aucune façon, être noble et profitable pour la Chefferie et pour l'autorité du Régent Abraham Lwanwa, dont ils ont peut-être intérêt à détruire gratuitement pour des raisons inavouables ».

L'IDEE DE LA CREATION DU TERRITOIRE DE WALUNGU, VIEILLE DE VINGT ANS

Ensuite, nous avons voulu savoir ce que le Mwami Pierre Ndatabaya dit du Territoire de Walungu dont l'existence légale est contestée ou est combattue par certaines personnes, certaines personnalités y comprises.

« Il faut être franc dans cette affaire : ceux qui contestent ou combattent l'existence du Territoire de Walungu, le font-ils par idéalisme, ou uniquement par sentimentalité, haine et vengeance ?

« A mon avis, ils le font par simple haine et jalousie de l'ordre et de la paix, et aussi de la stabilité politique qui règne dans cette région. Car, tout ce qu'il faut pour la bonne marche d'un territoire, nous le trouvons dans le Territoire de Walungu, dont les perspectives économiques et sociales sont grandes et incontestables.

« D'ailleurs l'idée de la création d'un territoire à Walungu date de 1948. Ce problème ayant été traité au Conseil du Territoire de Kabare en 1959, c'est-à-dire avant l'Indépendance, a été résolu par une décision du Conseil du Territoire qui a décidé par les autorités congolaises en 1962 par un édit légal. Et la reconnaissance du Territoire de Walungu a été publiée par le Moniteur Congolais. Et récemment, le Chef de l'Etat, le Lieutenant Général Mohutu, entouré de son ministre de l'Intérieur, qui connaissent tous les deux cette région, ont apaisé l'inquiétude des habitants

capricieuses en violation des coutumes même de celles qui ne sont pas opposées aux lois.

« Or il s'avère que la collaboration étroite entre la Territoriale et les coutumiers est indispensable pour le bonheur des habitants et la prospérité de la région, la mission tant des territoriaux que des dirigeants coutumiers étant d'assurer le bonheur et épanouissement de la population.

« De toute façon, nous espérons que les dirigeants actuels que le gouvernement provincial vient de nous envoyer, seront compréhensifs et réalistes, constructeurs et justes, contrairement à certains agents territoriaux précédents que nous avons pu malheureusement connaître ici chez nous ».

(Suite en page 5)

(Suite de la page 4)

L'AUTORITE DU MWAMI INCONTESTABLE DANS LE BUSHI

Comme nous étions curieux de savoir ce que croit le Mwami Pierre Ndatabaya de l'autorité coutumière actuellement et dans l'avenir, et s'il était persuadé que celle-là avait encore un rôle particulier à jouer dans la révolution actuelle ou, si elle n'est pas purement et simplement dépassée, le jeune Mwami a cru prudent de donner l'occasion à son entourage de parler, car il se sentait ainsi visé et directement intéressé dans la question.

Voici, en substance, le résumé des réactions de plusieurs interlocuteurs de l'entourage du Mwami :

— « Nous nous limiterons au Bugweshe, à notre chefferie donc.

» L'autorité du Mwami est incontestable et très grande dans l'organisation de nos structures politiques de la région. Le Mwami, en tant que père de la grande famille des Bagweshe, est indispensable. Une troupe sans chef est condamnée à l'anarchie et à l'anéantissement, à cause de la désorganisation. Depuis notre premier Mwami jusqu'au jeune Pierre Ndatabaya, quinzième Mwami de Bugweshe, nous n'avons jamais été déçus par nos Bami.

» Au contraire, ils sont toujours restés l'âme et la tête de tous les Bagweshe, unis et organisés.

Dictature ou démocratie au Ngweshe ?

» Nos institutions coutumières n'ayant jamais combattu l'autorité administrative, et le Bugweshe ayant le privilège d'être dirigé par des chefs adaptés à chaque époque et à l'évolution ainsi qu'aux révolutions que le Congo a connues et connaît et connaîtra encore, nous voyons que le rôle à jouer par nos autorités coutumières, principalement par le Mwami, restera grand, car c'est le Mwami, le Mwami seul qui est capable de conduire la population coutumière dans cette révolution salutaire que le Congo tout entier entreprend actuellement, révolution où l'on fait appel à toutes les forces vives de la Nation composée, en grande majorité, par les ruraux, par les coutumiers ou semi-coutumiers.»

PAS IMPOSITION DES COMMUNES

Cela entendu, nous voulons alors savoir la réaction du jeune Mwami Pierre Ndatabaya devant les propositions de la création des communes rurales avancées par certains journaux.

C'est encore tout l'entourage qui réagit ici :

— « Pour le Bugweshe, pas question des communes. Nous sommes homogènes et nous avons besoin de la stabilité politique. Or cette stabilité politique est garantie par l'existence du Mwami à la tête de la Chefferie. Le Mwami sait qu'il n'est pas « passager ». Son premier souci ne sera pas donc comme celui des bourgmestres : profiter du temps, de l'occasion, et puis s'en aller.

» Notre système coutumier est encore solide chez nous, et nous ne voyons pas comment l'on peut le remplacer brusquement sans causer des dégâts moraux, sociaux, politiques, voire économiques.

» Si l'on veut donc absolument créer des communes rurales, qu'on les crée là où cela est souhaité et que l'on ne l'impose point. Or, pour cela, seul le référendum est le seul moyen de vérifier si la création des communes rurales est souhaitable ou non dans une région.»

LE BUGWESHE SOUSCRIT A LA POLITIQUE DU NOUVEAU REGIME

Notre dernière question était

de savoir quelle était la position des Bagweshe vis-à-vis du Nouveau Régime et du Mouvement Populaire de la Révolution.

Seulement, avant de poser cette question, nous avons tenu à nous informer des causes de la victoire éclatante des Bagweshe et des guerriers des Ngweshe sur les rebelles.

— « Cette victoire s'explique tout simplement par le fait que notre principe étant : paix, travail et justice, nous ne pouvions pas admettre l'accès des Mulellstes chez nous. Cette volonté a été couronnée de succès à cause de notre organisation interne séculaire parfaitement au point, où les autorités coutumières, respectées et obéies au Bugweshe, voyant l'ordre et la sécurité menacés, ont appelé leurs hommes aux armes pour se défendre contre l'ennemi envahisseur. Et comme un peuple qui lutte pour son sol est invincible, les rebelles ont dû se plier et reculer devant les vaillants guerriers de Ngweshe armés seulement de leur courage remarquable, de gourdins et de lances ».

Et enfin, le Mwami Ndatabaya de terminer :

« Pour ce qui concerne notre position vis-à-vis du Nouveau Régime et du nouveau parti politique, le Mouvement Populaire de la Révolution, nous vous répétons que nous avons depuis longtemps placé toute notre confiance et tout notre espoir dans le Nouveau Régime, car nous avons pu remarquer, dès les premières heures, qu'il était animé de l'idéalisme, de la bonne volonté du rétablissement de la Paix, de la Justice et de l'assurance du Travail, ce qui correspond parfaitement aux principes qui guident les Bagweshe dans leur vie de chaque jour.

» Pour ce qui concerne le Mouvement Populaire de la Révolution nous vous confirmons ce que nous avons dit dans notre télégramme adressé récemment au Chef de l'Etat, le lieutenant Général Joseph Désiré Mobutu. Dans ce télégramme nous disions notamment : « Toujours dévouée au gouvernement, confiante au Nouveau Régime, la Chefferie de Ngweshe vous présente meilleures félicitations pour création M.P.R. Elle vous promet soutien et fidélité. Elle sollicite représentation coutume dans Comité central M.P.R... ».

Propos recueillis par
Gervais RUBANGO



Qui n'a pas péché?

« Les défauts sont semblables à une colline : vous escaladez les vôtres et, de là, vous ne voyez que ceux des autres ».

(Proverbe africain)

Nous pressentons : des gens, certaines gens bien entendu, vont crier scandale. Oui, parce que nous allons parler un langage au-

quel nous ne les avons pas habitués, un langage que sincèrement nous croyons franc, un langage dur.

Le Congo, depuis son indépendance, souffre d'un mal. Or il faut le guérir de ce mal. Pour y arriver, il est indispensable de diagnostiquer, et ce, complètement.

Nous avons chaque fois été tentés d'attribuer aux seuls colonisateurs, puis, aux seuls « politiciens », la cause du mal dont souffre le Congo.

Comme c'est facile. Et malheureusement ce diagnostic partial et partiel ne nous a pas permis de découvrir tous les microbes qui atrophiaient le corps de notre Congo, afin que nous puissions le soigner et lui faire recouvrer son état sain.

Certes, les colonisateurs ont leur part dans les maux dont souffre le Congo : ils n'ont pas suffisamment préparé notre pays à son indépendance. Ils ont voulu dominer et exploiter éternellement le Congo. Que d'illusions !

Aussi, les « politiciens » en général, ont failli à leur mission de guides et de défenseurs des masses. Ils ont trahi la Nation ; se sont enrichis malhonnêtement, etc...

Mais, ... est-ce seulement ceux-là auxquels nous pouvons jeter la pierre pour avoir glissé le Congo dans l'abîme duquel nous nous efforçons maintenant de le retirer ?

(Suite en page 3)

Qui n'a pas péché ?

(Suite de la page 1)

Le courage, la franchise et l'intégrité nous ont fait souvent défaut pour que notre condamnation échappe à l'impartialité et à l'injustice.

Dans les malheurs du Congo, l'on découvrira, au fond, que tout citoyen, a péché, d'une manière ou d'une autre, peu importe la grandeur du péché, grandeur qui correspond à l'importance du rôle que chacun a à jouer dans les scènes politique, sociale et économique du pays.

Un fait est certain : le courage et la franchise nous manquent pour reconnaître chacun ses responsabilités dans les malheurs du Congo.

Pour ne pas parler d'une façon abstraite, nous allons relever quelques exemples. Que les catégories visées ne croient pas que nous visons des hommes individuellement. Nous allons donc parler de la généralité.

LA PRESSE

Dans cette distribution d'accusations, pourquoi ne pas commencer par la presse, dont nous faisons d'ailleurs partie ?

Nous sommes les premiers à reconnaître que la presse au Congo, tant écrite que parlée, n'a pas fait tout ce qu'elle pouvait, tout ce qu'elle devait faire pour susciter et cultiver la conscience nationale au sein des masses.

La presse, en effet, dans la plupart de cas, s'est empressée et consacrée à « servir les individus » et non le pays.

Or, ce qu'elle devait faire, c'était de parvenir à inculquer dans les cerveaux des Congolais qu'il y a un seul Congo national, et que, lorsque l'on soutient un régime, ce n'est pas nécessairement les personnes dirigeantes dans ce régime individuellement en tant que telles, mais bien leurs bonnes actions, leur politique salvatrice. Car, il est bien entendu, qu'à la cessation de ces bonnes actions, de cette politique salvatrice, il ne reste qu'à vomir ces personnes, sans discrimination ni de tribus, ni d'ethnies, ni d'adhésions politiques.

Le malheur est que, dans ce cas, la presse en général, tant

parlée qu'écrite, a souvent perdu de vue que le culte de personne présente toujours un certain danger : il crée un fanatisme. Or, sur le fanatisme, l'on ne peut construire rien de solide, rien de durable.

L'ARMÉE, LA POLICE ET LA SURETE

Après les colonisateurs, les politiciens et la presse, n'y a-t-il pas d'autres coupables dans les différentes crises congolaises ?

Contrairement à ce que l'on est habitué à entendre : uniquement des éloges donc, à l'égard de l'Armée, de la Sûreté, et quelques fois de la Police, nous sommes persuadés que ce serait avec tort que ces trois catégories prétendraient être totalement innocentes dans les différentes crises congolaises, plus particulièrement quand nous faisons allusion aux rébellions congolaises.

Les mutineries, des pillages, des tueries sauvages, les terreurs, les insécurités, etc... n'ont pas été toujours œuvres des seuls « politiciens », des seuls « civils ». Or, il faut du courage pour que les membres de ces trois catégories admettent que, dans la plupart de cas, le soldat, l'agent de la Sûreté et le policier congolais sont plus craints, redoutés, qu'aimés et respectés.

Or, un soldat, un agent de la Sûreté, un policier..., doivent normalement être aimés, s'attirer les sympathies des populations, parce que, à vrai dire, ils sont, avant tout, protecteurs et défenseurs.

Donc, ces trois catégories, composées de Congolais nés et élevés comme tous les autres Congolais, ont été loin de pouvoir réellement prétendre à une perfection, pour ne pas à avoir à mériter de reproches éventuels.

LE FONCTIONNAIRE ET L'AGENT DE L'ETAT

Parce que l'homme est enclin à décharger les causes d'un échec sur autrui, les fonctionnaires et les agents de l'Etat ont attribué la défaillance et l'incompétence dans l'exécution de leurs fonctions aux agissements et interventions des « politiciens ».

Rien ne peut être plus facile que ce jeu. Mais, au fond, si les

fonctionnaires et les agents de l'Etat étaient tellement honnêtes et sincères envers eux-mêmes, de quoi reprochent-ils les dirigeants politiques, qui ne peut pas leur être reproché à leur tour ?

LES COMMERÇANTS ET LES MASSES

Pour nous, tout le monde a sa part dans les causes des crises congolaises, les masses et les commerçants y compris.

Les escroqueries, les fraudes, les haines, les discriminations et les guerres tribales ou ethniques, etc... tout cela n'a pas été dû aux seuls « politiciens », qui ne sont d'ailleurs comptés que par quelques milliers.

Les masses se sont laissées emporter par le courant de l'« indépendance » : dans de nombreux milieux, la paresse, le libertinage, la corruption, et tant d'autres vices... ont pris solidement place...

Or, dès que, dans un pays, où la paresse, le libertinage, la corruption et tant d'autres vices règnent, il y a décadence et chaos; il y a désordres et troubles; il y a misères et calamités.

EN GUISE DE CONCLUSION

Cela dit, nous voyons donc, que dans le cadre de la Révolution que nous menons arduement, ce sont nous tous qui devons nous corriger; ce sont nous tous qui devons nous révolutionner et nous changer en hommes nouveaux, plutôt que de nous contenter d'accabler les autres des condamnations qui ne servent plus à rien.

Si nous admettons que « les défauts sont semblables à une colline : vous escaladez les vôtres et, de là, vous ne voyez que ceux des autres », à ce moment-là, nous admettrons également que nous devons nécessairement avoir les nôtres qu'il faut alors corriger avant de nous atteler à corriger ceux des autres.

Et l'on verra que le Congo, au lieu de devenir un perpétuel tribunal sans succès, un tribunal dont la seule occupation est de condamner, deviendra un pays où chacun s'occupera du pays et ne recourra plus à la facilité, comme cela a été souvent le cas, hélas !

Gervais RUBANGO

M. Cyprien Rwakabuba dans une interview exclusive à "La Presse Africaine":

"La révolution signifie remplacer les vieilles habitudes . . ."

C'est jeudi 25 mai que M. Cyprien Rwakabuba, directeur du bureau politique et d'orientation du M. P. R. pour la province du Kivu, est arrivé à Bukavu, venant de Kinshasa, pour prendre en mains ses fonctions.

Avant qu'il ne s'attèle à son travail, nous l'avons abordé pour lui demander une interview. Il a accepté bien volontiers de nous l'accorder.

M. CYPRIEN RWAKABUBA, PRESIDENTI PRESIDENT PROVINCIAL

DU M. P. R. ?

D'abord nous avons tenu à nous informer sur des rumeurs qui avaient précédemment couru à Bukavu laissant entendre que M. Cyprien Rwakabuba avait eu plus de chance de devenir président provincial du M. P. R. pour le Kivu.

Voici ce qu'il nous a répondu :

— « Vous dites bien que c'étaient des rumeurs et vous connaissez bien le crédit qu'on accorde aux rumeurs. De toute façon, je n'étais pas le dernier de la liste de ceux qui étaient proposés pour être à la tête du Mouvement populaire de la Révolution.

(Suite en page 5)

La révolution signifie ...

(Suite de la page 1)

« Cependant, comme vous le savez, le Président-fondateur, le citoyen Joseph-Désiré Mobutu, ne veut sentir aucune odeur de toute idée qui freine la révolution : le tribalisme. C'est pour cela qu'il a trouvé mieux - et je l'appuie totalement - de désigner des présidents originaires d'autres provinces. Entre nous : nous devons être très fiers d'avoir eu le citoyen Jacques Kambili pour présider le Parti au Kivu ».

SATISFACTION

C'est alors que nous avons voulu le sonder pour savoir s'il était, en fin de comptes, content de sa désignation au poste de directeur provincial du Bureau politique et d'orientation du Mouvement.

La réaction de M. Cyprien Rwakabuba ne se fit pas attendre. Avant que nous ne terminions notre phrase, il avait commencé à déclarer :

« J'en suis très content. Car ce poste, qui n'est pas des moindres, suppose que le président a placé son entière confiance en moi, confiance pour laquelle je ferai tout pour la mériter, en orientant, dans la voie idéale de la saine révolution, la politique du M. P. R. au Kivu ».

FIDELITE AU MANIFESTE DU M. P. R.

Comme la Raïo Nationale, à Kinshasa, avait diffusé que M. Cyprien Rwakabuba était attendu ce jeudi 25 mai à Bukavu où il est décidé de consacrer tout son être à l'éducation de la masse kivitienne pour que la doctrine du M. P. R. soit solidement implantée dans les cœurs, nous avons souhaité que l'intéressé, étant devant nous, nous

explique, en quelques mots, comment il compte procéder pour réaliser cette éducation.

« Vous possédez, ou vous avez lu le Manifeste du M. P. R., a-t-il répondu. Tout y est dit. Je ne ferai qu'appliquer le contenu, suivant des méthodes appropriées pour chaque région ».

UNE REUSSITE ASSUREE

Enfin, lui ayant posé la question de savoir s'il était optimiste et espérait une réussite complète et totale du Mouvement dans tous les milieux du Kivu, M. Cyprien Rwakabuba nous a fait remarquer ceci :

« Voyez-vous ! Comme on dit, l'avenir n'est à personne. Cependant, jusqu'à ce jour - vous aussi vous êtes de mon avis - je pense que l'accueil réservé au M.P.R. au Kivu est une preuve évidente que la réussite est d'ores et déjà acquise. Il ne suffit que de voir les messages de félicitations et adhésion qui affluent depuis plus d'une semaine. D'ailleurs la façon de travailler du président provincial, le citoyen Kambili, comme vous l'avez reconnu dans votre journal, a rencontré l'assentissement général. Et, je crois que, grâce à lui et à sa méthode, la réussite du Mouvement sera totale et complète dans tous les milieux du Kivu ».

LA PLACE DES AUTORITES COUTUMIERES DANS LA REVOLUTION

Comme il est question que les autorités coutumières sont inquiètes du sort que le Mouvement Populaire de la Révolution leur réserve : le mot révolution signifierait, pour certains commentateurs, remplacer l'autorité coutumière ou diminuer

fortement leur autorité, en faveur d'une autre forme d'institutions plus ou moins démocratiques... nous avons tenu à avoir quelques éclaircissements à ce sujet.

Voici ce que fut la réponse de M. Cyprien Rwakabuba :

« Les tenants du pouvoir coutumier ont tort de s'alarmer ainsi. Car les commentateurs n'ont pas raison de dire que le mot « révolution » signifie « destruction ».

« Il n'est pas impossible que certains chefs coutumiers, qui règnent en potentats absolus, soient rappelés à la raison, sans pour autant dire que tous les chefs coutumiers doivent subir les conséquences des agissements de leurs collègues dépassés par les événements ».

LE SENS DU MOT « REVOLUTION »

Nous n'avons pas voulu nous séparer de M. Cyprien Rwakabuba sans lui demander ce qu'il comprend par le mot « révolution » qui est l'idée-force du Mouvement.

« Le mot « révolution », nous expliqua-t-il, tel que l'entend le Mouvement, veut dire « remplacer les vieilles habitudes qui ne correspondent plus avec les réalités actuelles, tant politiques, économiques que sociales, réalités qui veulent la promotion de la masse qui croupit actuellement dans la misère ». D'ailleurs, si vous lisez attentivement le Manifeste du Parti, a fait remarquer M. Cyprien Rwakabuba vous aurez des explications plus complètes à votre question ».

LE M. P. R. ET L'OPPOSITION

Si l'on tient compte d'une certaine opinion - fautive ou exacte - qui semble gagner certains milieux, il résulte que le M. P. R. ne supportera pas l'opposition. Nous avons donc voulu que le responsable du Bureau politique du Mouvement Populaire de la Révolution nous explique bien la possibilité d'existence du deuxième parti d'opposition prévu par la nouvelle Constitution.

Sèchement, M. Cyprien Rwakabuba rétorqua :

« Ce n'est pas vrai ! Le M.P.R. ne refuse pas l'opposition. Mais il conjure ceux qui voudraient créer un parti d'opposition de voir, avant tout, le bien supérieur de la Nation. Chacun est libre de créer un autre parti même aujourd'hui et le M. P. R. le supportera très bien. Pourvu, bien entendu, qu'il se conforme à la loi et au règlement en la matière ».

ORIGINE DU TERME « CITOYEN »

Enfin, nous avons pris congé du directeur provincial du Bureau politique et d'orientation du Mouvement Populaire de la Révolution du Kivu, M. Cyprien Rwakabuba, par une dernière question qui consistait à lui demander d'où avait-on tiré le terme « Citoyen » qu'emploient entre eux les membres du M. P. R.

« Le M.P.R. n'a pas inventé le mot « Citoyen », nous a confié M. Rwakabuba. Soyez-en certains, tout comme il n'est pas le premier à l'employer. Souvenez-vous de l'histoire de la Révolution française, dite « La Grande Révolution » et rappelez-vous l'idéal du Parti. Et vous aurez la réponse à votre question ».

Nasser

a mal calculé?

Par Gervais RUBANGO

« ...Les déclarations et les menaces incendiaires du président égyptien sèment des illusions parmi ses partisans rapides à s'exciter. Le chef de l'Égypte devrait se rappeler que ce n'est pas la première fois qu'il se laisse porter sur les ailes de son imagination et se voit vainqueur avant même d'être parti au combat ».

» Il devrait se rappeler que la déception ne tarda pas à venir et nous en avons été témoins ».



Ces prédictions qui ont été prononcées lundi 29 mai par M. Levi Eshkol, Premier ministre israélien, qui assurait sa Nation de l'accroissement de la puissance et du renforcement de l'armée de défense d'Israël, armée qu'il dit se trouver alors au mieux de sa force en hommes, en technique, en esprit de lutte et en matériel de combat, viennent de se concrétiser, hélas, aujourd'hui, après quelques heures des premières journées de confrontations armées entre les forces arabes et israéliennes, confrontations dans lesquelles Israël sem-

ble s'être assurée une position de plus en plus avantageuse pour lui, au détriment des pays arabes.

(Suite en page 3)



Le président Nasser (à l'avant-plan sur notre photo), peut-il encore sourire à cette heure-ci, au moment où il semble avoir très mal calculé ?

Autour du conflit israélo - arabe

(Suite de la page 1)

Nasser a mal calculé ?

quait tant la situation que malgré la prudence bien connue de Nasser et son désir évident d'éviter une confrontation avec Israël, un faux calcul ne savait être exclu — et c'était là que résidait le danger.

(Suite en page 8)

mis à l'épreuve par les actuels événements au Moyen-Orient, où le calcul du président Nasser paraît incontestablement avoir été mal fait.

QUI EST L'AGRESSEUR ?

C'est depuis lundi dernier que

l'on se bat sérieusement au Moyen-Orient.

Qui a attaqué le premier ? Israël ou Egypte ?

Ce que nous savons, c'est que chacun de ces deux pays antagonistes accuse l'autre d'être « agresseur ».

Les positions des deux précitées étaient depuis longtemps connues : elles étaient analogues : ne pas accepter de compromis.

Le président Nasser de la RAU avait fait « le serment de maintenir le blocus de la navigation israélienne dans le golfe d'Akaba, même si nécessaire par la force ».

De même, M. Levi Eshkol, Premier ministre israélien, avait fait savoir que « l'Israël n'accepterait pas de compromis et ne se plierait jamais à la décision égyptienne de fermer le détroit de Tiran ». Il avait, en outre, déclaré que « le blocus du golfe d'Akaba équivalait à une agression contre Israël ».

C'est donc cette « agression permanente de la part de l'Égypte » qui a provoqué la réaction armée immédiate et inattendue de la part d'Israël qui était prêt tout le temps pour attaquer l'Égypte à n'importe quelle prochaine autre provocation de la part des Arabes qui ne cessaient d'introduire périodiquement leurs bandes de commandos sur le

territoire israélien pour tuer et enlever les Israéliens.

NASSER POUR LA GUERRE DES NERFS

Le succès destructif d'Israël qui a fait subir aux troupes arabes un échec cuisant et lui a permis de détruire sérieusement les équipements et les matériels de guerre appartenant aux ennemis Arabes, dès les premières heures de combat, montre très bien que Nasser avait mal calculé, lui, qui ne voulait jamais recourir à une guerre ouverte, mais plutôt était partisan de la guerre des nerfs.

Un danger pourtant restait permanent pour Nasser : même si celui-ci avait le sang froid indispensable pour que le conflit israélo-arabe reste dans les limites de la guerre des nerfs, il était, somme toute, loin d'avoir un contrôle absolu sur les activités de ses alliés syriens.

D'autre part, observait-on encore, Nasser, tout en calculant chacun de ses pas dans la confrontation avec Israël, devait également tenir compte de ses répercussions d'une part, dans le conflit qui l'opposait aux pays arabes modérés, et, d'autre part, dans la compétition que lui faisaient les dirigeants du Baath pour le leadership des progressistes du monde arabe.

Tout cela, concluait-on, compli-

Pour une fois, peut-être pour une fois de plus, le talent de tacticien politique généralement reconnu au président Nasser, ce talent qui consiste à déjouer tous les calculs, et à créer la surprise, à jeter le désarroi dans le camp de ses adversaires, à imposer ses conditions de dialogue à des chancelleries uniquement soucieuses de préserver le statu quo, etc..., ce talent-là a été

Nasser a mal calculé

Dans cette lutte pour le leadership du monde arabe, Nasser avait des avantages évidents. Les Syriens ne savaient le dépasser ni dans la lutte contre l'impérialisme ni dans le socialisme scientifique ne se révélant guère plus efficace que le socialisme arabe de Nasser.

Le seul domaine donc dans lequel les Syriens pouvaient devancer Nasser était celui de la lutte contre Israël.

Alors que Nasser prêchait la prudence jusqu'au jour où les Arabes seraient prêts pour le round final, les Syriens prêchaient une guerre immédiate de libération par des méthodes de guérilla.

C'est cette opposition dans les méthodes qui a valu aujourd'hui aux Arabes tant de pertes en hommes et en matériels, et puis, en stratégie, étant donné que les Israéliens occupent actuellement plusieurs points dont la position est fort avantageuse pour les troupes israéliennes ainsi que pour la protection de l'Etat hébreu.

CONFUSION TOTALE

Cela dit, résumons, enfin, la situation telle qu'elle se présentait, au Moyen-Orient, après les pre-

mières jours de combat :

Des informations sur des combats au Moyen-Orient sont tellement contradictoires qu'on ne puisse décrire exactement ni les positions militaires, ni la situation politique dans ces régions. Néanmoins, en grande ligne, il s'avère que de tous les engagements dans les combats, les plus perdants sont les pays Arabes, pour lesquels de nouveaux renforts en hommes sont arrivés au Caire jeudi, venant de l'Algérie et de la Somalie.

Aussi le Conseil de Sécurité des Nations-Unies a-t-il voté une résolution demandant à toutes les unités combattantes d'observer un cessez-le-feu. Et hier vendredi, le Conseil devait encore siéger pour examiner une nouvelle résolution américaine demandant l'armistice et le retrait de toutes les forces belligérantes afin que des discussions nouvelles puissent être engagées, entre les parties intéressées dans le combat, avec la participation de tierces puissances ou de l'O.

N.U. pour trouver une solution aux problèmes qui sont à l'origine du conflit.

La Grande-Bretagne qui a aussi approuvé la résolution du cessez-le-feu, a insisté sur la présence effective des troupes onusiennes pour garder la paix au Moyen-Orient.

RUPTURES GENERALISEES DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Entretemps, tous les pays arabes ont rompu des relations diplomatiques avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qu'ils ont accusés de coalition avec l'Israël. Moscou et la Tchécoslovaquie ont également menacé Israël de rompre les relations diplomatiques avec lui s'il ne cessait pas immédiatement de combattre, parce que, pour ces pays, Israël est agresseur, pour lequel d'ailleurs l'Union Soviétique a présenté un projet de résolution le condamnant comme «agresseur». En effet, dans une note sèche adressée à Israël par Moscou, celui-ci mettait en garde Israël de rompre des relations diplomatiques et de prendre des mesures graves qui s'imposaient si Israël n'obtempérait pas à l'ordre du cessez-le-feu.

IMPUISSANCE DE L'ONU ?

Un fait, triste bien entendu, est que l'ONU à elle seule, est vouée à un échec cuisant qui le rendra ridicule si la bonne volonté des grandes puissances n'intervient pas vite.

En effet, si l'Egypte qui avait dit auparavant qu'elle se batrait jusqu'au bout parce qu'on n'était qu'au début du combat, est aujourd'hui revenue sur sa décision, en annonçant, tout comme la Syrie et la Jordanie, qu'elle était disposée à se soumettre à la résolution du cessez-le-feu, il reste que cette résolution ne restera que théorique, étant donné que tous les pays arabes et Israël également, acceptent le cessez-le-feu, à condition que l'ennemi s'engage à ne plus se battre. Or, dans ce cas, l'on peut se demander qui va accepter le premier à déposer les armes, afin que l'autre suive l'exemple.

Les Israéliens, quant à eux, continuent à dire qu'ils ne veulent pas la guerre, qu'ils n'ont jamais voulu la guerre. Ils imputent la faute à l'ONU qui avait rétiré ses forces du golfe de Tiran et avait ainsi permis ou facilité l'agression par l'Egypte que rien n'empêchait plus pour bloquer les détroits et les canals ainsi que de faire pénétrer ses émissaires provocateurs dans le territoire israélien. Ils imputent également la faute aux grandes puissances qui sont les Etats-Unis, la France, l'Union Soviétique et le Royaume-Uni, qui n'avaient pas voulu prendre, à temps, leurs responsabilités, pour empêcher le conflit qui a finalement dégénéré en guerre.

La position de l'OCAM est maintenant connue : celle-ci s'est expressément réservée pour ne condamner inconditionnellement personne comme «agresseur», tout en se contentant d'approuver, sans réserve, la décision du Conseil de Sécurité demandant le ces-

sez-le-feu, qui est une première étape vers un effort que doivent entreprendre les parties belligérantes pour une paix durable.

SITUATION MILITAIRE

Quant aux positions militaires actuelles, c'est là où se constate une confusion totale, chaque partie voulant faire croire à l'opinion internationale et mondiale qu'elle est gagnante dans la bataille.

Les Israéliens, eux, se félicitent de n'avoir jamais vécu dans un Israël aussi réuni qu'ils maintiennent. Ils ont en effet assiégé quelques villages et villes, dont Jérusalem et Bethléem.

Le matin d'hier vendredi, les troupes israéliennes combattant dans la région du Sinaï annonçaient, avec fierté, qu'elles campaient depuis la nuit de jeudi sur les bords de la Mer Rouge et venaient sur les rives du Canal de Suez, après avoir dérouter les troupes égyptiennes qui avaient vainement osé contre-attaquer.

Les dernières nouvelles de la journée du jeudi avaient indiqué que l'Egypte avait contre-attaqué jeudi dans le mont de Sinaï et avait fait subir aux troupes israéliennes de lourdes pertes en hommes et en matériels de guerre.

QUI CROIRE ?

Actuellement, c'est très difficile de connaître la juste vérité sur ces combats. Cependant, l'avance d'Israël est incontestable et l'acceptation du cessez-le-feu par certains pays arabes qui s'étaient déçus auparavant de combattre jusqu'au bout, jusqu'à la disparition de l'Etat d'Israël sur la carte du globe, trahit la faiblesse de Nasser qui a maintenant besoin des renforts algériens et somaliens et qui maudit aujourd'hui Moscou et Pékin de ne venir pas vite à temps pour le secourir pour qu'il puisse encore tenir longtemps devant Israël.

UNE SOUMISSION HONORABLE ?

Comment expliquer alors le revirement de Nasser dont la décision de cessez-le-feu annoncée par le secrétaire général de l'O.N.U., M. Thant, a surpris tout le monde au Conseil de Sécurité ?

Beaucoup d'observateurs voient, dans le changement brusque de la position de Nasser, une reconnaissance de sa part de sa faiblesse et de la supériorité des forces israéliennes aux troupes arabes. Nasser a ainsi profité de la décision du Conseil de Sécurité pour accepter une «soumission honorable» plutôt que d'être obligé de reconnaître forcément qu'il a été vaincu.

Un fait a, dans tous les cas, changé dans l'annonce des nouvelles sur les opérations militaires : les Arabes se limitent maintenant à exhorter leurs troupes et à affirmer tout simplement que celles-ci se sont courageusement défendues, tandis que les quartiers israéliens ne font que multiplier les transmissions de nouvelles exhaltantes annonçant de nouvelles victoires israéliennes sur l'ennemi.

Les observateurs ajoutent que réellement le prestige de Nasser

est sérieusement amoindri. C'est d'ailleurs à croire aux Israéliens, l'objectif qui a poussé ces derniers jusque vers le Canal de Suez qui constituait, jusqu'à maintenant, la juste fierté de Nasser.

Hier vendredi, le président Nasser devait s'adresser à la Nation. Sûrement, il ne devait plus employer le même ton qu'auparavant. Mais, peut-être, allait-il essayer de camoufler sa défaite, en vue de sauvegarder son prestige, lui, qui avait toujours lutté pour garder le leadership du monde arabe ?

«Nous sommes plus brûlés que des charbons ardents dans notre attente de la bataille contre Israël», déclarait encore dimanche dernier Nasser, qui rejetait toute limitation du blocus du golfe d'Arabie et repoussait d'avance toute idée d'un retour de «Casque-Bleu» en Palestine.

«Cette bataille, enchaînant-elle montrera au monde qui sont les Arabes et qui est Israël. Elle montrera que le soldat arabe est brave et prêt à se battre.»

LES FORCES EN PRESENCE

Voici grosso modo l'état des forces en présence au Moyen-Orient, tel qu'il a été présenté, mardi dernier, par l'agence d'information l'Association de Presse (A.P.):

Egypte : 190.000 soldats réguliers et 120.000 réservistes. 1.400 blindés et 700 avions de combat, plus 100 missiles.

Syrie : 50.000 réguliers, 60.000 réservistes et 4.000 gardes du désert, 600 blindés et 133 avions.

Irak : 70.000 réguliers, 300 blindés, 200 avions.

Jordanie : 35.000 réguliers et 35.000 réservistes, 130 blindés et une quarantaine d'avions.

Arabie séoudite : 55.000 hommes, une centaine de blindés, 60 à 65 avions.

Liban : 11.000 hommes, 150 chars, 50 avions, soit un total de plus de 600.000 hommes dans le camp arabe et plus de 1.000 avions auquel il faut ajouter les contingents promis par le Soudan, l'Algérie, le Maroc et la Libye.

Israël : 300.000 soldats, 800 blindés et 600 avions, plus de nombreux missiles surface-air.

Gervais RUBANGO

Nasser humilié sur les fronts

s'assure de la sauvegarde de sa popularité politique auprès des masses fanatiques arabes

Par Gervais RUBANGO

*Le rossignol ne chante pas toujours
Sous le couvert embaumé des charmillles,
Et le printemps ne dure pas toujours.
Les fleurs ne restent pas ouvertes,
La joie ne dure pas toujours.
Sur les jours heureux, le soleil se couche
Les amitiés ne sont pas éternelles.
Ils ne connaissent pas la vie,
Ceux qui ne savent pas cela.*

Ces vers que nous empruntons au poème de Khushwant Singh, dans son « Train pour le Pakistan », nous allons les appliquer sur le cas de Nasser. Seulement, celui-ci, ayant su cela, a pu donc connaître la vie. Car, humilié sur les champs de bataille, Nasser est descendu dans les rues pour

exploiter la sentimentalité populaire en vue de sauvegarder le peu de prestige politique qui lui restait. D'avance, ne savait-il pas qu'en déclarant sa démission, celle-ci serait purement et simplement rejetée par ses masses ou les hommes politiques qui lui sont fanatiques ?

Il a, pour encore une fois, joué le jeu. Et il a réussi.



Dans notre édition de samedi dernier, nous annoncions que le président Nasser allait prendre la parole vendredi et s'adresser à la Nation.

Sûrement, avions-nous prévu, il ne devait plus employer le même ton qu'auparavant. Mais, peut-être, allait-il essayer de camoufler sa défaite, en vue de sauvegarder son prestige, lui, qui avait toujours lutté pour garder le leadership du monde arabe ?

En effet, battu, désespérément, d'une voix sourde et étouffée par l'émotion, Nasser déclarait, vendredi soir, devant les caméras de la Télévision égyptienne :

« J'ai pris une décision que je vous demande de soutenir. J'ai décidé de renoncer entièrement et définitivement à toutes fonctions officielles et à tout rôle politique et de reprendre ma place parmi les masses populaires pour accomplir mon devoir en tant que simple citoyen ».

Le président Nasser qui parlait d'une voix émue, a ajouté : « les forces impérialistes s'imaginent que Gamal Abdel Nasser est leur ennemi. Je voudrais qu'il soit clair à leurs yeux que la Nation arabe tout entière est leur

ennemie et non Gamal Abdel Nasser seul.

« Les forces hostiles au Mouvement nationaliste arabe essaient d'expliquer que ce mouvement est le fait de Gamal Abdel Nasser. Cela n'est pas vrai, car l'espoir de l'unité arabe est né avant Gamal Abdel Nasser et demeurera après sa disparition ».

TROP GRANDE HUMILIATION

Ce langage était « trop » sincère, « trop » humble, pour cacher la « trop » grande humiliation imposée aux forces égyptiennes par les Israéliens qui avaient infligé une grande défaite, sur plusieurs fronts, aux troupes arabes.

Comme on le savait, déjà Nasser ne se sentait plus à l'aise depuis les premiers jours du combat.

(Suite en page 6)

Nasser humilié sur les fronts

se séparent ».

«... Si les Arabes ne veulent pas venir à la table de conférence, nous resterons où nous sommes pour le moment...», ont fait savoir les dirigeants israéliens qui ajoutent qu'ils ne quitteront plus Jérusalem et s'abandonneront pas Gaza et les rives du Jourdain, avant que la sécurité totale de l'Etat ne soit assurée.

Or, pour l'Egypte, aller à la conférence et s'asseoir à côté de l'Israël, c'est reconnaître cet Etat, fait auquel elle n'a jamais pensé.

Aussi, selon certaines informations, un groupe de jeunes officiers égyptiens, profondément humiliés par la défaite de leur armée et pleins d'ambition, cherchaient-ils à renverser le président Nasser et le maréchal Abdel Hakim Amer.

Evidemment ces informations avaient été démenties par les officiels égyptiens. Mais cela prouvait-il qu'elles étaient dénuées de tout fondement ?

Un fait est déjà certain : quatre de ses généraux et maréchaux ont déjà démissionné.

Enfin... Nasser, après avoir annoncé à la Nation sa démission vendredi soir, revint le lendemain sur sa décision, en faisant savoir qu'il s'était enfin soumis à la volonté du peuple et acceptait de reprendre ses fonctions pour la cause de la guerre, mais qu'il voulait, qu'après celle-ci, son maintien à la présidence soit soumis au référendum populaire.

Pourquoi un référendum ? Nasser se sent-il contesté ? A-t-il été renversé par les siens ?

Ici, le vieux président, a cette fois-ci calculé juste : le fanatisme arabe lui réservait encore la chance de se maintenir ainsi politiquement au pouvoir après avoir été humilié militairement.

Néanmoins, Nasser « réconforté », a lancé l'idée d'une conférence au Sommet arabe pour concerter différents chefs d'Etat en vue de regrouper les forces alliées en vue d'examiner de nouvelles dispositions politiques et militaires à entreprendre contre l'ennemi agresseur, l'Israël, et les pays capitalistes accusés de soutenir ce dernier.

LA BATAILLE SE POURSUIT

Bien que le cessez-le-feu semble avoir été officiellement accepté par Israël et par une très grande partie de pays arabes, il s'avère toutefois, qu'en réalité, la bataille continue.

D'ailleurs ce cessez-le-feu est jusqu'à maintenant rejeté par l'Algérie, l'Irak et la Libye. L'Algérie n'a-t-elle pas annoncé que ce qui s'est passé jusqu'ici n'était que la première phase de la guerre, celle-ci devant être longue et entraîner des conséquences qui doivent dépasser les prévisions de l'agresseur, de l'Israël donc ?

Pour les troupes arabes, harcelées par les masses et persuadées qu'il ne reste plus rien à perdre sinon l'honneur, la meilleure façon de « régénérer le sang arabe est de mourir pour une si noble cause ».

On a une nette impression que la

guerre va se transformer en guérilla et que l'hypothèse d'une « vietnamisation » du conflit, d'une guerre d'usure, n'est plus à écarter, parce que me un avantage pour les Arabes.

D'autre part, comme le répètent les responsables israéliens, de tous les territoires arabes importants qui occupent maintenant sans obtenir des garanties solides contre toute reprise de la guérilla arabe et du blocus. Le crédo équilibre de puissance ainsi créé donne l'occasion d'apporter au problème arabo-israélien une solution durable prenant en considération les questions de frontières, de réfugiés, de programmes communs de développement et, surtout, de stabilité militaire...

Aussi la position des pays socialistes s'est extrêmement durcie : après la rupture des relations diplomatiques entre Israël et les pays socialistes, en l'occurrence : Russie, Bulgarie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Roumanie, Moscou parle maintenant d'une intervention directe armée de sa part en faveur de l'Egypte si Israël ne dépose pas immédiatement les armes.

En réalité, les dirigeants soviétiques peuvent difficilement, fait-on remarquer, faire moins à l'égard des pays arabes, dont certains représentants les avaient rencontrés ces derniers jours pour leur exprimer leur surprise devant l'attitude prudente et réservée de l'URSS.

Pour harceler davantage Moscou, le général Boumediène, président de l'Algérie, n'a pas hésité à prendre l'aviation hier lundi à destination de Moscou pour discuter sur les nouveaux liens arabo-soviétiques par rapport à la guerre du Moyen-Orient. Aussi les manifestations de protestation contre la « passivité » soviétique ont été faites par les populations arabes aux différentes ambassades soviétiques établies dans les Etats arabes.

Certes, Moscou leur avait apporté un « soutien résolu » en paroles, mais, dans les faits, s'efforçait d'empêcher l'internationalisation du conflit, et la confrontation directe avec les Etats-Unis.

LES ESPOIRS ARABES

Si l'on croit à des dépêches en provenance du Caire, l'on peut constater que les Arabes n'ont pas encore perdu tout espoir d'une future victoire arabe.

L'envoyé spécial du quotidien « Le Monde », Eric Rouleau, qui informe que « l'Egypte envisage une résistance populaire », écrit notamment :

« Une nouvelle phase de la guerre israélo-arabe s'est ouverte avec la décision du Conseil de Sécurité d'imposer un cessez-le-feu, considéré ici comme « injuste et immoral ». L'arrêt inconditionnel des hostilités à un moment où les Israéliens se sont assurés des avantages militaires équivalant, estime-t-on, à une capitulation devant le « diktat » de l'agresseur.

» On ajoute qu'il serait faux de croire que les positions militaires égyptiennes se soient irrémédiablement effondrées. On concède certes que l'aviation, prise au dépourvu dans les premières heures de la guerre, a subi un rude coup. L'armée de terre a été privée de ce fait de la protection aérienne indispensable. Mais, ajoute-t-on, si la R.A.U. a perdu une bataille, il lui reste encore à gagner la guerre. La zone de Gaza n'a jamais été considérée comme vitale pour la défense du territoire égyptien ; la preuve en est que le gros des troupes ne stationnait pas dans cette région, laissée à la garde exclusive des milices palestiniennes de M. Choukeiri ».

Plus loin Eric Rouleau reprend : « On affirme encore que l'offensive éclair de l'armée israélienne ne devrait pas engendrer d'illusions quant à la possibilité pour elle de conserver longtemps les positions acquises. Les forces juives finiront par s'enliser dans les sables du désert, faute de pouvoir étendre davantage leurs lignes de communications... »

Les Arabes qui espèrent en des moyens de pression, « sont persuadés d'autre part, indique-t-il enfin, que la position stratégique des ressources pétrolières et le potentiel économique du monde arabe sont d'une telle importance pour les puissances anglosaxonnes que celles-ci seront amenées à exercer une pression sur l'Etat hébreu pour l'obliger à évacuer inconditionnellement les territoires arabes occupés ».

LA GUERRE EST TERMINEE ?

Par contre, « vue de Jérusalem, comme l'indique un autre correspondant du quotidien parisien « Le Monde », Pierre Brouin, la guerre paraît terminée ».

« Tous les records du « Blitzkrieg », écrit-il, ont été battus par une offensive foudroyante, qui, en soixante heures, a permis aux forces israéliennes d'écraser les armées égyptiennes et jordaniennes et d'atteindre les rives du Jourdain et du canal de Suez. Les forces blindées concentrées dans le Sinaï par les deux camps étaient plus importantes que celles qui se sont affrontées dans la bataille d'El-Alamein. Cela n'a pas été pour les Israéliens une « promenade militaire » comme pouvait le faire croire le résultat de l'opération. A l'Est, sur les 530 kilomètres de la frontière jordanienne, ils ont eu à affronter une armée décimée

à se battre et qui s'est battue avec opiniâtreté. Mais tant au Sud qu'à l'Est, le système arabe s'est effondré devant la poussée de l'adversaire ».

VERS UNE MODIFICATION DE LA PHYSIONOMIE GEOGRAPHIQUE ET POLITIQUE DE L'ETAT JUIF ?

Un troisième correspondant du journal « Le Monde » qui parle de l'opinion juive après la victoire militaire israélienne, écrit que celle-ci, « pour les dirigeants israéliens, doit se traduire par des modifications de la physionomie géographique et politique de l'Etat juif ».

«... Si en battant l'Egypte, la navigation dans le golfe d'AKaba est assurée, lieus-nous encore, l'occupation de la Cisjordanie amènera sûrement, affirment les dirigeants de Tel-Aviv, des modifications profondes dans la physionomie politique et géographique d'Israël. C'est avant tout ce que tous les Israéliens appellent la « libération » de la vieille ville de Jérusalem, qui constitue sans conteste l'élément le plus important de la situation nouvelle.

» Le rabbin Goren, aumônier général des armées, s'est exclamé en parvenant devant le Mur des lamentations : « Ce moment, nous l'avons attendu 2000 ans. Aujourd'hui, un peuple retrouve sa capitale et une capitale retrouve son peuple. Plus jamais ils ne

ORGUEIL MILITAIRE ET SENTIMENT RELIGIEUX DES ISRAEELIENS

Actuellement, l'orgueil militaire et le sentiment religieux dominent les réactions des Israéliens.

C'est ce qu'un autre correspondant du même quotidien « Le Monde », Ph. D. décrit en écrivant notamment :

«... L'orgueil d'avoir en moins de soixante heures défilé les forces terrestres égyptiennes et jordaniennes, pratiquement coupé la péninsule du Sinaï et toute l'ancienne Cisjordanie, d'avoir tenu en respect l'armée syrienne, assésant les forces aériennes de l'Egypte, de la Jordanie, de la Syrie et de l'Irak, éclate dans toutes les conversations : « J'espère que nous irons jusqu'à Oaïre avant d'engager toute négociation », affirme un passant ».

Et de reprendre plus loin : « Nous allons avoir pendant dix ans la paix avec les Arabes en raison de la puissance de nos armes, bien sûr, mais surtout parce qu'ils ont maintenant compris que Nasser les avait trahis ».

(Suite en page 6)

Nasser humilié sur les fronts

(Suite en page 3)

« NOTRE JERUSALEM »

La description de cet orgueil militaire et de ce sentiment religieux des Israéliens continue comme suit :

« Mais sur cette terre où même chez les plus farouches défenseurs de la laïcité la religion fait partie de l'histoire contemporaine d'Israël, ce qui a produit l'impression la plus profonde c'est l'accès aux lieux saints. En apprenant que la trompe de Shofar avait résonné au pied du Mur des lamentations, et que la thora avait été apportée sur les ruines du temple de Salomon, tous les Israéliens ont ressenti une intense émotion qu'ils étaient seuls à pouvoir éprouver.

» Ce retour à Sion, deux mille ans après la destruction du haut-lieu religieux d'Israël par les armées de Titus, cet événement couronnant une campagne militaire menée dans des conditions estimées surhumaines, c'est pour beaucoup un acte extraordinaire comparable à la sortie des Hébreux d'Égypte. Cet accomplissement de la promesse faite par Dieu de revenir au sein de son peuple, c'est un nouveau miracle. « Notre Jérusalem », entend-on partout.

LA SOLUTION DE LA PAIX EST ENTRE LES MAINS DES ARABES ET DES ISRAÉLIENS

Après l'échec du Conseil de Sécurité dans le cessez-le-feu qui n'est pas entièrement respecté ou accepté par les intéressés et vu l'impossibilité des grandes puissances pour imposer la paix au Moyen-Orient, l'opinion qui tend maintenant à gagner de vastes milieux est que la paix ne pourra se rétablir au Moyen-Orient qu'après une entente entre les Arabes et les Israéliens qui sont directement concernés.

A maintes occasions, les grandes puissances ont trahi leurs « bonnes » intentions de vouloir « sauvegarder » la paix, en ne tenant qu'à sauvegarder, en premier lieu, leurs propres intérêts tant politiques qu'économiques.

Si un Israélien a pu s'écrier : « Nous avons gagné la guerre sans l'aide de personne, je souhaite que nous négociions la paix seuls avec les Arabes... », ces paroles paraissent appuyées par une partie de l'opinion internationale qui pense que si Israël se montre trop intraitable — tout en continuant à occuper le Sinaï et la Jordanie occidentale, — l'humiliation de la défaite pourrait coûter leur place à Nasser et à d'autres. Or ce qui suivrait pourrait être beaucoup plus virulent. On craint, en effet, que si Nasser est renversé, une situation chaotique et explosive serait alors probable en Égypte...

LA SITUATION MILITAIRE

Enfin, comme il faut parler de la situation militaire pour terminer, nous pouvons dire, qu'en général, elle n'a pas tellement changé depuis quelques jours. Elle reste stagnante, en général, en faveur de l'Israël. C'est pourquoi nous nous contentons de vous reproduire quelques extraits des dépêches d'agences d'informations, datées de mercredi, date à laquelle Israël a revendiqué une victoire totale sur l'Égypte et le contrôle d'un vaste territoire s'étendant des rives occidentales du Jourdain au canal de Suez.

Laissons plutôt la parole au général Itzhak Rabin, chef d'état-major général de l'armée israélienne :

« Les Égyptiens sont battus. Tous leurs efforts visent à se retirer derrière le canal de Suez et nous nous en occupons. Toute la région est entre nos mains. Le principal effort des Égyptiens est de sauver leur vie ».

Le général Rabin a également annoncé :

« 1) La majeure partie de la rive occidentale du Jourdain est aux mains

des Israéliens, y compris Jéricho. La plus grande partie de l'armée jordanienne aurait été faite prisonnière, ainsi qu'une brigade irakienne.

2) Le Sinaï est « pris », pour ce qui est des « parties utiles ».

3) En comparaison de ce qui a été accompli, les pertes israéliennes ne sont pas lourdes ».

Il a ajouté que les forces israéliennes avaient combattu seules contre les forces réunies de l'Égypte et de l'Irak et avaient détruit leurs blindés et leurs infanteries.

« Tout cela, les forces armées d'Israël l'ont fait seules », a dit le général, qui a ensuite présenté, en termes émus, ses condoléances aux familles des victimes.

Le général Rabin a interrompu sa déclaration pour annoncer la prise de Bethléem. Les combats pour la ville ont dû se dérouler mardi.

Le correspondant de l'A.P. à Jérusalem avait vu, mardi, des incendies allumés dans la région de Bethléem.

PERTES ARABES

Tandis que les Israéliens annoncent qu'au cours de cette guerre qui a duré six jours et leur a coûté 100.000.000 de dollars, ils ont perdu 600 soldats tués, le général Mordekhai Hod, commandant de l'armée de l'air égyptienne, a annoncé que 441 avions arabes avaient été détruits, dont 410 lundi, 17 mardi et 14 mercredi.

Il a précisé que les forces aériennes arabes avaient été détruites en trois heures, lundi, par des raids sur vingt-cinq bases aériennes dans trois pays.

Parlant des aviateurs israéliens, dont la moyenne d'âge est de 23 ans il a déclaré :

« Je puis maintenant affirmer que ce sont les meilleurs pilotes du monde. C'est la troisième guerre d'indépendance, et nous l'espérons, la dernière.

» Nous avons taillé en pièces leurs forces aériennes. Nous taillons en pièces maintenant tout ce qui se trouve au sol ».

Le bilan officiel des destructions et des captures de tanks égyptiens par les Israéliens s'élève pour le moment à 250, mais, de source officielle, on déclare que ce chiffre est, en fait, beaucoup plus proche de 600, c'est-à-dire les deux tiers environ de la force blindée égyptienne déployée dans le Sinaï avant l'ouverture des hostilités.

La plus grande partie du matériel est encore intacte. Les Égyptiens n'ont eu ni le temps de s'en servir, ni de le détruire.

Les armes s'étant tues au Moyen - Orient Une dure bataille diplomatique sans issue a commencé

Par Gervais RUBANGO

Le cessez-le-feu ayant été accepté par toutes les parties combattantes au Moyen-Orient, les armes se sont « officiellement » tues.

La première phase de la bataille qui consistait à allumer le feu aux poudres ayant été parachevée par une victoire israélienne, l'on est entré dans la deuxième phase, qui n'est pas la moins difficile : la bataille diplomatique, où d'autres armes, peut-être les plus dangereuses, font la loi.

Ces armes sont : l'orgueil, la passion et la soif de domination, plus idéologique que géographique et stratégi-

que.

Ces armes ont aveuglé le monde et l'ont divisé en deux parties : le monde communiste et le monde non communiste qu'on qualifie souvent, à tort ou à raison, de capitaliste, d'impérialiste.

La physionomie de cette deuxième bataille, la bataille diplomatique, se présente aujourd'hui à peu près comme suit :

CONFERENCE AU SOMMET ARABE

Les Arabes s'unissent et font appel à l'oubli des querelles qui les opposaient actuellement. C'est ce qui explique la conférence des ministres des Affaires étrangères de tous les Etats arabes qui s'est ouverte aujourd'hui au Koweït pour préparer la conférence au « sommet » des chefs d'Etat arabes, bien que la conviction générale ces dernières heures est que cette conférence au sommet des chefs d'Etat n'est plus tellement urgente.

L'idée a été lancée par Nasser qui avait plus d'intérêt à insister sur l'oubli de querelles qui opposaient certains Etats arabes les uns aux autres, Nasser étant soupçonné par certains de ses « frères » de se nourrir d'ambition dominatrice en commençant par renverser les régimes et le pouvoir établi dans certains Etats voisins particulièrement visés.

DEMARCHES ARABO-SOVIETIQUES

Aussi, déçus par les Soviétiques qui n'ont pas militairement intervenu comme ils l'espéraient, pour permettre aux Arabes d'écraser et d'exterminer Israël, les Etats arabes, outre les manifestations de protestation des masses auprès des ambassades soviétiques installées dans leurs pays, ont-ils mandaté le président algérien, le général Boumedienne, auprès des autorités soviétiques à Moscou, pour arracher de ces dernières un engagement formel.

(Suite en page 4)

(Suite de la page 1)

Malheureusement, à nouveau, les Arabes n'ont pas été tellement satisfaits. Tout en leur confirmant son soutien total, Moscou semble ne s'être pas entièrement soumis à toutes les exigences arabes, les Soviétiques évitant malignement à se précipiter aveuglément dans une pareille aventure de laquelle ils risqueraient de ne pas sortir tellement victorieux.

Toutefois, les Soviétiques, pour sauvegarder leur prestige auprès des masses arabes et sauver leur face vis-à-vis des pays soviétiques, ont dû faire quelque chose : ils ont durci leur position et ont monté encore beaucoup plus le ton par une présentation d'une résolution réclamant la condamnation par le Conseil de Sécurité de l'Israël comme « agresseur » et intimant l'ordre du retrait immédiat des troupes israéliennes des positions qu'elles occupent actuellement dans les territoires arabes, et cela, inconditionnellement.

Encore, une fois, malheureusement pour les Soviétiques, cette résolution qui avait été pourtant jugée « positive » par la France, n'a pas recueilli les voix indispensables pour être considérée.

Ainsi, Moscou plus confiant en des représentants afro-asiatiques et latino-américains, recourt-il en la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies pour laquelle les démarches ont été entamées. Ici, cette fois, nombreux pays, sauf les Etats-Unis qui ont répondu négativement et la Grande-Bretagne et le Luxembourg qui se sont abstenus, n'y voient aucune objection. Cette session qui a mille chances de se réunir, s'ouvre si pas ce samedi, lundi prochain du moins.

Notons aussi que Kossyguine, qui, accompagné d'une grande délégation réunissant une cinquantaine de collaborateurs, a tenu à défendre personnellement à l'Assemblée des Nations-Unies la thèse soviétique, s'est d'abord arrêté à Paris pour un entretien particulier avec le général de Gaulle, dont la « neutralité » a été jugée par certains commentateurs être plus favorable aux Soviétiques et Arabes qu'aux Israéliens.

Mais, que nous réservent les votes à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale ?

Nous pouvons difficilement le réaliser, surtout pour ce qui concerne le cas des certains pays africains, qui se voient avant tout en présence d'un dilemme concernant leurs relations aussi bien avec Israël qu'avec l'Egypte.

De l'autre côté, la République Arabe Unie se trouvant l'un des membres fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine, ce fait implique sans contredit des liens entre les membres de l'Organisation avec ce pays.

LA CONFUSION PERSISTE AU MOYEN-ORIENT

Enfin, tandis que la bataille diplomatique se poursuit acharnement tant à l'ONU, au Moyen-Orient qu'à Paris, à Moscou, à Londres ou à Washington, la situation reste critique au Moyen-Orient où les deux

Une dure bataille diplomatique

parties belligérantes ont juré de céder aux menaces.

Israël accepte des négociations « face à face » avec les Arabes. Mais il n'est pas question pour lui de lâcher « inconditionnellement » les localités prises. « Trop de sang a coulé pour qu'Israël accepte de retrouver les frontières qui étaient les siennes avant le début de la guerre lundi 5 juin... », répète-t-on à Tel-Aviv où les Israéliens ne sont pas du tout disposés à marchander surtout pour Jérusalem et Gaza.

Lorsqu'il a dit devant le Mur des Lamentations : « Nous sommes revenus dans le plus saint de nos lieux saints et ce n'est pas pour en repartir », le général Moshe Dayan, ministre de la Défense exprimait les sentiments de tout un peuple.

En grande partie, pour ne pas détruire les sanctuaires et lieux saints de trois religions dans la vieille ville, les Israéliens n'avaient pas utilisé des canons de gros calibre pour se rendre maîtres du secteur jordanien. Cela leur a coûté de lourdes pertes et, ayant volontairement accepté ce sacrifice, ils n'ont pas l'intention de faire de Jérusalem un sujet de discussions lors de futures négociations.

Les forces israéliennes occupent actuellement toute la rive occidentale du Jourdain et sont maîtresses d'un territoire relativement étendu dont de nombreux Israéliens estiment qu'il aurait dû appartenir à leur pays dès la naissance de celui-ci.

En ce qui concerne la question d'une éventuelle frontière entre Israël et la Jordanie, les Israéliens ne semblent pas avoir une politique encore bien définie, mais l'opinion générale est que, bien que le Jourdain paraisse la frontière naturelle, un compromis pourrait être accepté à propos du territoire de la rive occidentale que tiennent maintenant les Israéliens, pour permettre la solution du problème plus générale de la paix.

On parle vaguement de la possibilité d'un contrôle commun jordanien-israélien de la rive occidentale du fleuve et de ses eaux, mais on ne voit pas encore très bien comment cela pourrait être réalisé.

En ce qui concerne la frontière avec l'Egypte, les Israéliens ne considèrent tout simplement pas que la bande côtière de Gaza fasse partie du territoire égyptien. Le retour de cette bande de terrain de 40 km de long aux Egyptiens en 1956 constitue à leurs yeux une erreur impardonnable imposée par les Nations-Unies. Ils ne comptent pas la renouveler.

Quant à Charm el-Cheikh, qui domine le détroit de Tiran et contrôle ainsi l'entrée du golfe d'Akaba, les Israéliens ne sont nullement disposés à l'abandonner, à moins que le droit d'accès à la mer Rouge pour le port d'Eilat ne leur soit accordé sans restrictions dans le cadre d'un traité de paix qui fixerait également le sort de Charm el-Cheikh.

Du côté arabe, c'est connu de-

puis longtemps que l'Egypte ne s'assurera jamais, autour d'une même table, avec Israël, pour négocier. Car, pour la RAU, cette façon d'agir, reconnaîtrait l'existence d'Israël comme Etat.

« Nous avons maintenant perdu des villes, des villages, de fameux temples. Les conspirateurs sionistes pourraient même tâcher de réaliser leur rêve d'un empire qui s'étendrait de l'Euphrate jusqu'au Nil. Mais il est une chose qu'ils ne peuvent pas nous prendre : notre détermination de rejeter les envahisseurs », a déclaré M. el Farrah, le représentant jordanien.

On se console de ce que le dernier espoir est encore placé en l'ONU dans le règlement diplomatique.

A notre avis, cet espoir semble de plus en plus être voué à s'évaporer dans le monde d'illusions. Car, un règlement pareil suppose : l'acceptation par les Arabes de l'existence de l'Etat d'Israël au Moyen-Orient, de sa souveraineté, de ses frontières et de la libre navigation de ses navires dans le golfe d'Akaba et dans le canal de Suez, les quatre grandes puissances s'en portant garantes ; le règlement du problème des réfugiés arabes palestiniens ; un accord des grandes puissances sur le contrôle équilibré et rigoureux des livraisons d'armes aux pays du Moyen-Orient ; et une aide mondiale concertée à la collaboration économique et sociale éventuelle entre Israël et les pays arabes.

ESPOIR EN L'O.N.U. ?

On voit donc que, pendant que les Arabes ne se montrent disposés qu'à soumettre au jugement de l'Assemblée générale des Nations-Unies le différend qui les oppose aux Israéliens au Moyen-Orient, Israël, lui, se méfie des grandes puissances et de

l'ONU et reste convaincu que la paix durable au Moyen-Orient ne pourra naître que de l'entente et de la compréhension qui doivent se réaliser entre les Arabes et les Israéliens. L'on a pu entendre un dirigeant israélien avancer :

« Il peut y avoir de beaux jours pour le Proche-Orient en dépit de ce qui est arrivé. Si les Arabes se rendent enfin compte qu'ils ne pourront jamais nous battre, peut-être profiteront-ils de ce que nous avons à offrir dans le Proche-Orient, et que nous offrons très volontiers ».

La méfiance en l'ONU et en les grandes puissances a été explicitement exprimée par M. Abba Eban, ministre israélien des Affaires étrangères, qui a déclaré : « Je dois dire que l'idée qu'Israël se faisait des fonctions de l'ONU pour le maintien de la paix, est devenue fort piètre après les événements du mois dernier. Le retrait soudain des forces de l'ONU, dans des circonstances très néfastes pour la sécurité d'Israël, est une expérience que nous ne pouvons oublier ».

En ce qui concerne les quatre grandes puissances, M. Eban a déclaré qu'Israël aimerait les voir user de leur influence d'une manière équilibrée pour le maintien de la paix, mais, qu'à son sens, ces puissances ne pouvaient pas apporter la solution aux problèmes soulevés dans un cadre régional.

L'INQUIETUDE PERSISTE

A méditer sur les différentes prises de positions, l'on se rend donc compte que, dans ce conflit, les grandes puissances, d'une part, continuent à chercher de nouveaux clients du côté d'Israël ou des Arabes, à entretenir la course aux armements, et, finalement, la haine dans cette région du monde.

D'autre part, certains observateurs y découvrent un « nazisme » comparable au « hitlérisme » qui se caractérise par cette hystérie de la propagande. D'autres disent que l'antisémitisme a été remplacé par un autre en troquant les Juifs contre les Arabes.

Enfin, les observateurs qui voient dans ce conflit du Moyen-Orient un début d'une guerre semblable à celle vietnamienne, n'hésitent pas à conclure : « Comme en Espagne jadis, comme au Vietnam aujourd'hui, la guerre de Palestine peut être le champ clos où les deux grandes puissances nucléaires se battent par personnes interposées et dans les limites des armements non nucléaires. Comme au Vietnam aussi, les dangers d'escalade en pareil cas seront grands, et on peut craindre qu'à un moment donné les événements n'échappent à la volonté des hommes... »

» En bien de (...) circonstances, nous voyons des gouvernements poussés petit à petit vers une guerre qu'ils redoutent l'un et l'autre. Il est sûr que le président Johnson et M. Brejnev partagent en ce moment la même angoisse et veulent à tout prix éviter un affrontement général. Dans quelle mesure le peuvent-ils ? Les énormes blocs continentaux actuels représentent un ensemble de forces et de tensions psychologiques qui dominent dans une large mesure la volonté et la liberté des hommes d'Etat. Ils risquent de se trouver conduits à des croisées de chemin où plus aucune voie de salut n'apparaît. A force de ne pas régler des problèmes qui s'enveniment, à force de défendre à l'infini des points de vue nationaux, considérés comme sacrés, l'on fait naître des situations sans issue ».

Donc on voit que la paix au Moyen-Orient n'est pas pour demain, par le fait que la bataille diplomatique, qui a été déclenchée, sera dure et paraît chaque jour de plus en plus sans issue.

Gervais RUBANGO

La guerre du Moyen-Orient

devant l'Assemblée Générale des Nations - Unies

Par Gervais RUBANGO

A la demande de Moscou, c'est hier lundi que s'est ouverte la session extraordinaire sur le problème du Moyen-Orient.

Au cours de cette session, l'U. R.S.S. espère obtenir la condamnation d'Israël comme «agresseur» et faire intimer l'ordre à Israël de retirer immédiatement ses troupes sur les territoires arabes «temporairement» occupés par les agresseurs israéliens...

Quelles seront les conclusions de cette session extraordinaire qui, probablement, va durer trois semaines?

Voilà un mystère! Car le ton qu'aurait employé l'U.R.S.S. lors de la première séance, c'est à-dire de celle d'inauguration d'hier

lundi, aura à orienter les débats suivants et à favoriser un aboutissement à des négociations réalistes et constructives pour la paix au Moyen-Orient en particulier et la paix mondiale en général.

WASHINGTON OPPOSE A LA REUNION

C'est contre les souhaits de Washington que cette session extraordinaire de l'Assemblée générale aux Nations-Unies s'est ouverte hier.

En effet, les Etats Unies, qui avaient immédiatement réagi contre la convocation de la présente session, avaient accusé Moscou, puisque, selon Washington, « en réclamant la convocation de l'Assemblée générale des Nations-Unies pour examiner les conséquences de l'«agression israélienne», l'U.R.S.S. cherche à se racheter auprès des pays arabes».

D'après les mêmes milieux de Washington, trois facteurs principaux seraient à l'origine de la demande soviétique:

1) Moscou cherche à retrouver son prestige auprès des na-

tions arabes, prestige qui a été sérieusement terni après la «perte de face» résultant des succès du général Moshe Dayan sur le théâtre opérationnel.

2) Les Soviétiques veulent forcer la main à Israël le plus rapidement possible.

3) Ils veulent se faire pardonner d'avoir «lâché» les Arabes à un moment critique.

MEFIANCE ARABE

Bien que Moscou se donne toutes les peines du monde en faveur du monde arabe, celui-ci continue à se méfier de l'U.R.S.S. A la veille même de l'ouverture de la session, la R.A.U. qui craint de ne devoir se trouver que devant un nouveau Yalta créé par les événements du Moyen-Orient, tout en se consolant qu'une solution miracle peut encore être trouvée par le général de Gaulle, n'a pas hésité à indiquer que si Moscou et Paris échouaient de faire aboutir les négociations à la satisfaction des Arabes, ces derniers se tourneront vers le Tiers-Monde. Comprenez ici la Chine populaire.

(Suite en page 6)

La guerre du Moyen-Orient

humaine, il ressort que ce peuple a droit à une place sur le territoire de ses ancêtres. Jusqu'à présent il avait été tenu à l'écart de la côte palestinienne par l'impérialisme britannique. La division de la Palestine en un Etat juif et arabe changera cette situation. L'Union Soviétique soutient le droit du peuple juif sur un pays qui lui appartient.»

Ainsi, rappelons-nous-le bien, s'exprimait Gromyko alors chef de la délégation soviétique aux Nations Unies, en mai 1947, lors d'un débat à Lake Success. Cette opinion soviétique, favorable à la création d'un Etat juif, venait rejoindre celle de quelque vingt nations occidentales.

LE TON BAISSÉ

Cela dit, revenons au Moyen-Orient pour voir ce qui s'y passe.

Un espoir semble commencer à naître: le ton d'exigences de parts et d'autres baisse?

« Nous sommes fiers de remercier tous ceux qui ont contribué à notre succès. Nous souhaitons maintenant la paix avec nos voisins », a-t-on pu entendre de la bouche de M. Kadisch Luz, président de la Knesseth, qui avait pris la parole en présence de M. Zalman Chazar, président de la République,

du général Itzhak Rabin, d'un public très nombreux et 120 députés d'Israël.

Aussi, n'a-t-on pas entendu Ben Gourion déclarer récemment qu'Israël était disposé à rendre le Sinaï, si, bien entendu, les Arabes acceptaient de négocier?

De l'autre côté, le ton baisse également. Aujourd'hui, au Caire, l'on commence déjà à faire allusion à des négociations possibles sur les voies navigables. Mais, évidemment, en y mettant comme condition, l'effacement de toutes les conséquences de l'agression israélienne.

Cela démontre-t-il que les responsables de l'avenir arabo-israélien commencent à revenir à la raison, après toute une période de passion dictée par l'éclatante victoire d'une part et par la totale humiliation d'autre part?

Nous pouvons le supposer. C'est aux «Quatre grands», si réellement ils sont conscients de l'indispensabilité du rétablissement immédiat de la paix au Moyen-Orient, de profiter de cet état de choses. Malheureusement, peut-il se faire que, dans la recherche de nouveaux clients, la Chine communiste, vers laquelle les Arabes ont tendance de se tourner, essayera d'exploiter cette situation, en per-

durant la confusion et en intensifiant les hostilités arabo-israéliennes, afin de se planter solidement dans cette région, en remplacement des Russes, qui, dans ce cas, auraient échoué.

JERUSALEM UNIFIEE

En attendant le développement du problème israélo-arabe actuellement soumis devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, les Israéliens qui avaient juré de ne plus jamais pouvoir céder Jérusalem, ont, une fois pour toujours, réuni, hier lundi, l'administration de la ville de Jérusalem et proclamé cette ville capitale de l'Etat d'Israël.

On sait que déjà à partir de lundi de la semaine dernière, les Israéliens avaient fait sauter les barrières de barbelés, murs de protection, caches et barricades, rails anti-chars et chevaux de fraise qui, depuis près de vingt ans séparaient les deux secteurs israélien et jordanien de Jérusalem.

Ainsi les derniers vestiges de division de la vieille ville sont abolis.

LE PAPE CONTINUE A PRIER POUR LA PAIX...

Tandis que partout ailleurs, dans le monde, l'on se lance mutuellement des accusations et des insultes, l'on fait des combinaisons pour aggraver la situation, ou l'on se préoccupe sérieusement de recher-

cher la paix dans ce coin du monde, au Vatican, le Pape Paul VI continue à faire ses appels angoureux aux chefs d'Etat arabes et israéliens.

« Poussé par le devoir de Notre ministère, animé par une solidarité et un amour égaux pour tous les peuples, angoissé par la pensée des souffrances, des deuils et des ruines que la guerre apporte aux individus, aux familles et aux nations. Nous adressons à vous, comme aux chefs des autres pays en conflit, et au nom de Dieu, vous adjurons d'accueillir la requête des Nations Unies pour la cessation immédiate des combats, pour qu'à la violence des armes puissent se substituer des négociations confiantes, raisonnables et honorables, et que la paix tant souhaitée puisse être rendue à ces régions. Nous vous assurons que Nous invoquons du Tout-Puissant qu'Il vous assiste dans les graves décisions que vous avez à prendre et qu'Il vous fasse choisir les voies qui vous méritent la reconnaissance de tous ceux qui ont des sentiments d'humanité ».

Enfin, la solution du problème du Moyen-Orient n'est ni pour aujourd'hui, ni pour demain.

C'est pourquoi, tout en nous arrêtant ici aujourd'hui, nous espérons pouvoir vous résumer la prochaine fois ce qui s'est passé à l'Assemblée générale des Nations Unies, dont la session extraordinaire sur le Moyen-Orient s'est ouverte hier lundi, et au cours de laquelle les Etats-Unis, l'U.R.S.S., Israël et la R.A.U. ont fait prévaloir leurs points de vue.

Gervais RUBANGO

Moscou intensifie la bataille diplomatique à New-York et réarme l'Arabe au Moyen-Orient

Par Gervais RUBANGO

L'Assemblée générale extraordinaire sur les événements du Moyen-Orient s'est ouverte, comme prévu, samedi 17 juin, à 13 h 30 GMT.

La première séance de l'Assemblée a été de pure forme, car le débat ne commencerait que lundi.

Lundi, les Etats-Unis, qui étaient opposés à la réunion de l'Assemblée générale aussi longtemps, du moins, que le Conseil de Sécurité restait saisi de la question du Moyen-Orient ont pris la parole les premiers. L'Union Soviétique était inscrite ensuite pour être succédée à la tribune par Israël, la R.A.U., etc...

Au moment où nous sortons de la presse, les débats continuent.

Mais, au fur et à mesure que la liste d'interventions s'allonge, l'on se rend compte de ce que cette session extraordinaire peut durer éternellement sans issue, aussi longtemps que les « Quatre Grands » entre les mains desquelles paraît être déposée la destinée du monde, ne se sont pas encore mis d'accord pour trouver une solution commune, à la fois pratique, réalisable et acceptable par les deux groupes antagonistes en guerre, à savoir les Israéliens et les Arabes.

M. THANT PARMIS LES ACCUSES

Parmi les accusés à cette Assemblée, figure M. Thant, secrétaire général des Nations-Unies, qui s'est vu violemment accusé, plus particulièrement par Israël, qui a laissé entendre que celui-là avait des liens particuliers avec Nasser, ce qui l'avait forcé de décider unilatéralement le retrait des « casques bleus » de la bande de Gaza et du mont Sinai, fait qui a permis à Nasser de pouvoir librement bloquer le golfe d'Akaba, le détroit de Tiran et le canal de Suez, au détriment et au mépris d'Israël.

M. Thant a beau s'expliquer, mais cela n'a pas empêché que sa réputation et son honnêteté soient, d'une certaine manière, gâchées, aux yeux des certaines délégations. Il a été même, à un moment donné, question d'une démission probable de M. Thant dans le tout prochains mois.

LA DOUBLE POLITIQUE SOVIETIQUE

Un autre fait également très important, qui se rapporte à cette session, est que Moscou y a attaché

une importance particulière pour sa victoire diplomatique, ce qui l'a amené à devoir dépêcher, à New-York, Kossyguine en personne, afin que celui-ci gagne, à la cause défendue par Moscou, c'est-à-dire la cause arabe, nombreux pays tant parmi les « Grandes Puissances » que parmi le Tiers-Monde ou les pays européens.

Mais, réellement, Moscou recherche-t-elle la paix ?

C'est la question que tout le monde se pose.

On sait, en effet, que Washington et Moscou avaient tout fait pour que, finalement, Johnson et Kossyguine se rencontrent pour un échange de vues, en vue de trouver une solution capable de ramener la paix au Moyen-Orient.

(suite en page 4)

Moscou intensifie la bataille diplomatique à New-York et réarme les Arabes au Moyen-Orient

(Suite de la page 1)

C'est ainsi qu'hier vendredi, avant que M. Kossyguine ne rentre à Moscou, les deux « Super Grands » se sont rencontrés, non pas à Washington, ni aux Nations-Unies, mais bien dans une petite ville américaine, à mi-chemin de Washington, et non pas pour une visite de courtoisie, mais bien pour une rencontre de travail au cours de laquelle d'importants problèmes intéressant les deux pays et la politique internationale ont été librement débattus.

Les deux chefs n'ont pas tenu compte de critiques, ni de mécontentements que leur rencontre allait susciter chez les extrémistes des deux camps.

Pour eux, ce qui a compté, c'est la détente internationale et l'amélioration des relations Est-Ouest.

Mais, entre-temps, au moment où se tient, à New-York, une session extraordinaire sur le conflit israélo-arabe, session convoquée à l'insistance expresse de l'Union Soviétique, au moment où Johnson et Kossyguine tiennent une réunion, tête-à-tête, en dehors de l'Assemblée des Nations-Unies, pour éviter un conflit international au Moyen-Orient, etc... le chef de l'Etat soviétique, M. Podgorny, se trouvait au Caire, chez Nasser, pour faire l'inventaire du bilan de la défaite arabe et dresser un plan pour l'avenir, plan qu'on croit savoir ne pouvoir être autre que le réarmement des Etats arabes par les Soviétiques pour la poursuite de la guerre jusqu'à la « liquidation des séquelles de l'agression israélienne ».

UNE NEUTRALITE QUI N'EST PAS NEUTRE

Après l'attitude ambiguë de Moscou, vient ensuite la « neutralité » de la France, ou pour dire plus exactement, la « neutralité » de de Gaulle, qui devient de plus en plus suspecte.

En effet, le général de Gaulle a profité de la confusion au Moyen-Orient pour tenter de gagner, somme toute, la sympathie moscovite et l'amitié arabe.

C'est ainsi que tout en étant « neutre », la France, en la personne de de Gaulle, s'est uniquement contentée de « blâmer » les Arabes d'entretenir un climat hostile à

l'Etat d'Israël, qui a, pourtant, droit à exister. Mais elle a condamné catégoriquement Israël d'une part d'être « agresseur » guidé par l'esprit expansionniste, ainsi que les Etats-Unis, d'autre part, qu'elle accuse avoir déplacé leur conflit à la mode vietnamienne au Moyen-Orient.

Mais, en somme, on notera bien que la France fait tout pour passer sous silence la politique que l'Union Soviétique est en train de mener à New-York, et plus particulièrement au Moyen-Orient, politique que personne ne peut prétendre être la moins intéressée ou simplement préoccupée par le rétablissement de la paix durable et de la réconciliation israélo-arabe.

UN MONDE DIVISE

En réalité, le développement de choses, c'est-à-dire l'ensemble d'interventions à l'Assemblée générale des Nations-Unis ne fait que démontrer que le monde est divisé, dans le problème actuel du Moyen-Orient, dans plusieurs cas, dont les uns se rapprochent les uns des autres, tandis que les autres sont diamétralement opposés les uns aux autres. Ces camps, nous pouvons les classer à peu près comme suit :

— Ceux qui exigent le retrait inconditionnel des troupes israéliennes des territoires arabes conquis, réclament la condamnation totale d'Israël comme « agresseur » et des Etats-Unis ainsi que de la Grande-Bretagne comme « co-agresseurs », ayant intervenu aux côtés des Israéliens pendant la bataille, mettent, comme condition, à toute négociation, le retrait préalable des troupes israéliennes, pour le rétablissement de la paix au Moyen-Orient.

— Ceux qui écartent toute condamnation cassante d'Israël comme « agresseur », celui-ci ayant été forcé de réagir suite à de multiples provocations arabes menaçant sa souveraineté, mais qui s'opposent à ce que Israël étende son territoire, exigent pourtant que les Arabes reconnaissent Israël comme Etat, souhaitent qu'Arabes et Israéliens s'assoient autour d'une même table pour se réconcilier et prendre des engagements réciproques qui garantissent la sécurité et la souveraineté de chacun des intéressés.

— Ceux qui encouragent Israël à ne rien céder, avant que les Arabes ne le reconnaissent comme Etat et ne lui assurent toutes les garanties nécessaires pour une paix et une sécurité solides et durables.

— Ceux qui condamnent les « Quatre Grands » de n'avoir pas tout fait pour préparer le terrain d'entente, mais, au contraire, d'avoir armé et de continuer à armer les belligérants.

— Ceux qui, ne croient plus à l'efficacité de l'O.N.U et qui préfèrent à celle-ci une réunion des « Quatre Grands » ou une conférence qui réunirait les Israéliens et les Arabes pour trancher seuls leurs problèmes.

— Ceux qui, enfin, continuent à s'efforcer à supplier les « Quatre Grands » à aider, avec désintéressement, les Arabes et les Israéliens à retrouver la paix et à bâtir une véritable amitié.

LA PAIX POUR DEMAIN

On voit donc que le climat qui a régné à l'ouverture de la session et qui continue à régner à l'Assemblée générale des Nations-Unies reste tendu, les accusations mutuelles, les prises de positions fermes ou intéressées prédominant les débats pour lesquels, pourtant, le sang-froid, la bonne volonté et la recherche du véritable bonheur des peuples, devraient normalement guider les délégations en vue de sauvegarder la paix fortement menacée dans cette partie du Monde, où les fils d'Abraham s'entredéchirent.

En marge de cette session, le chef de l'Etat français, le général de Gaulle, n'a-t-il pas déclaré en Conseil des ministres que celle-là ne serait qu'une « formalité spectaculaire, sans réelle utilité » ?

Hélas ; les prévisions du général de Gaulle, dans ce cas, viennent de se confirmer, la paix et la sécurité au Moyen-Orient devenant de plus en plus dépendantes de la volonté des « Quatre Grands » que de celle des parties intéressées : les Israéliens et les Arabes, qui se voient ainsi devenus les malheureux jouets de la folie, de l'orgueil, de l'ambition et de l'aveuglement internationaux.

Gervais RUBANGO

Autour du conflit israélo-arabe

Répercussions du conflit

MOSCOU A L'AVANT-GARDE DE LA BATAILLE DIPLOMATIQUE

L'Union Soviétique, qui est la protagoniste de la présente session extraordinaire de l'Assemblée générale, n'a pas voulu intenser cette bataille diplomatique qu'elle est décidée de gagner irrévocablement après avoir perdu la guerre au Moyen-Orient. Comme on le sait, l'URSS avait demandé la condamnation d'Israël comme « agresseur », le retrait immédiat des troupes israéliennes sur les territoires arabes occupés, l'indemnisation des Etats arabes endommagés par l'agresseur, etc...

Mais pourquoi Moscou se démène-t-elle tellement pour la condamnation d'Israël à la disparition de ce dernier, lui, à qui, pourtant, Israël doit la reconnaissance de son existence comme Etat ?

Pourquoi Moscou, qui ne veut pas déclarer une guerre contre les Etats-Unis au Moyen-Orient, tente tous les moyens jusqu'à réarmer les Arabes contre Israël ?

Pourquoi, tandis qu'un Américain, d'une part, Kossyguine et Johnson faisaient tout pour se rencontrer, et se sont finalement rencontrés pour un échange de vues sur les problèmes du Moyen-Orient, du Vietnam, du Laos et de l'Allemagne, et qui sait si ce n'est pas pour cimetière une éventuelle amitié issue des liens grâce auxquels les deux « Supers » ne se laissent pas entraîner par des personnalités de moindre envergure et extrémistes, au Moyen-Orient, d'autre part, le chef

de l'Etat soviétique temporise dans des entretiens avec les Arabes, plus particulièrement avec Nasser, non pas en vue de convaincre ces derniers de renoncer à la guerre, mais bien pour les encourager à lutter jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à « la liquidation de toutes les séquelles de l'agression israélienne » ?

Un fait, un seul fait explique cela : regagner le terrain perdu dans le monde arabe après le cessez-le-feu, rétablir le prestige et les positions soviétiques au sein du « tiers-monde », et, enfin, barrer le chemin à Pékin qui veut profiter de l'occasion pour le remplacer au Moyen-Orient.

En effet, Pékin, qui, après avoir maudit « l'impérialisme américain, lequel, en collusion avec les impérialismes britanniques, avait directement incité son chien courrait Israël à perpétuer une sale guerre d'agression contre la RAU », s'est ensuite attaqué à « la clique révisionniste soviétique, qui, une fois de plus, avait joué un rôle ignominieux en affichant une attitude de soutien à la cause de la résistance arabe et en la poignardant dans le dos », etc..., cette « clique Kossyguine-Brejnev, qui, non seulement, avait refusé de livrer aux pays arabes le matériel nécessaire à leur défense, notamment l'aviation, pour pouvoir résister aux attaques américaines, mais, a été, tout le temps, de connivence avec les impérialistes ».

DE LA « NEUTRALITE », LA FRANCE CONDAMNE ISRAEL ?

Depuis le début du conflit armé du Moyen-Orient, la France s'était déclarée « neutre ».

M. André Bettencourt, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui a expliqué, au cours d'une séance au Sénat français, l'avantage de la « neutralité » française, avait notamment déclaré : « La position de notre pays lui a permis de conserver le capital de sympathie et de confiance qu'il possédait dans les deux camps. Les possi-

bilités diplomatiques ainsi acquises ou conservées, il les utilisera pour obtenir une solution durable et pacifique ».

Le secrétaire d'Etat souligne à ce propos que ce serait « un mauvais service à rendre à Israël que de l'encourager à se lier à l'un quelconque des deux blocs. Il est d'ores, et déjà certain, précise-t-il, qu'aucun des problèmes qui se posent au Moyen-Orient ne pourra être réglé par la force, ni

sous la pression d'influences extérieures commandées par des considérations politiques et économiques étrangères aux réalités de cette région du monde.

« Ce n'est l'intérêt d'aucun pays du Moyen-Orient de devenir, dans le jeu des grandes puissances, les éléments dont celles-ci se serviraient aux fins propres de leur politique.

« Le gouvernement français estime que la coexistence et la coopération de ces pays ne pourront être obtenues que si chacun y apporte son concours, sans chercher à faire œuvre personnelle, avec la seule volonté désintéressée d'aider des peuples et des nations qui ont droit à la vie et à la paix.

« Quel sera le rôle de la France dans les négociations à venir ? Je sais pouvoir dire qu'on souhaite l'aide de la France, aussi bien du côté d'Israël que du côté des pays arabes ».

Cette attitude a valu jusqu'aujourd'hui, à la France, l'estime des Soviétiques, la reconnaissance des Arabes et la déception des Israéliens et des amis de ces derniers.

D'abord, le président Boumediène, qui exprimait l'opinion arabe, en survolant le territoire français en route pour Moscou, a adressé un message au général de Gaulle :

« Au moment de survoler la France, je tiens à vous dire que l'Algérie a enregistré avec une réelle satisfaction la position remarquable du gouvernement français dans cette tragique crise du Moyen-Orient, venue rendre encore plus précieuse la paix et la sécurité du monde.

« Aussi, tant au nom du peuple algérien qu'en mon nom personnel, je tiens à formuler à Votre Excellence des vœux sincères de bonheur et de prospérité pour vous-même et pour la France.

« Je formule également des vœux pour la consolidation des liens d'amitié et de coopération entre nos deux pays ».

Mais, comme nous l'avons signalé, la « neutralité » française a divisé l'opinion française, dont une partie juge que « le gouvernement français n'a pas servi les intérêts du pays, en restant neutre, car l'intérêt de la France était d'être du côté du droit et de la morale internationale... ».

Pourquoi Nasser avait démissionné ?

Un correspondant du journal « Le Monde », Eric Rouleau, qui a pu disposer d'informations fragmentaires sur les circonstances qui ont motivé la démission du Président Nasser, a précisé l'image que l'on s'était faite des derniers événements.

A l'intention de nos lecteurs, nous republions quelques extraits de son texte que nous croyons les plus importants :

« ... Il semble bien en effet, que deux généraux se faisant les porte-parole de l'armée du Sinaï, aient entrepris le 8 juin une démarche pressante auprès du chef de l'Etat pour le presser d'accepter un cessez-le-feu auquel il était alors réfractaire. Deux tendances se dessinaient alors dans l'entourage immédiat du Raïs : l'une préconisait la poursuite de la lutte sous toutes ses formes, y compris la résistance populaire ; l'autre l'incitait au contraire à arrêter les frais d'une guerre sans issue et de reprendre sans tarder le dialogue avec les Etats-Unis.

« Désarmé par les fâcheuses nouvelles du front, conscient des risques immenses qu'il prendrait en ne mettant pas fin aux combats, se sentant abandonné

par certains de ses fidèles compagnons, ne pouvant pas compter sur un succès évanescent, et n'ayant rien de mieux à proposer, il accepta le cessez-le-feu inconditionnel.

« La logique voudrait alors qu'il envisage l'ouverture de pourparlers en vue de la conclusion d'un nouvel accord d'armistice, voire d'un traité de paix aux conditions posées par les vainqueurs. Mais il réalisa d'avance qu'il n'est pas en mesure d'assumer cette lourde tâche. Sur le plan humain, d'abord, le révolutionnaire de 52, « le héros de Suez », l'unicitaireur du monde arabe, « le champion de l'anti-impérialisme » ne revent pas descendre dans l'histoire comme l'homme de la capitulation.

(Suite en page 4)

« ... Les Grands parleront de zones d'influence, poursuit-on, d'approvisionnement pétrolier, de rapport de forces militaires, mais nous, nous n'avons pas le droit d'oublier l'espérance que représente Israël, espérance nourrie, au long des siècles, de tant de martyres ! Petit Etat aux frontières biscornues, aux matières premières limitées, Israël a montré, ce que la menace directe de ses voisins, ce que peut la volonté de l'homme... ».

Si les Israéliens pouvaient déclarer, il y a quelques jours : « La vérité aveuglante, et jamais clairement avouée, c'est que personne n'a vraiment un intérêt à défendre l'existence d'Israël sur les cartes du Moyen-Orient — sauf précisément nos voisins pour qui nous pourrions faire beaucoup en échange de notre droit à l'existence. Beaucoup d'Israéliens cro-

yaient qu'ils intéressaient de Gaulle — jusqu'à ce que sa diplomatie, dans une de ces formules sidérantes où elle excelle, ait annoncé en extrême que la France s'abstienne de livrer des armements aux belligérants. En oubliant d'ajouter que seuls les Israéliens dépendaient du matériel français, l'on peut comprendre que la déception israélienne a été encore plus grande lorsque, à Paris, au Conseil des ministres, le général de Gaulle est sorti de sa « neutralité », en condamnant officiellement Israël comme « agresseur », en s'opposant à toute extension d'Israël, même pour le cas de Jérusalem et en accusant les Etats-Unis qui mèneraient au Proche-Orient une guerre identique à celle du Vietnam.

De lors, l'opinion israélienne est qu'« il ne faut plus compter sur la France de ce de Gaulle qui a trahi... ».

ISRAEL DANS UNE SITUATION DE PLUS EN PLUS DELICATE

Israël renié par Moscou qui est prêt à sacrifier son existence comme Etat, trahi par la France qui vient de se ranger du côté de Moscou, abandonné par Londres qui, avant tout, a songé à ses propres intérêts économique et politique pour sauvegarder les bonnes relations qui doivent exister entre lui et les Etats arabes, en gardant une « stricte neutralité » dans le conflit, et en s'opposant à « tout agrandissement d'Israël au détriment de ses pays voisins arabes », méfiant de plus en plus dans les « Quatre Grands », etc.... Israël est aujourd'hui de plus en plus convaincu que c'est lui-même qui devra continuer à lutter pour sa survie, tout comme il a su lui-même écraser ses ennemis.

A l'Assemblée générale, Israël, qui n'a jamais cessé de répéter qu'il n'avait jamais eu l'intention de coloniser un seul territoire arabe, mais que sa position n'a été dictée que par la question de sa survie, de son droit à l'existence même, a maintes fois fait remarquer qu'il était disposé à céder certaines parties des terres arabes conquises, pourvu que les Arabes lui garantissent ses droits d'existence comme Etat et rendent libre la circulation navale dans le Canal de Suez et dans les autres voies navigables.

« La leçon tirée des derniers événements est que nous devons nous reposer sur nos propres forces pour défendre nos droits », a déclaré le général Moshe Dayan, ministre israélien de la Défense, dans un interview ac-

cordée au journal Yediot Ahronot.

« Je ne veux pas de l'intervention de tiers ici. Nous n'avons pas besoin de l'aide américaine ou de qui que ce soit. Qu'on nous laisse seuls face aux Etats arabes », ajoute le général Dayan.

Par ailleurs, l'on fait remarquer que « les plus intraitables des Israéliens déclarent qu'« ils sont prêts à rendre ces régions à leurs propriétaires mais à la condition que ceux-ci viennent eux-mêmes en négocier la reprise. Qu'on ne s'y méprenne pas : les Israéliens ne cherchent pas à infliger un affront à l'ennemi vaincu en exigeant de lui qu'il sollicite l'aide, la grâce du vainqueur. Les Israéliens ont fait de la négociation directe leur objectif capital. Car qu'il négociation dit reconnaissance, et lorsque les Arabes auront consenti à reconnaître l'Etat d'Israël ce sera, aux yeux des Israéliens, une paix moins fragile que celle qui a succédé aux guerres de 1948 et 1966 qu'établira enfin ».

« Supposez, dit généralement l'homme de la rue israélien, que, par miracle, nous obtiendrions toutes injonctions, que nous abandonnions tout le terrain conquis et que nous réintégrions nos frontières d'il y a six jours, croyez-vous que le monde arabe s'arrêterait de hurler à la mort et de réclamer la liquidation d'Israël ? Ce que les Etats arabes nous reprochent, c'est tout simplement d'exister ».

(Suite en page 4)

LIQUIDER LA CULTURE OCCIDENTALE

« Notre échec militaire, quelque douloureux qu'il soit, n'est qu'un échec de tactique, un échec temporaire. Les pays agresseurs voulaient en fait liquider la cause de leurs difficultés et de leurs problèmes dans le Moyen-Orient : renverser le régime égyptien, se débarrasser de ses dirigeants et mettre fin au mouvement révolutionnaire dans la région », écrit mercredi matin l'organe du parti unique égyptien « Al Goumhourya ».

« La victoire remportée par les agresseurs, écrit « Al Goumhourya », est la victoire de Don Quichotte, car Gamal Abdel Nasser est maintenant plus populaire et plus fort que jamais. Notre peuple, ajoute le quotidien, ignore les solutions intermédiaires et ne se pas son sort à des compromis. Nous avons traversé des heures noires et nous nous trouvons à la croisée des chemins : nous repentir et désespérer, ou lutter ».

« Pour l'organe de l'Union socialiste, la première et la plus importante mesure à prendre dans la lutte est « la liquidation de la culture occidentale dans les établissements scolaires, les universités, dans la presse, la radio et le cinéma ».

« Il est temps, écrit « Al Goumhourya », de protéger la révolution socialiste de la culture impérialiste. Il ne s'agit pas maintenant d'une bataille militaire uniquement, mais aussi et en premier lieu d'une bataille politique ».

ISRAEL, UN ETAT COMME LES AUTRES ?

« Les pasteurs de la circonscription allemande de l'Eglise réformée de France — une cinquantaine — ont diffusé une déclaration sur Israël, dans laquelle on lit notamment : « Selon l'écriture, le peuple juif

est le peuple de la Promesse : c'est pourquoi, dès qu'il est question d'Israël, les problèmes ne sont plus seulement politiques, et spécialement pour l'Eglise de Jésus-Christ, Israël demeure le peuple de Dieu. Certes, nous pensons que l'Etat israélien ne coïncide pas avec « Israël », mais est-il pour autant un Etat comme les autres ? Son existence n'engage-t-elle pas autre chose encore que le destin d'une communauté nationale ? (...)

« Les Israéliens et leurs voisins arabes n'ont aucune chance de vivre ensemble dans l'avenir sans une réconciliation par laquelle toutes les nations, riches ou pauvres, mettent en commun les ressources dont elles disposent. Nous croyons que c'est la seule issue possible d'un conflit qui risque de multiplier haines raciales, massacres et génocides ».

ISRAELITES QUI SE RENIENT

« Un groupe d'intellectuels israéliens (étudiants, professeurs, sociologues) ont remis au quotidien français « Le Monde », une déclaration dans laquelle les signataires se proclament « entièrement solidaires de peuples arabes dans leur juste lutte ». Ils déclarent à Israël le droit d'exister, car, disent-ils, « son existence n'est qu'un fait et une agression. Pour nous, ajoutent-ils, la guerre que vient de mener Israël est une guerre impérialiste dans son enjeu, une guerre d'agression et de conquêtes. Selon les signataires, il n'est pas vrai que, démographiquement et politiquement, le peuple d'Israël soit le rescapé des camps de concentration. « Les Juifs d'Europe des années 40, écrivent-ils, étaient les martyrs du fascisme ; les Israéliens d'aujourd'hui en sont le passe-partout ».

LES ETATS-UNIS DEVRAIENT IMITER LE GESTE DE L'U.R.S.S.

« Le Nouvel observateur publie une

déclaration de M. Mendès France, dans laquelle on lit :

« Il faut se féliciter que, malgré les tiraillements des surenchères et les louvoisements de la diplomatie, la volonté de paix ait prévalu à Moscou. Si les Russes arrivent à surmonter les critiques, voire les provocations, dont ils sont l'objet, à ne pas regretter les sacrifices qu'ils ont faits à la cause de la paix et à persister dans la voie qu'ils ont choisie, la porte est maintenant ouverte à une solution d'ensemble des problèmes du Moyen-Orient... ».

« Le devoir des Grands, plutôt que de leur dicter (aux pays en cause) les modalités d'un règlement, consiste à les conduire à la nécessaire négociation et aussi, et surtout, à cesser d'utiliser les rivalités du Moyen-Orient, d'y développer manœuvres et intrigues, d'aggraver les conflits par des fournitures d'armes générateurs de surenchères comme d'escalades politiques et militaires.

« Mais ce n'est pas tout. Dans la période qui vient de s'écouler nous avons tous un peu trop publié les événements d'Extrême-Orient et les interminables souffrances endurées par le peuple vietnamien dans le combat qu'il mène, lui aussi, pour son existence et sa liberté. Là-bas, ce sont les Etats-Unis qui tiennent les fils de la paix et de la guerre. Là-bas, c'est des Etats-Unis qu'on attend les gestes difficiles, impopulaires pour leur opinion publique, mais indispensables, que les Russes ont su faire au Moyen-Orient. C'est-à-dire, avant tout, d'arrêter ces bombardements aussi monstrueux qu'injustifiables, et dont la prolongation constitue un obstacle insurmontable à toute procédure pouvant conduire à la paix ».

Autour du conflit israélo-arabe

(suite de la page 3)

De tout cela les observateurs se permettent de conclure que « la paix bilatérale qu'Israël recherche actuellement avec chacun de ses voisins ne pourrait être au mieux qu'une trêve, comme tous les règlements imposés. La paix durable ne peut naître que d'une réconciliation véritable ; il n'y a de chances d'y parvenir que si les

Répercussions du conflit

grands agissent d'un commun accord, non certes pour dicter leurs volontés aux peuples du Moyen-Orient, mais pour les aider à surmonter leurs préventions et à panser leurs blessures ».

LE DANGER DE LA REPRISE DES COMBATS PERSISTE

Tandis qu'à l'ONU la bataille diplomatique, qui a été déclenchée, est durement et passionnément menée par des puissances ou des groupes qui ont des vues souvent différentes, voire opposées, pour le rétablissement de la paix, soit par des négociations pacifiques, soit par l'imposition de cette paix aux groupes belligérants engagés dans le combat au Moyen-Orient, mais sans toutefois recourir, à nouveau, aux armes, etc., au Moyen-Orient, au contraire, rien ne laisse croire qu'on n'y prépare la paix, surtout du côté arabe.

LES SOVIETIQUES REARMENT LES ARABES ?

En effet, au moment où les débats se poursuivent normalement à l'Assemblée générale, à New-York, pour

parfaire le cessez-le-feu intervenu au Moyen-Orient, en faisant accepter, par les parties intéressées, une armistice et une réconciliation, l'Union Soviétique, qui est pourtant à la base de cette session extraordinaire, arme, à nouveau, les Arabes et a envoyé précipitamment, mardi dernier, au Caire, son président du Présidium Suprême, M. Podgorny, accompagné d'une forte délégation, dont fait partie le chef d'Etat-major des forces soviétiques, afin d'étudier les causes de la défaite arabe alors que le matériel militaire dont se servent les Arabes étaient généralement fournies par Moscou, et d'examiner également comment les Soviétiques pourraient intensifier beaucoup plus leurs aides militaire et économique aux Etats arabes en vue de faire face à la situation actuelle.

Dans le cadre du réarmement arabe, on a parlé beaucoup au Caire de promesses soviétiques de livrer à l'Egypte quelque deux cent cinquante avions, destinés à remplacer en partie ceux qui ont été détruits au début des hostilités. Les appareils feraient escale dans divers pays communistes, notamment la Yougoslavie, avant de parvenir à destination. En l'absence d'aérodromes militaires en état de service en Egypte, certains appareils se seraient déjà posés à Bagdad et à Khartoum.

Cette attitude soviétique explique-t-elle un passage d'un article du journal arabe « Al Akhbar », qui a publié récemment : « Nous ne sommes pas seuls dans la bataille contre l'impérialisme anglo-américain. Nous avons l'amitié de l'URSS et des pays socialistes. L'URSS a toujours prouvé qu'elle ne renierait jamais ses principes, et nous ne pouvons ignorer sa sincère coopération dans toutes les étapes de la lutte » ?

LES ARABES N'ONT JAMAIS RECONNU LA DEFAITE

Les Arabes, qui confessent la doctrine de Julius Streicher, gaulétier de Franconie, qui disait que « le Juif

est congénitalement paresseux et sale, trop lâche pour combattre... », ou qui appuient la thèse d'Adolf Hitler, qui constatait que « si les Juifs étaient seuls en ce monde, ils étoufferaient donc dans la crasse et l'ordure ou bien chercheraient dans des huttes sans merci à s'exploiter et à s'exterminer, à moins que leur lâcheté, où se manifeste leur manque absolu d'esprit de sacrifice, ne fasse du combat une simple parade », ... sont légion pour reconnaître que, réellement, les Israéliens eussent pu les vaincre.

« Un épisode de la guerre vient de se terminer, pas davantage, déclare-t-on. Les événements militaires du Sinaï ne constituent pas un phénomène unique. Ils ont exactement répété la victoire allemande de mai 1940, qui n'a pas empêché la défaite finale de l'hitlérisme ».

« La bataille n'est pas terminée, note-t-on encore. L'ennemi a occupé, il est vrai, des territoires arabes, mais il n'a pas réussi à briser la résistance et à étouffer l'esprit arabe. La haine qui s'est emparée des pays arabes est le gain de la bataille. Les pays agresseurs paieront. La bataille sera longue. Les pays arabes sont maintenant unis et utilisent toutes les armes à leur portée contre les intérêts et la présence des agresseurs dans la région ».

C'est pour cela, peut-être, que le président de l'Algérie, le général Boumediène, qui a condamné l'acceptation du cessez-le-feu, ne se fatigue d'appeler tous les Arabes aux armes et rejette toute solution de négociation.

« Plutôt mourir debout que négocier à genoux », se répète-t-on aussi en Algérie.

Ces idées sont parfaitement partagées par le journal gouvernemental algérien « Al Thawra » pour qui « l'accord du cessez-le-feu n'est qu'un retrait temporaire provoqué par une aide militaire massive des anglo-américains à Israël », et qui titrait son texte que « toute la nation arabe doit être transformée en immense arsenal, parce que la bataille de libération contre Israël n'est pas terminée ».

Les Arabes, qui veulent conti-

nuer, ou pour employer le terme exact, reprendre les combats, sont séduits par la victorieuse guerre de guérilla des Algériens.

« En fait, observe un correspondant du quotidien beige « Le Soir », dans l'état actuel de l'opinion publique, aucun gouvernement arabe ne pourrait se permettre d'aller à contre-courant des sentiments de l'homme de la rue. Cet homme se sent trahi, bafoué, humilié. Il a la conviction d'avoir été le jouet d'un complot démesuré. Pour la première fois peut-être, il croit à la réalité d'un impérialisme militant d'Israël. Il se souvient que l'Arabe est venu à bout des Croisés, mais il se rappelle de ce royaume rêvé par Jacob, qui s'étendait d'Alexandrette à la mer Rouge. Toutes ces réminiscences historiques ou légendaires ne sont évidemment pas faites pour calmer les esprits.

» L'opinion est d'autant moins disposée à capituler qu'à son estime, le monde arabe dispose encore de ressources militaires importantes, de l'Irak au Maroc... ».

C'est donc cet aveuglement qui empirera le malheur des Arabes en général et des Egyptiens en particulier, étant donné, comme l'a fait remarquer le quotidien parisien « Le Monde » que « le malheur n'est que plus grand quand il s'abat sur des populations déjà misérables, sur des nations dont l'économie ne disposait d'aucune réserve. On n'en mesure que mieux la folie qui a consisté pour la RAU et pour d'autres Etats arabes à s'engager dans la voie de la lutte à outrance contre l'Etat juif et à engloutir des années de récolte dans l'achat d'armes qui gisent maintenant carbonisées au milieu du Sinaï, quand elles ne sont pas tombées intactes aux mains de leurs ennemis ».

Israël est conscient de ce danger permanent de la reprise éventuelle des combats.

« Rentrez vos épées au fourreau, mais gardez-les précieusement et prêtes à l'action, car le jour annoncé par le prophète, où elles seront transformées en soc de charrue, n'est pas encore venu », conseillait le maréchal Moshe Dayan, ministre israélien de la Défense, à ses soldats qui se recueillaient, il y a deux semaines, au Mur des lamentations.

Gervais RUBANGO

La guerre du Moyen-Orient ou 3ème guerre mondiale?

Par Gervais RUBANGO

La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur le problème du Moyen-Orient, ouverte samedi 17 juin, n'a pas avancé d'un seul pas pour trouver une solution réaliste pour ramener la paix au Moyen-Orient.

Ni la rencontre Johnson - Kossyguine n'a changé les positions initiales des deux Super-Grandes Puissances lesquelles, si elles sont tout de même arrivées à reconnaître le danger d'un conflit mondial qui existe et qu'Israël a droit à son existence comme Etat, tout comme le retrait des soldats israéliens des territoires arabes qu'ils occupent actuellement ne résoud pas automatiquement tous les grands problèmes qui sont l'origine du conflit israélo-arabe, restent toujours diamétralement opposées quant à la voie à suivre pour ramener cette paix.

Néanmoins, il semble que certains pays, principalement des pays francophones et latino-américains, se sont mis résérieusement au travail pour rédiger une troisième résolution intermédiaire, qui aurait la chance de pouvoir être acceptée par la majorité à l'Assemblée, chance que les deux résolutions américaine et soviétique ne peuvent, en réalité, réunir.

«Bilan négatifs», tel est la conclusion de la plupart d'observateurs, qui rectifient toutefois que le seul résultat positif de la présente session est celui d'avoir permis à Johnson et Kossyguine de se rencontrer, de se connaître et de se parler.

Des observateurs à cette session font remarquer que «face à la crise du Moyen-Orient, chacun des Quatre Grands a maintenant repris sa liberté de manœuvre et joue cavalier seul. Pour l'instant, il n'y a guère que le groupe formé par les Soviétiques, la plupart des démocraties populaires et les Etats arabes, appuyés par certains

sympathisants du «Tiers monde» comme la Tanzanie et le Soudan qui présente un minimum de cohésion, si négative soit-elle.

» Le front occidental, pour autant qu'il ait existé en ce domaine, notent encore ces observateurs, n'est plus qu'un souvenir. Le point de vue britannique défini à la tribune de l'Assemblée par M. Brown s'écarte sensiblement des positions défendues par les Etats-Unis. Il vise au cœur des revendications israéliennes, en s'opposant à tout ce qui pourrait donner apparence de légalité à la réunification de Jérusalem. Désaccord bien innocent, il est vrai, comparé aux effets de l'onde brisante que propageait presque au même moment le communiqué de l'Elysée condamnant «l'ouverture des hostilités» par Israël et faisant de la guerre du Vietnam la source principale des désordres qui affligent l'humanité...»

LES ARABES RESOLUS A REPRENDRE LES COMBATS

Si, à l'O.N.U., aucune solution diplomatique pour ramener la paix ne se dessine au Moyen-Orient l'on parle aujourd'hui d'une reprise éventuelle imminente des hostilités.

Le Roi Hussein de la Jordanie, qui a également tenu à se rendre en personne aux Nations-Unies pour défendre la cause arabe, n'a pas caché l'obstination arabe qui continue à rejeter toute négociation préalable avant le retrait des troupes israéliennes sur les territoires arabes. Pour le Roi Hussein, la bataille du 5 juin n'est qu'une première phase d'une guerre qui sera longue.

Pour l'opinion algérienne, tout ce qui se dit et se passe aux Nations-Unies n'est que du parlementarisme inutile, étant donné que la poursuite de la

guerre est indispensable pour les Arabes, parce que c'est l'existence-même d'Israël qui est un péril permanent pour les Etats arabes.

«Il y a eu agression, a d'ailleurs déclaré M. Mohamed Awad El Kony, représentant de la R.A.U. aux Nations-Unies, qui a enchaîné : «Et nous devons liquider, avant tout, les conséquences de cette agression. Ensuite, il sera possible de discuter des autres problèmes, mais pas avant, car il est exclu que l'agression puisse être payante».

» Les Arabes, vont maintenant s'appliquer à reconquérir par tous les moyens, à n'importe quel prix, les territoires pris par Israël, a-t-il ajouté, en soulignant qu'aucun pays arabe ne pouvait songer à traiter avec Israël.

» On ne pourra jamais nous obliger à reconnaître Israël, a-t-il terminé, car ce pays, qui est le pion de l'impérialisme américano-britannique dans le Moyen-Orient, constitue le plus grand danger pour le monde arabe».

LES ARABES A LA VEILLE DE LA REPRISE DES HOSTILITES ?

Des nouvelles en provenance du Caire sont de plus en plus alarmantes et laissent entendre que la reprise des hostilités est probable, voire imminente.

En effet, rapporte-t-on, des chasseurs russes évoluent continuellement dans le ciel égyptien, les renforts sont signalés dans le canal de Suez et certaines mesures, dites de précaution, dont la coupure des communications avec l'extérieur, ont été prises par la R.A.U.

Il n'est plus douteux que des avions militaires soviétiques affluent

jour et nuit sur les aérodromes égyptiens et, dit-on, dans des pays voisins et amis. L'objectif serait de reconstituer la flotte aérienne égyptienne telle qu'elle était avant les raids dévastateurs des Israéliens, entre le 5 et le 8 juin. Dans les grands hôtels de la capitale, un nombre impressionnant de Russes en civil ont fait leur apparition. Leurs activités n'ont rien de touristique. Porte-documents, dossiers à la main, individuellement ou par petits groupes, ils prennent l'ascenseur tôt le matin et réintègrent leurs chambres tard dans la nuit.

Autre certitude : des officiers supérieurs soviétiques ont atterri au

Caire et à Damas, venant de Moscou à bord d'appareils militaires. Certains d'entre eux appartiennent aux échelons les plus élevés de l'état-major général. Refusant de passer par des intermédiaires, ils ont aussitôt pris contact avec le président Nasser.

Le Kremlin n'éprouve certes aucune affection particulière pour les Arabes, mais, en l'espèce, il y a quelque chose de très précis, et de très important à défendre : le maintien de régimes socialistes ou semi-socialistes en Egypte, en Syrie, en Irak et en Algérie.

(Suite en page 5)

(suite de la page 4)

Ce qui intéresse par-dessus tout le Kremlin n'est pas, en définitive, que Nasser et ses alliés aient pu ou non réaliser leurs rêves, c'est que, malgré la victoire d'Israël, ils conservent leur régime, tremplin indispensable à toute action future de l'Union soviétique en Méditerranée.

Une Egypte vaincue mais socialiste vaut mieux, selon cette analyse, qu'une Egypte victorieuse au prix de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement bourgeois et pro-occidental.

Lénine, dans ses écrits, n'a-t-il pas d'ailleurs recommandé aux communistes de « faire des zigzags » chaque fois que les intérêts du camp marxiste l'imposaient ?

Ainsi s'est développé l'idée que l'exploitation des contradictions internes de l'Occident, le déclenchement d'actions progressistes toujours susceptibles d'être stoppées en cas de danger militaire majeur, la succession de périodes de tension et de détente, devraient constituer, faute de mieux, les nouvelles armes de la diplomatie soviétique. C'est ce qui se passe au Moyen-Orient.

Encore faut-il que l'avenir des régimes socialistes ne soit pas sacrifié à la coexistence pacifique.

ISRAEL : NEGOCIATIONS DIRECTES

La position d'Israël est restée inchangée : négociations directes avec les pays intéressés et engagés dans le conflit.

« Nous devons faire un nouvel effort pour ouvrir le dialogue avec Nasser. S'il acceptait de négocier avec nous, nous rendrions tout le Sinaï », a déclaré M. David Ben Gourion.

L'ancien président du conseil a affirmé qu'il éprouvait « un grand respect pour Nasser, qui est un patriote et qui veut faire quelque chose pour l'Egypte. »

Il a, en revanche, exprimé un certain scepticisme sur les chances de parvenir à des conversations bilatérales avec chacun des Etats arabes. « Sans l'accord de l'Egypte, aucun Etat arabe n'acceptera de discuter avec

La guerre du Moyen-Orient

nous », a-t-il dit.

Parlant à Charm el Cheikh, sur le détroit de Tiran, où selon lui, « tout a commencé », M. Lévi Eshkol, président du Conseil israélien, a déclaré, par ailleurs, qu'il était prêt à rencontrer le colonel Nasser, le roi Hussein et tout autre dirigeant arabe, « pour avoir des entretiens de paix à tout moment, en tous lieux, sur terre ou sur mer ».

M. Eshkol a ajouté qu'il ne faisait pas cette offre dans une position de force arrogante. « Nous voulons oublier le passé et œuvrer pour une paix durable dans la région. »

Après avoir rappelé qu'il fut un temps où les Arabes et les Juifs ont travaillé ensemble, le président du Conseil a déclaré :

« Le Moyen-Orient a un grand avenir si nous pouvons œuvrer ensemble de nouveau dans la paix. Cette occasion ne doit pas être manquée. Nous ne croyons pas aux armistices. Nous devons établir une paix durable dans l'amitié et la sécurité. »

Mais cela n'empêche que l'opinion israélienne soit actuellement divisée pour ce qui concerne l'attitude qu'Israël doit épouser dans le présent conflit.

En fait, on sait fort bien ici que chacun continue à camper sur ses positions :

— ceux (dont le Premier ministre Eshkol) qui estiment que la paix prime tout, et qu'à l'exception de Jérusalem, le gouvernement israélien, s'il parvenait à un « modus vivendi » avec ses voisins, pourrait parfaitement se dispenser de toute revendication territoriale ;

— ceux qui croient que la paix est subordonnée en plus à des garanties à obtenir pour une série de points stratégiques : Kalkilia, Latrun, Charm el-Cheikh etc ;

— ceux qui pensent que la paix ne prime rien du tout, et qu'il serait

naïf d'abandonner dans l'heure les territoires actuellement occupés, en échange d'une simple signature au bas d'un document dont ils supposent qu'il pourrait rapidement se transformer en « chiffon de papier ».

ISRAEL DIVULGUE DES DOCUMENTS PROUVANT QUE LA SYRIE ET L'EGYPTE ALLAIENT ATTAQUER

Divers documents égyptiens — cartes géographiques et ordres de vol — tendant à prouver que l'aviation égyptienne avait prévu des attaques contre Israël, le 26 mai dernier, ont été présentés à la presse par les services spéciaux israéliens.

Ces documents ont été découverts dans les aérodromes d'El Arish et d'El Sir, dans le Sinaï.

D'autres documents provenant du front syrien — notamment une carte d'artillerie — montrent les préparatifs d'une attaque fixée au 3 juin contre la ville de Safad, à l'intérieur de la Galilée. Selon divers témoignages des prisonniers de guerre syriens au cours des nuits des 3, 4 et 5 juin, une compagnie de chaque bataillon de la 123e brigade syrienne avait été acheminée dans la région frontalière de Galabina. Des bateaux de caoutchouc avaient été amenés à pied-d'œuvre pour former une tête de pont sur la rive occidentale du Jourdain, et un pont pour les tanks était en construction. Tous les documents présentés sont certifiés par les officiers égyptiens et syriens.

COMMENT EXPLIQUER LA « NEUTRALITE » FRANÇAISE ?

Il se passera longtemps avant que ne se taisent les commentateurs de la dernière déclaration du général de Gaulle.

Parmi ces commentateurs, se trouve un correspondant du quotidien belge « Le Soir », dont nous avons ex-

trait certains passages du texte :

« C'est parce qu'il redouterait un nouveau conflit mondial que de Gaulle modifie sa politique étrangère. Il veut tout faire pour que la France n'y soit pas impliquée. S'il a quitté l'O.T.A.N., et intimé aux Américains l'ordre de liquider leurs bases sur le sol national, c'est afin que la France ne soit pas impliquée, entraînée dans des « aventures » comme la guerre du Vietnam ou l'intervention au Congo, ni même soupçonnée d'aider les Américains passivement... »

«... La position de « neutralité » choisie par de Gaulle, lorsque le conflit armé eut éclaté, devait permettre à la France de jouer éventuellement le rôle du médiateur. Les choses ont évolué de telle façon que cette médiation n'est plus possible. »

« Il faut en tirer la conclusion logique : la France doit agir de façon, d'une part à avertir, convaincre les autres de ne pas se laisser entraîner dans la voie d'un affrontement militaire généralisé, d'autre part, à tenir soigneusement la France en dehors, à l'abri de cette guerre, qui menace de nouveau le monde » «Après tout, s'ils ne comprennent pas, tant pis, nous serons la Suisse », aurait dit de Gaulle... »

«... Mais une « bombe » est nécessaire. Dans son premier livre. « Le fil de l'épée », son « credo », de Gaulle écrivait notamment : « Comment établir l'ordre international sans le secours d'une vaste émotion collective ? On ne remue pas les foules autrement que par des sentiments élémentaires, de violentes images, de brutales invocations ». Le danger, agité par le général de Gaulle, d'une troisième guerre mondiale n'est-il après tout que l'application du principe énoncé par le capitaine de Gaulle ? »

« Mais davantage que cette troisième guerre mondiale, qu'il annonce, de Gaulle ne veut-il pas empêcher

aussi que les deux « super-grands » : les Etats-Unis, qui « ignorent » de Gaulle, et l'U.R.S.S., qui refuse tout sommet à quatre, ne s'entendent finalement entre eux pour un « partage du monde », un nouveau « Yalta » ? C'est ce « complexe de Yalta » qui, selon certains commentateurs de l'opposition, pousserait de Gaulle à « éteindre le feu »...

«... Le « feu » en encourageant les Arabes à « brouiller » les cartes, en liant la crise du Moyen-Orient à la guerre du Vietnam, « à surenchérir » sur Moscou en désignant les Américains comme les responsables de la guerre du Moyen-Orient et d'une éventuelle conflagration mondiale, à « torpiller » un sommet à deux pour imposer un sommet à quatre, dont il revendiquerait la paternité et exploiterait le succès pour réinstaller la France au rang de « super grand », et lui donner le prestige d'avoir sauvé la paix ?... »

« ATTRISTANTE DECLARATION »

Mais, un journal français, « L'Aurore » a qualifié la déclaration du général de Gaulle d'une « attristante déclaration ».

« Attristante déclaration élyséenne pour tous ceux qui appellent leurs vœux, dans le monde, l'organisation d'une paix garantissant aux Etats, même petits, la protection de leur sécurité et de leur tranquillité. »

« Le malheur, pour de Gaulle, c'est que lorsqu'il préconise — louable idée — une conférence à quatre, le refus ne vient ni de Johnson, ni de Wilson, mais bien dudit Kossyguine. Lequel s'entendra avec Johnson, l'heure venue, sans aucunement se soucier de ce que dit ou ne dira pas l'Elysée. »

« Etrange politique, celle qui consiste à isoler la France des Occidentaux, à maltraiter des alliances traditionnelles et sûres, pour rechercher un illusoire rapprochement avec Moscou, qui paraît prendre en main la préparation de la « revanche » de Nasser, et pour se réjouir des chaleureses (et combien coûteuses) approbations d'un Boumedienne. »

Gervais RUBANGO

Dimanche dernier, le 25 juin, tout le Bugweshe était en liesse : il fêtait l'anniversaire (nous ne savons pas exactement le quantième) de sa révolution, c'est-à-dire du jour où, se détachant du reste du Bushi, les Bagweshe conquéraient, par les armes, leur indépendance vis-à-vis des autres chefs coutumiers voisins.

A cette fête, communément appelée «mubande», toutes les autorités de Bukavu : gouvernementales, judiciaires, militaires, administratives et religieuses, et tous les hommes importants du monde d'affaires de Bukavu avaient été invités par le mwami Pierre Ndatabaya à se joindre aux 300.000 Bagweshe pour se réjouir et implorer la bénédiction du Créateur, afin que la moisson de la saison soit abondante et vivifiante.

On dirait, en effet, que presque tous les invités de Bukavu avaient répondu présents, à Walungu, ce dimanche-là.

Les manifestations ont débuté à 10 heures par une messe d'action de grâce et la bénédiction de la moisson.

Avant que l'on ne procède à la distribution de la moisson à tous les onze groupements qui composent la chefferie de Ngweshe, à toutes les directions des écoles protestantes et catholiques du territoire de Walungu, et avant le défilé des écoliers et écolières et des sportifs de la région ainsi que les danses folkloriques, le Mwami Pierre Ndatabaya s'adressa à la foule, d'abord en mashi, puis en français et ensuite en kiswahili.

HISTOIRE DU « MUBANDE »

Au cours de son speech en mashi, s'adressant plus particulièrement aux Bagweshe, le mwami Pierre Ndatabaya invita la population à célébrer, avec allégresse, le «mubande», en dansant, en mangeant, car qui dit «mubande», dit la région, dit le mwami et dit les populations.

Faisant ensuite remarquer que la région qui ne célèbre pas le «mubande» dans le Bushi égale à celle qui n'a plus de tête, le Mwami a in-

Anniversaire de la révolution de Ngweshe

diqué qu'au Bugweshe, il y a plus de deux siècles que l'on fêtait le «mubande» qui avait été inauguré par le Mwami Weza Mihanda, imité dans la suite par les bami Bicinga, Cirimwentale, Cirhahongerwa, Rungenge, Lirangwe, Ruhongeka, Weza II (Mafundwe), Muhigirwa Birhenjira (le père de Ndatabaya) et enfin Weza III actuel, qui est le dixième mwami qui célèbre le «mubande» et le quinzième mwami des Bagweshe. C'est également sous le règne actuel de Weza III que le «mubande» a été christianisé. Ce jour-ci, en effet, l'on implore la bénédiction du Créateur pour tous les Bagweshe, pour leurs biens, pour leurs récoltes et pour toute la région.

« Cette bénédiction, s'est exclamé le mwami Pierre Ndatabaya, nous a réconfortés pour vaincre les «Mulelistes», il y a deux ans, tout comme nous continuons à vaincre tous nos autres ennemis qui nous cherchent du malheur ».

VICTOIRE ETERNELLE

Le Mwami qui a ensuite rendu grâce à la Providence, a immédiatement enchaîné : « Que le Créateur triomphe, que son royaume s'étende, que nos victoires se répètent d'années en années, victoires qui nous ont rendus célèbres, victoires qui ont également fait que le Bugweshe nourrit et se nourrit lui-même, mais n'a jamais dû dépendre en vivres d'autres régions. Que Ngweshe vive et que les Bishugi soient ici remerciés, et qu'ils continuent à briser l'ennemi sans que jamais ils ne soient brisés par personne ».

Après s'être adressé, en mashi, aux Bagweshe, le mwami Pierre Ndatabaya s'est alors exprimé en français, en déclarant qu'il était très heureux de pouvoir remercier ses invités d'avoir bien voulu, cette

année encore, rehausser cette journée traditionnelle dans le Ngweshe, de leur obligeante présence.

« Les Bagweshe et moi, a déclaré le mwami Pierre Ndatabaya, nous sommes reconnaissants de cette marque de sympathie pour notre coutume deux fois centenaire ».

Expliquant alors le sens du «mubande», le mwami a poursuivi : « La fête annuelle du «mubande» revêt une double signification : c'est tout d'abord la commémoration de notre indépendance vis-à-vis des autres coutumiers qui nous entourent, et avec lesquels mêmes nous avons guéroyé, à l'époque, pour conquérir notre Bugweshe.

« C'est, d'autre part, actuellement surtout, une fête de rogation pour demander à Dieu bénédiction et prospérité pour non seulement nos semences et nos champs, mais encore pour toute la population, pour tous nos biens et pour toutes nos entreprises : tant publiques que privées. »

UNE ETHNIE ENGAGÉE SUR LA VOIE DE LA CIVILISATION

Le Mwami, qui a répété l'histoire et l'origine de «mubande», a brossé brièvement le Ngweshe moderne, qui compte environ 300.000 âmes, en affirmant que cette chefferie était l'une des plus grandes et des mieux organisées de la République Démocratique du Congo.

« C'est sous le règne de mon grand père, le mwami Weza II Mafundwe, dont le Stade ici porte le nom, a-t-il dit, que nous fûmes vraiment en contact avec le Blanc... Depuis lors, comme partout au Congo, sans abandonner complètement nos coutumes, nous nous sommes engagés sur la voie de la civilisation... »

Et le Mwami de reprendre : « Après l'Indépendance, fidèles à notre devise : « L'Ordre fait le Progrès »,

nous n'avons cessé de prêter, avec dévouement, à la cause gouvernementale, nos services de parfaits patriotes congolais ».

BAGWESHE, « VOLONTAIRES PERMANENTS DE LA RÉPUBLIQUE »

Tout fier, M. Pierre Ndatabaya se félicita, en affirmant : « Cela nous a valu, en récompense, des visites de courtoisie de la part de nombreux ministres du gouvernement central ».

Faisant ensuite allusion à la bravoure des « Guerriers Bashi », le Mwami indiqua qu'« il y a deux ans, pour la première fois dans l'histoire de la rébellion muleliste, le peuple congolais a dit ouvertement «non» aux insurgés : le Ngweshe avait montré l'exemple dans le Kivu ».

Après avoir ajouté que tout le monde se souvenait des « Guerriers Bashi », M. Pierre Ndatabaya n'a pas hésité à affirmer que ce serait de même si demain notre pays se trouvait en danger, que ce danger vienne de l'étranger ou de l'intérieur car les Bagweshe restent les « Volontaires Permanents de la République ».

Cela amena le Mwami Ndatabaya à conclure : « C'est pourquoi, nous avons, inconditionnellement et massivement, adhéré au Mouvement Populaire de la Révolution, le M.P.R., fondé par le général-président Joseph-Désiré Mobutu, que nous avons d'ailleurs eu l'insigne honneur de recevoir ici même où vous vous trouvez (donc au Stade Mafundwe), le 25 février 1966 ».

LES BAGWESHE NE SE SONT JAMAIS REBELLES »

Reprenant son discours en kiswahili, le mwami a maudit les ennemis de la chefferie, lesquels, jaloux du progrès et de la prospérité

qui règnent dans la région, propagent des mensonges et discréditent la chefferie en disant que la Chefferie Ngweshe n'aime pas Mobutu.

« Comment nous, hommes qui aimons la paix, nous pouvons ne pas aimer Mobutu, alors que celui-ci n'est animé que du désir du rétablissement de la paix durable et solide dans notre République ? », s'interrogea alors le Mwami, qui souligna d'ailleurs le fait que c'est sous le règne du général-président Mobutu que la chefferie est parvenue à obtenir la création du territoire de Walungu.

Le Mwami a aussi démontré comment il est impensable qu'eux, les coutumiers, puissent s'opposer au Mouvement Populaire de la Révolution, alors que son fondateur est Mobutu, un des chefs coutumiers des Batetela.

M. Pierre Ndatabaya a invité alors les habitants à ne pas se troubler les esprits, car il était convaincu que le président de la République, le général Mobutu, qui connaît très bien les Bagweshe, et qui garde encore toute leur confiance, ne pourra jamais se fier aux bobards et aux malveillances des gens malintentionnés. « Nous ne pourrions jamais avoir peur, car, à jamais, à grand jamais, le Bugweshe ne s'est rebellé contre l'autorité légale », a terminé le Mwami.

Tandis que des réjouissances populaires se poursuivaient jusque tard dans la soirée, le mwami Pierre Ndatabaya offrait à ses plus de deux cents invités, à partir de 15 heures, au Cercle Ruhongeka, un buffet froid inégalé servi par le personnel du grand restaurant de Bukavu, le Riviera.

Cette fête qu'on souhaite célébrer encore l'année prochaine avec la même pompe, a, certainement, augmenté le prestige du Mwami Ndatabaya, chef coutumier, mais dont l'esprit est complètement révolutionnaire et adapté à l'ère que nous vivons.

Gervais RUBANGO

La guerre du Moyen - Orient une longue crise sans issue

Voilà trois semaines que nous n'avons plus parlé de la guerre du Moyen-Orient.

Que s'est-il passé entretemps ?
Pas grand'chose, à vrai dire.

L'Union Soviétique a été, une fois de plus, battue sur le plan diplomatique. Car sa résolution qui réclamait

Par Gervais RUBANGO

la condamnation d'Israël comme agresseur, exigeait le retrait inconditionnel des troupes israéliennes sur les territoires arabes occupés et revendiquait l'indemnisation des pays

arabes, victimes de « l'agression israélienne » par l'Etat d'Israël, etc... n'a pas pu obtenir de voix nécessaires pour pouvoir être adoptée.

Au contraire, loin de condamner formellement Israël, l'Assemblée générale des Nations-Unies s'est également abstenue de se prononcer sur le retrait inconditionnel des troupes israéliennes.

Cela indispose-t-il et décourage-t-il les pays arabes ?

C'est ce que l'on peut croire, en considérant les déclarations récentes du chef du gouvernement soudanais, lequel, lors de sa visite à New-York, a trouvé que l'Assemblée générale des Nations-Unies avait échoué et qu'en conséquence les Arabes ne pouvaient plus compter que sur eux-mêmes.

Seulement, aux Nations-Unies, la majorité s'est opposée à l'extension de l'Etat d'Israël, notamment à la réunification de Jérusalem. Aussi, a-t-on insisté à nouveau sur le respect du cessez-le-feu, ce qui devait amener l'Assemblée générale des Nations-Unies à désigner des observateurs pour contrôler et faire respecter ce cessez-le-feu.

(Suite en page 5)

La guerre du Moyen-Orient

(Suite de la page 1)

Les observateurs de l'ONU sont déjà sur place depuis quelques jours, c'est-à-dire le long du canal de Suez tant du côté israélien qu'arabe.

Mais cela n'a pas empêché que des incidents fréquents entre troupes israéliennes et arabes soient signalés, plus particulièrement dans cette zone du canal de Suez.

Notons bien que ce canal de Suez est devenu, depuis quelques jours, le centre du conflit. Les Israéliens réclament la liberté de mouvement de leurs bateaux dans la partie du canal longeant les localités qu'ils occupent, l'autre partie revenant aux Arabes. Et tout cela, sans devoir violer le cessez-le-feu. Sinon, exigent encore les Israéliens, que les bateaux arabes ne se déplacent non plus dans le canal.

Cette thèse d'Israël a, cette fois, recueilli le soutien de la majorité à l'Assemblée générale des Nations-Unies. Mais, bien entendu, les Arabes s'y opposent.

NOUVEAUX PREPARATIFS POUR LE COMBAT

Les Arabes et Moscou, qui n'ont pas été satisfaits à l'Assemblée générale des Nations-Unies, ne se sont pas, pour autant, découragés : il fallait effacer complètement toutes les séquelles de l'agression sioniste. C'est pour cela qu'ils se sont immédiatement mis à réorganiser leurs armées, à rééquiper leurs forces. Aussi les Arabes ont tenu durant plus d'une semaine, au Caire, le sommet des chefs d'Etat des pays arabes pour examiner les différents points relatifs à la crise actuelle née du conflit israélo-arabe.

Interrompant ce Sommet arabe, deux chefs d'Etat : de l'Algérie et de l'Irak, se sont envolés pour Moscou, où ils n'ont séjourné que 24 heures.

Le but du voyage : exposer aux Soviétiques les grandes décisions prises par le Sommet, et surtout, forcer la main des Soviétiques pour obtenir d'eux une aide plus radicale.

L'on devait apprendre par après que ce voyage éclair de la délégation composée des chefs d'Etat arabes et présidée par le président Boumediène de l'Algérie n'a pas manqué de causer de l'embarras et de semer de la confusion chez les Soviétiques qui

ne savent plus jusqu'où ils devront arriver dans l'aide militaire à accorder aux Arabes qui les ont déçus pour la première fois dans la bataille du 5 juin.

D'ailleurs qui oublie que les Soviétiques, en aidant les belligérants, ne visent qu'à profiter de la crise pour leurs propres intérêts ?

En effet, ces mêmes Soviétiques et satellites communistes qui aident aujourd'hui les Arabes contre Israël, sont les mêmes qui, en novembre 1947, accordèrent alors leur appui à Israël, parce que cela leur permettait à la fois de prendre le contrepied de la politique anglaise, de laisser subsister un foyer de troubles dont on pourrait tirer profit plus tard, et utiliser le nouvel Etat comme exemple d'un Etat socialiste occidental.

Toutefois, apprend-on qu'à New-York, un nouvel accord serait intervenu entre les deux représentants de Moscou et de Washington : MM. Gromyko et Goldeberg. Cet accord contiendrait des recommandations du retrait des troupes israéliennes sans délai, la reconnaissance d'Israël comme Etat par les Etats arabes, l'assurance de la sécurité et de l'intégrité de tous les Etats, ainsi que de la libre circulation dans le canal de Suez et le golfe d'Akaba, et enfin la réconciliation au retour à la belligérance par les Arabes. Mais l'on ne sait pas encore comment et par qui une résolution conçue dans ce sens sera présentée à l'Assemblée générale, surtout quand on pressent la portée de ce nouveau coup ainsi appliqué à l'entente arabo-soviétique.

LES ARABES DIVISES ?

Pour Nasser, jusqu'à maintenant il n'y a pas question d'accepter un compromis quelconque qui pourrait prévoir la reconnaissance d'Israël comme Etat. « La lutte doit continuer... », a encore récemment déclaré le chef d'Etat égyptien.

C'est sans aucun doute le même Nasser qui déclarait, en février 1962 : « La guerre avec Israël est inévitable. J'engagerai le combat lorsque je serai certain que tous les éléments de succès se trouveront de notre côté. Je n'ai, en effet, aucun droit de mettre en danger l'avenir de notre République ».

Toutefois, si l'on analyse l'attitude des différents pays arabes, l'on remarque que l'esprit de belligérance n'a pas la même densité chez tous.

Outre le Liban qui s'était abstenu à « conduire ses soldats au boucher » on a pu se rendre compte que tous les Etats arabes ne s'étaient pas soumis au mot d'ordre de rompre les relations diplomatiques avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne accusés de combattre aux côtés d'Israël.

Aussi, certains pays arabes, dont le pétrole constituait presque seul les ressources du pays, ont malgré tout vendu du pétrole aux pays occidentaux, alors qu'un blocus général du pétrole avait été décidé.

La position récente de la Tunisie nous montre-t-elle, une fois encore que le monde arabe reste divisé en dépit de malins appels à l'oubli des querelles intestines et des conflits du passé entre Arabes ? En effet, la Tunisie qui s'est vu « frustrée », a déclaré qu'elle ne participerait pas à la prochaine conférence des ministres arabes des Affaires étrangères qui se tiendra prochainement à Khartoum. La Tunisie dénonce la tactique suivie qui consistait à ne consulter que quelques Etats pour la préparation de cette conférence. En conséquence, la Tunisie, qui n'admet pas que certains pays arabes soient considérés comme des « satellites », ne peut admettre qu'aveuglement tous les Arabes soient globalement entraînés dans les affaires dont ils n'ont pas préalablement pris conscience. Chaque Etat est indépendant et engagé spontanément sa responsabilité, ont encore fait remarquer les autorités tunisiennes.

AU SEUIL DE LA TROISIEME GUERRE MONDIALE ?

Voilà qu'ouverte officiellement le 17 juin, la session extraordinaire siège depuis un mois, un mois de parlementarisme, un mois de mensonge, un mois d'hypocrisie, un mois vainement gaspillé. Car, à vrai dire, rien n'a été fait pour rebâtir la paix au Moyen-Orient, pour réconcilier les Arabes avec les Israéliens, qui sont pourtant condamnés à coexister.

Au contraire, le conflit israélo-arabe est devenu un conflit mondial, un conflit idéologique, un conflit de pétrole.

Aussi, loin de conduire à la paix, le présent conflit israélo-arabe nous rapproche-t-il de la Troisième guerre mondiale qu'avait prévue le sénateur américain Edwin Johnson, qui déclarait, le 13 avril 1947, au cours d'une allocution radiodiffusée : « Aussi vrai que nous vivons et que nous respirons, la Troisième guerre mondiale se prépare. Elle aura pour théâtre le Moyen-Orient et pour enjeu le pétrole ».

Ceci risque, hélas, de devenir réalité, si l'on admet, comme le dit un proverbe persan, que « le pétrole, loin de fertiliser le pays, dessèche l'âme ».

Nous soulevons ici le problème du pétrole, parce que nous sommes sûrs que si les Grandes Puissances ne se sont pas mises d'accord sur les mesures à prendre pour sauvegarder la paix au Moyen-Orient, ce n'était pas seulement à cause de leur lutte idéologique, mais, aussi, les intérêts économiques ont joué un grand rôle pour déterminer leur position.

Ce qui nous fait encore craindre beaucoup plus de nous diriger vers la Troisième guerre mondiale est le fait que ceux qui avaient prévu cette guerre et qui en ont parlé des années auparavant, ont notamment prévu que « cette guerre mondiale se présenterait essentiellement comme une guerre idéologique pour laquelle les aspects économiques, politiques et militaires seraient des prétextes ».

Or qu'avons-nous constaté à l'Assemblée générale des Nations-Unies ?

Le conflit israélo-arabe a pratiquement divisé, encore une fois de plus, le monde en camp communiste et non communiste. Sans exception, les pays communistes se sont rangés aux côtés des Arabes et ont condamné, inconditionnellement, Israël, accusé d'être « chien courant des capitalistes, des impérialistes ».

Aussi, quoiqu'on en dise, et malgré les tactiques jouées par Moscou qui fait semblant de faire un effort particulier en vue d'éviter un enga-

gement dans un conflit ouvert où seraient affrontés les deux Super-Grands : les Etats-Unis et l'Union Soviétique, l'on voit très mal comment vont s'empêcher d'intervenir ouvertement et officiellement les autres Grands, quand on sait qu'en cache-cache, ou même officiellement, Moscou continue à exhorter les Arabes à la guerre et à réarmer ces derniers, non pas seulement pour se défendre, mais surtout pour livrer une nouvelle bataille, celle du 5 juin n'étant que la première phase d'une guerre qui doit être longue et dure.

Certes, les méthodes moscovites sont connues de tout le monde. C'est d'ailleurs un fidèle communiste, M. Dimitri Manuilsky, qui les a clairement exposées en 1931.

« Une guerre totale entre le communisme et le capitalisme est inévitable, disait-il. Aujourd'hui, nous sommes évidemment trop faibles, mais le moment viendra dans vingt ou trente ans. Il faudra endormir la bourgeoisie et nous commencerons par lancer l'offensive de paix la plus spectaculaire de l'histoire. Nous ferons des menaces terrifiantes et des concessions sans précédentes. Les pays capitalistes, stupides et décadents, seront trop heureux de collaborer à leur propre destruction. Ils sauteront sur l'occasion de devenir nos amis. Dès que leur garde sera abaissée, nous les écraserons ».

Or la rencontre Johnson - Kossyguine de Glassboro et le dernier accord Gromyko - Goldberg à New-York d'une part et le réarmement des Arabes par les Soviétiques d'autres part, concrétisent bien ces méthodes communistes.

Enfin... pouvons-nous nous consoler que l'avenir sera, par contre, meilleur et moins noir que nous le craignons ?

On ne sait jamais... Mais, pour nous, la Troisième guerre mondiale menace plus ouvertement que n'apparaissent les heurs de la Paix mondiale.

Gervais RUBANGO

à l'Est

Prédiction ou prédication déplacée?

Nous sommes gênés, fort gênés de devoir commenter ici un sermon, une prédication prononcée ex-cathedra. Cela ne nous arrive pas. Mais que voulez-vous ? Cette fois, cela est indispensable ; cela vaut la peine.

Le sermon qu'a prononcé dimanche dernier le prédicateur de la troisième messe à la petite chapelle du Collège Notre-Dame de la Victoire, chapelle communément appelée « Nyumba ya Mungu ya wa-boys », est un sermon

qui est commenté dans tous les milieux de Nguba et de Nyawera.

L'on se demande s'il s'agit d'une prédiction ou seulement d'une prédication déplacée.

Dans le premier cas, le prédicateur a laissé alors de la crainte, ou plus exactement la frayeur dans les cœurs des fidèles en apprenant le sort qui attendrait la Ville de Bukavu, si, bien entendu, celle-ci n'écoutait pas la parole de Dieu comme Jérusalem.

(Suite en page 4)

Prédiction ou prédication déplacée ?

(Suite de la page 1)

Dans le second cas, c'est-à-dire dans le cas où le prédicateur avait seulement l'intention de donner un exemple pris au hasard, la prédication en question, loin d'apaiser les esprits des chrétiens, n'a fait que les troubler, fortement les troubler, en semant une confusion, en démontrant qu'une multitude de ces croyants était une foule de grands pécheurs, des plus grands pécheurs du monde, car en se présentant à la table de la Communion, tous ces chrétiens, qui avaient participé au « pillage » lors de la récente agression étrangère, ne commettaient, indiscutablement, que des sacrilèges... Enfin, que s'est-il dit exactement ?

BUKAVU APPELE A DISPARAITRE ?

Comme le dimanche dernier était le 9ème dimanche après Pentecôte, le prédicateur a résumé l'évangile du jour qui est le suivant :

« En ce temps-là, comme Jésus approchait, voyant la ville, il pleura sur elle en disant : Si tu avais connu ce jour, toi aussi le message de paix... ! Mais malheureusement il a été caché à tes yeux. Des jours vont venir sur toi, où tes ennemis établiront près de toi un champ retranché, où ils te tiendront serrée de toutes parts ; et ils te jetteront à terre, toi et les enfants qui sont en toi, et ils ne laisseront pas en toi une pierre sur une pierre, parce que tu n'as pas connu le temps où tu étais visitée. »

Immédiatement, le prédicateur voulant démontrer que la Ville de Bukavu n'a pas connu le message de la paix, celui-ci consistant principalement, selon le prédicateur, dans les commandements de Dieu et de l'Eglise, est directement arrivé au septième commandement : Ne volez pas !

Abandonnant le sérieux qui est recommandé aux prédicateurs parlant à partir de la chaire et humoristiquement, le prédicateur du dimanche a démontré, par des gestes même, comment habitants de Bukavu : hommes et femmes, grands et petits, passaient avec des paquets ou comment des véhicules conduits par des Bukaviens (entendez Noirs) roulaient à toute vitesse, chargés des objets : frigidaires, matelas, etc..., pillés (dans les maisons de Blancs)... « Et se parant des vêtements et de la parure ainsi pillés, ces habitants, voilà qu'ils se présentent devant la table sacrée pour recevoir le Seigneur, etc... ». Et le prédicateur de crier alors au sacrilège, pour tout le monde sans exception... Il faut donc une réparation immédiate, sinon le châtement de Dieu tombera sur la Ville qui n'a pas connu le message. La voie que le prédicateur propose est celle d'aller déposer les objets ainsi pillés à l'endroit même où ils se trouvaient et venir alors se confesser après... Sans cela, pas

de pardon..., il y a sacrilège..., et le châtement de Dieu ne tardera pas à descendre sur la ville de Bukavu, autre Jérusalem.. (sic)

TROP FORT...

Nous ne prétendons pas avoir profondément appris la théologie. Mais, est-ce réellement, au stade où nous nous trouvons, nous pouvons dire que Bukavu, comparativement à d'autres villes du monde, peut mériter l'application des pleurs de Notre Seigneur comme celles qu'il fit pour sa ville de Jérusalem ?

Nous sommes convaincus que l'horreur de notre prédicateur n'est pas cette fois-ci justifiée dans ce cas.

Nous n'encourageons pas le pillage. Loin de là ! Seulement cela n'excuse pas le prédicateur de grossir les péchés de pillages pour ainsi nécessiter la descente de la colère foudroyante du Seigneur.

D'ailleurs, est-il justifié que tous ceux qui ont participé au fameux pillage, si l'on peut ainsi le dire, ont tous péché, sans exception ?

Nous sommes convaincus que parmi cette foule qui se précipitait, qui à arracher une casserole, qui à prendre une robe, qui à s'emparer d'une bouteille de whisky, etc... il se trouvait des gens, de nombreuses gens, qui y allaient avec la bonne foi du monde, car, pour celles en se partageant les biens du « Muhuni », en se partageant le butin, fruit d'une victoire éclatante, il n'y avait aucun mal. Pour ces hommes, c'était une guerre et les maisons visitées étaient considérées comme des maisons appartenant à l'ennemi vaincu.

Aussi, y avait-il des enfants, à l'âge de sept à dix ans, qui y allaient par enchantement...

Or, nous pensons que pour commettre un péché, il faut d'abord que la conscience de l'homme reconnaisse que l'acte qu'on pose est illicite et est mauvais. Ce qui n'a pas été le cas pour tous ceux qu'ont pris quelque chose qui appartenait à des étrangers dont les habitations ou les magasins ont été pillés.

Ces hommes qui se jugent vraiment innocents, quand ils reçoivent les sacrements comme d'habitude, comment commettent-ils des sacrilèges ?

RESULTAT MALHEUREUX

Notre prédicateur aurait mieux fait de déconseiller ou de condamner le pillage en général, sans trop insister : c'est-à-dire sans affirmer catégoriquement que tous ceux qui ont pris quelque chose avaient inévitablement gravement péché et ne pouvaient se communier avant qu'ils rendent les objets ainsi acquis.

Nous sommes convaincus que le sermon du prédicateur du dimanche dernier à la petite chapelle du Collège Notre-Dame de la Victoire de Bukavu a fait plus de mal que du bien.

La conclusion générale des fidèles, qui étaient tous Noirs, a été celle-ci : «... Ce «padri» pleure les biens de ses frères, mais ne parle pas de dizaines d'innocentes victimes assassinées lâchement... ».

Ces fidèles ont immédiatement songé aux «guerres saintes» patronnées jadis par l'Eglise. Ils se demandent ce qu'on faisait du «butin» en or et en argent pris chez l'ennemi.

N'élevait-on pas parfois des églises avec les trésors ainsi pris chez l'ennemi pour la gloire éternelle du Roi des rois, du Seigneur des croyants ?

Le fait qui a le plus irrité les fidèles, tous Noirs, est surtout celui d'avoir rapproché les pleurs de Jésus sur Jérusalem aux récents événements de Bukavu, ville qui a été justement victime d'une agression étrangère, d'une agression des «mercenaires» agissant pour le compte de la haute finance.

BUKAVU, AUTRE JERUSALEM ?

Il peut se faire que le prédicateur ait toutefois raison. On ne sait jamais.

Dans ce cas alors, pouvons-nous conclure que la récente agression étrangère est un avertissement pour annoncer la destruction totale qui attend après Bukavu, devenue deuxième Jérusalem, si nous croyons aux parolles de notre prédicateur ?

Ce serait alors terrible ! Et nous ne le souhaitons pas du tout !

Sinon, le prédicateur a un double devoir de se reprendre et de s'expliquer mieux, en rassurant des fidèles, de peur qu'en lui, ceux-là ne voient pas seulement un porte-parole des hommes de la race blanche implorant le châtement le plus grave pour des âmes des Noirs qui n'ont pas pourtant tous tellement péché plus que ceux qui étaient venus les déranger !

Il y a intérêt à ce que les fidèles voient en leur prédicateur un pasteur, impartial et juste, qui se préoccupe seulement à sauver les âmes, et non pas un homme qui lutte et défend uniquement des intérêts déterminés, un officiant au service d'un groupe de gens.

Cela dit, que le prédicateur visé et tous ses confrères nous comprennent bien : notre souci, notre seul souci en écrivant ces lignes, était de faire comprendre combien une imprudence ou une maladresse d'un prédicateur peuvent porter un coup irréparable à la susceptibilité des fidèles, quand cette susceptibilité est ou se croit être froissée, jusqu'à risquer de creuser un fossé entre fidèles et pasteurs, surtout quand les deux parties sont ou de races différentes ou appartenant à des nationalités aux intérêts opposés. Ce qui est, hélas, le cas, aujourd'hui, pour le Congo.

Gervais RUBANGO

L'extradition de Tshombe

une victoire éclatante pour l'Afrique "révolutionnaire"

Après que Tshombe fût tombé dans les filets algériens, le journal algérien « El Moudjahid » publiait déjà que ce fait était « une délivrance pour l'Afrique ». Ce journal indiquait dans une autre édition ultérieure : « Tshombe est interrogé par des fidèles révolutionnaires qui ont juré de ne pas laisser aucun répit aux forces obscures de l'impérialisme (...). Il a trahi l'Afrique, livré le Congo et ses richesses aux ennemis de l'Afrique. Il répondra de ses crimes ».

Par ailleurs, dans un nouveau et virulent commentaire, l'agence Algérienne Presse Service écrivait lundi soir : « C'est mal connaître l'Algérie que de connaître un seul instant qu'elle puisse se laisser impressionner par telle ou telle puissance et dévier d'un iota de sa ligne résolument anti-impérialiste (...). Fidèle à ses options, l'Algérie saura prendre toute décision qui soit conforme au devoir qu'elle s'est imposé quant au sort à réserver à l'assassin de Patrice Lumumba et aux ennemis déclarés de l'Afrique ».

◆
Ces prévisions viennent de se réaliser.

En effet, la Cour Suprême algérienne a donné, hier vendredi soir, un avis favorable à la demande congolaise d'extradition de Tshombe.

Malheureusement pour le moment, nous ne disposons pas de détails sur les débats ni sur le contenu du verdict.

Seulement des informations fragmentaires diffusées par les radios laissent entendre que les plaidoiries de l'avocat algérien de Tshombe qui avait tout fait pour démontrer que la condamnation à Kinshasa de Tshombe était une condamnation politique, n'ont pas fait fléchir la décision de la Cour suprême algérienne qui a jugé, à son tour, Tshombe comme un criminel de droit commun, donc livrable à la Justice congolaise.

Ces mêmes informations radio-phoniques ajoutent que Tshombe qui a été autorisé à faire une déclaration, s'est contenté — désespérément, bien entendu — d'indiquer qu'il acceptait la décision de la Cour et qu'il devait aller à Kinshasa, parce qu'il est homme. Mais qu'il attirait l'attention particulière de la Cour qui portait entièrement la responsabilité de son sort.

Des sources autorisées algériennes avaient laissé entendre depuis le début des débats que trois possibilités s'offraient : ou bien le refus de l'extradition, ou bien l'extradition, ou bien encore la suspension des débats par la Cour en exigeant d'autres informations complémentaires. Ces mêmes sources ajoutaient que dans le cas où la Cour suprême algérienne se serait prononcée contre l'extradition, sa décision serait irrévocable, tandis que, dans le cas contraire, l'arrêt de la Cour serait examiné par le chef de l'Etat algérien, le général Boumediene, auquel reviendrait le dernier mot.

Entretemps l'on apprenait qu'un Conseil des ministres algériens s'était tenu jeudi dernier, sous la présidence de son président, le général

(Suite en page 6)

L'extradition de Tshombe

(Suite de la page 1)

Boumediene, pour examiner l'attitude que le gouvernement algérien devait adopter dans cette affaire.

On sait, par ailleurs, que Mme Tshombe avait écrit, jeudi dernier, à M. Thant, secrétaire général des Nations-Unies pour demander l'intervention de l'O.N.U. contre l'éventuelle extradition de son mari, dans le cas où la Cour algérienne aurait accepté la demande congolaise d'extradition de M. Tshombe.

Aussi un avocat américain que Mme Tshombe avait engagé pour plaider également la cause de son mari, aurait demandé que l'Algérie surseoie l'arrêt d'extradition, en attendant que ce problème soit examiné par les Nations-Unies. Cet avocat américain propose également que la demande congolaise soit plutôt soumise à un tribunal international qui devra tenir compte des Droits de l'Homme, droits auxquels le Congo s'est également souscrit, a avancé l'avocat américain.



On voit donc que les Algériens qui, en réalité, étaient embarrassés par l'affaire d'extradition de Tshombe, ne se sont pas laissés « forcer la main ». En dépit des pressions exercées par certaines chancelleries occidentales sur les autorités algériennes pour empêcher la livraison de Moïse Tshombe à la Justice congolaise, signale-t-on, voilà que cette Cour a préféré la « Fraternité » et la « Révolution » africaines au monde dirigé par la « Haute Finance ».

Les dernières nouvelles en provenance d'Alger laissent entendre que les citoyens congolais Alidor Kabeya et Mungul Diaka, respectivement procureur général du chef de l'Etat et premier secrétaire général du Mouvement Populaire de la Révolution, qui se trouvent actuellement en Algérie, s'occuperont de l'acheminement, vers le Congo, de Tshombe, à bord d'un avion congolais qui serait, incontestablement, bien escorté. Cet acheminement, ajoute-t-on, se fera indiscretement et avec toutes les précautions voulues pour éviter un éventuel nouvel enlèvement de Tshombe au cours du trajet aérien.

LA PREMIERE SEANCE

Enfin, revenons un peu en arrière, et voyons ce qui s'est passé

le premier jour, c'est-à-dire mercredi dernier, à l'ouverture des débats sur la demande congolaise d'extradition de Tshombe.

La Radio-Télévision nationale congolaise, qui a rapporté la première séance de la comparution de M. Tshombe, mercredi 19 juillet, a notamment diffusé :

« L'ancien Premier ministre congolais, Moïse Tshombé, a comparu ce matin devant la cour suprême algérienne qui doit statuer sur la demande d'extradition présentée par le Gouvernement congolais.

» M. Moïse Tshombé est arrivé au Palais de la Justice où la Cour suprême devait se réunir ce matin à 9 heures, encadré par deux policiers. Plusieurs personnes stationnaient devant le Palais de la Justice. Une atmosphère de haine et de vengeance contre le condamné à mort, Moïse Tshombé,regnait. La vie du prévenu semblait en danger.

» Moïse Tshombé a pris place seul sur un banc, le dos tourné au public, face à ses juges. Juste derrière lui, dans l'emplacement réservé aux personnalités de marque, était assis le citoyen Alidor Kabeya, procureur général de la République Démocratique du Congo.

» Cinq minutes après l'ouverture du débat, le président du Tribunal, M. Ould Aoudia, se ralliant aux conclusions du Ministère Public sur l'effervescence des esprits dans la salle et l'atmosphère de violence entourant Tshombé, a imposé le huis-clos et fit évacuer la salle. Maître Floriot, avocat français, qui a accepté de défendre Moïse Tshombé, a également été invité à quitter la salle d'audience.

» La Cour suprême doit décider si les charges retenues contre Moïse Tshombé par le Tribunal de Kinshasa, qui l'a condamné à mort, sont des crimes du droit commun. La Cour doit également étudier le dossier que Kinshasa a fait parvenir au Gouvernement algérien. Ce dernier a notamment retenu les charges suivantes : « responsabilités des massacres des populations nord-katangaïses, massacres des Congolais réfugiés dans les camps de l'ONU au Congo et le recrutement des mercenaires étrangers chargés de perpétrer des assassinats contre les populations civiles ».

Gervais RUBANGO

Le conflit israélo-arabe à nouveau renvoyé au Conseil de Sécurité

Par Gervais RUBANGO

Vendredi dernier, les membres de l'Assemblée générale des Nations-Unies se sont séparés, sur constat de carence, à New-York, sans être parvenus à trouver une solution au conflit israélo-arabe, conflit qui était le seul sujet de cette session extraordinaire convoquée à l'initiative de l'Union soviétique.

Cette session, rappelons-le, avait été inaugurée samedi 17 juin et avait débuté ses travaux lundi 19 juin.

◆
Tout le monde convient que la session extraordinaire sur le conflit du Moyen-Orient a été un échec pour l'URSS et pour les pays arabes.

C'est ainsi qu'Edouard Saab, correspondant particulier du journal « Le Monde », résumant la résignation des Arabes, a écrit qu'à Beyrouth, capitale du Liban, le découragement était

total : « Il ne manquait à notre malheur que cet échec à l'ONU... », se lamente-t-on dans les rues.

Certains observateurs n'hésitent pas à conclure que « la défaite diplomatique que l'URSS a subie aux Nations-Unies n'est comparable qu'au désastre militaire qui a frappé ses alliés dans le désert du Sinaï ». Aucune résolution due à l'initiative soviétique n'a été, en effet, adoptée, « ce qui illustre bien, concluent ces mêmes observateurs, la futilité de l'initiative soviétique de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale et du voyage à New-York de M. Kosyguine ».

◆
Si l'on parle des défaites subies, font remarquer des observateurs d'autre part, « il faut ajouter qu'après les Soviétiques et les Arabes, la France aussi sort perdante de cette affaire, et cela uniquement parce que les milieux qui décident à Paris ont pensé bon de rejeter la prétention de « stricte neutralité » dont ils se réclamaient au début de la crise et de rejoindre inconditionnellement la coalition soviéto-arabe ». L'esprit, qui semble maintenant gagner plusieurs milieux français, est la conviction que la France s'est séparée de tous ses partenaires de l'Alliance atlantique et se range avec les démocraties populaires.

Néanmoins, la France officielle ne paraît pas encore totalement avoir perdu tout espoir. M. Pompidou, premier ministre français, lors de son récent voyage à Moscou, n'avait pas manqué de souligner : « Nous estimons aussi qu'il faut chercher des solutions durables et acceptées par tous les pays. Il s'agit de l'existence de ces Etats, de leur intégrité territoriale, des réfugiés ou de la navigation. Nous pensons que les grandes puissances peuvent, par leur accord, faciliter des solutions et, le cas échéant, les garantir... ».

◆
Si pour Radio-Damas, « en refusant d'entériner n'importe quel projet de résolution condamnant Israël et son agression ou lui ordonnant de retirer ses forces des territoires arabes, l'Assemblée a prouvé qu'elle n'était qu'un satellite des Etats-Unis et du sionisme mondial », le correspondant particulier du quotidien français « Le Monde », Alain Clément, trouve, pour sa part, que le président des Etats-Unis, M. Johnson, est sorti victorieux dans cette affaire de la session extraordinaire sur le conflit israélo-arabe au Moyen-Orient.

Ce correspondant écrit notamment : « Tous les dirigeants mêlés de près ou de loin à la crise du Moyen-Orient sont exposés à en subir le contrecoup dans les mois à venir. Un seul en sort, sinon grandi, du moins consolidé : M. Johnson. Son étoile remonte rapidement au firmament pratique américain. Il n'a pas fait grand-chose pour cela, mais, comme on lui reproche généralement d'en faire trop, la circonspection affichée par la Maison Blanche s'est révélée payante. Les Etats-Unis, sur le devant de la scène tout au moins, n'ont pas eu à lever le petit doigt pour se retrouver dans le camp des vainqueurs et s'imposer comme l'intercesseur inévitable des

(Suite en page 3)

Le conflit israélo-arabe au Conseil de Sécurité

(Suite de la page 1)

vaincus. Les flottements mêmes du président lui ont permis de concilier à l'arrivée les deux objectifs, inconciliables au départ, que lui assignaient la pression de l'opinion et celle du Congrès : protéger la survie d'Israël, seconder la cause de l'Etat juif, mais sans descendre dans l'arène ni risquer une nouvelle intervention du type vietnamien ou même dominicain...

... Bref, sur toute la ligne, M. Johnson est gagnant. L'explosion du Moyen-Orient a clarifié l'horizon international et domestique. Ici comme ailleurs, elle a mis les forts d'un côté, les faibles de l'autre...

LA PAIX RESTE LOINTAINE

Renvoyer l'affaire au Conseil de Sécurité n'assure pas la trouvaille de la solution du conflit. Là, au Conseil de Sécurité, ne l'oublions pas, le veto de l'une des Grandes Puissances suffit pour remettre le tout en question.

Remarquons bien qu'en dépit des conseils de garder le sang froid et de se mettre en garde contre leurs extrémistes et d'empêcher que l'on ne songe à une reprise des hostilités, conseils prodigués aux Arabes par l'U.R.S.S. l'effervescence belligère arabe est loin de s'apaiser. Pour l'Union Soviétique, en effet, « l'agression répétée dans tous les journaux, n'est pas la seule raison de la défaite égyptienne. Mais elle attribue « les causes profondes » de cette défaite « à la nature même de l'Etat égyptien, et essentiellement au fait que la R.A.U. ne s'est pas engagée encore assez loin dans la voie

En dépit de cet échec à l'Assemblée générale, Moscou garde encore un « optimisme » et une confiance relative dans le Conseil de Sécurité.

A l'issue de la visite de M. Pompidou à Moscou, M. Kossyguine avait accordé une interview à un envoyé spécial de l'O.R.T.F. et avait notamment déclaré : « En ce qui concerne le Conseil de Sécurité, nous allons prendre toutes les mesures nécessaires pour que, dans cet organisme aussi, l'agression israélienne soit condamnée, pour que le Conseil de Sécurité assure le retrait des troupes israéliennes. Il nous semble que le Conseil de Sécurité doit accomplir cette mission, que cette mission lui incombe ».

tun d'engager cette bataille, je le dirai... La bataille, pour l'instant, est économique, diplomatique et politique. C'est une bataille où l'on construit des barrages et où l'on édifie des usines, et il est certain que le désordre est encore plus catastrophique que la guerre elle-même ».

Israël, de son côté, tout en ayant reconnu d'avoir tiré le premier, mais sans pour cela, être l'agresseur, parce que, selon la réponse du chef du gouvernement israélien, M. Levi Eshkol, « Israël était en état de guerre le jour où Nasser a fermé le détroit de Tiran et a concentré ses troupes dans le Sinaï ; et parce que « si nous (Israéliens) avons tant attendu pour réagir, c'est uniquement parce que le Président Johnson nous l'a demandé », n'a pas caché son intention de déclencher une guerre préventive au cas où les Arabes voudraient recourir à l'armement atomique.

En effet, le général Dayan a laissé entendre dans une interview publiée par le journal Frankfurter Allgemeine Zeitung qu'Israël pourrait déclencher une nouvelle guerre préventive si les pays arabes se procuraient des armes atomiques, notamment auprès des Chinois.

Le ministre a également souligné dans cette interview, rédigée en style indirect, qu'à son avis le président Nasser et le roi Hussein n'étaient pas suffisamment forts actuellement pour s'engager dans la voie d'une politique de paix constructive. Une solution raisonnable et durable n'a pas plus de 5% de chances de succès et des années seront nécessaires pour modifier un climat politique particu-

lièrement mauvais. En conséquence, le général a affirmé que son pays devait s'attendre à d'éventuels développements militaires. Il s'est déclaré convaincu que des chefs arabes irresponsables utiliseraient la force atomique.

Somme toute, Israël ne se croit que pas, du moins pour le moment, tellement menacé et condamné à perdre la face.

« Même si les Soviétiques commandent directement l'armée égyptienne, cela ne signifiera pas que l'armée égyptienne sera meilleure ou qu'elle sera capable d'exécuter les plans et la stratégie des Soviétiques », a déclaré le général Rabin, chef de l'état-major israélien, dans une interview publiée par l'hebdomadaire de l'armée, « Bamachane ».

Le général a cependant ajouté :

« Il y a la possibilité que la R.A.U. reçoive de l'U.R.S.S. des armes meilleures et encore plus modernes. Nous possédons des informations selon lesquelles les Egyptiens disposent de missiles terrestres opérationnels ».

Le général Rabin a confirmé que sept cents chars russes avaient été pris au Sinaï, et cent chars Patton et Centurion sur le front jordanien.

Un autre fait dont il faut tenir compte et qui est très important dans la détermination future du rétablissement éventuel de la paix au Moyen-Orient, est que les Etats-Unis se prononceraient disposés à fournir, désormais, des armes aux alliés et à Israël, la cessation de la livraison d'armes n'étant devenue qu'unilatérale de leur part en donnant ainsi monopole aux pays communistes d'armer le monde.

LE PROBLEME LITIGIEUX DE JERUSALEM

Actuellement, l'attention du monde est élargement dirigée sur Jérusalem, récemment réunifiée par Israël.

On sait que l'Assemblée générale des Nations-Unies s'était opposée, à l'unanimité, à la réunification de Jérusalem par Israël.

Dès lors, Israël n'a pas bougé. Tantôt il s'est déclaré prêt à accepter l'internationalisation de la ville de Jérusalem. Tantôt c'est pour affirmer qu'Israël pourra tout céder, sauf Jérusalem réunifiée.

Dans un récent entretien du président du Conseil israélien, M. Levi Eshkol, avec le directeur du « Spiegel » sur l'internationalisation de Jérusalem, celui-ci a pu déclarer : « Je peux seulement dire ceci : Israël sans Jérusalem, c'est Israël sans tête. Tel-Aviv est une gentille ville... mais elle est neuve, elle n'a pas de traditions... »

« Rendre maintenant la vieille ville ? Si j'interrogeais le peuple dans un référendum sur le point suivant : ce petit coin de vieille ville contre des centaines de milliers d'arpents au Sinaï ou en Syrie, le peuple répondrait : fais cadeau des territoires dans les Sinaï ou en Syrie, mais conserve-nous ce petit coin qui est notre ville sainte, la ville de David. »

L'attitude du Vatican dans ce problème est que « l'internationalisation de la ville où se trouvent presque tous les plus importants Lieux saints constituerait un grand apport à la détente ». Le Saint-Siège souligne l'actualité que conservent, à ses yeux, les statuts votés en 1948 et 1950 par les Nations-Unies.

Par contre, ceux qui croient que l'internationalisation de Jérusalem ne soit pas tellement indispensable, étant donné que déjà, sous le contrôle israélien tout marche à merveille, ne sont pas rares.

Pour ne citer qu'un exemple, M. André Neher, professeur à la Facul-

té des lettres et sciences humaines de Strasbourg (institut d'hébreu), a notamment écrit :

« Je reviens de Jérusalem, porteur d'un message que j'ai cueilli à vif, et dont j'ai le devoir de donner témoignage aux lecteurs (...), et notamment au Père Daniélou : Jérusalem est enfin libre. Comme un torrent irrésistible, la liberté religieuse s'y est déversée, faisant sauter une Bastille vieille de vingt ans. »

« Oui, quel contraste entre les vingt ans de la Jérusalem jordanienne, interdite aux chrétiens israéliens, interdite même aux juifs non-israéliens, interdite donc l'accès de leurs lieux saints à des millions de croyants, quel contraste entre les vingt ans de la Jérusalem jordanienne et les vingt jours de la Jérusalem unifiée, ouverte à tous les hommes, sans distinction de religion, de nationalité ni de race, « libre oasis de paix et de prière, lieu de rencontre, d'élévation et de concorde pour tous » ?... »

Enfin, Israël ne paraît pas disposé de céder un seul morceau de parcelle des territoires occupés avant qu'un pacte de paix soit conclu entre lui et les pays arabes.

Répondant à une question qu'un reporter du « Paris-Match » lui avait posée sur le problème de l'administration des territoires occupés par Israël, le général Dayan n'a pas hésité à déclarer : « A côté de la sécurité, l'argent n'est rien. Nous pleurnicherons et nous paierons encore un peu plus d'impôts, voilà tout. Mais, croyez-moi, nous ne lâcherons rien aussi longtemps que nous n'aurons pas obtenu un traité de paix qui nous garantisse enfin la sécurité. »

On voit donc, hélas, que la paix au Moyen-Orient n'est ni pour aujourd'hui, ni pour demain.

Gervais RUBANGO

Redenan ?